

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 mars 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 21st, 1953

AVIS AUX INTÉRESSSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.
Traduction: 50 cents des 100 mots.
Exemplaire séparé: 30 cents chacun.
Feuilles volantes: $1 la douzaine.
Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.
Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.
Translation: 50 cents per 100 words.
Single copies: 30 cents each.
Slips: $1. per dozen.
Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.
Government House. Quebec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Admiration Lingerie & Sportswear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Ben Schecter, Moses Moscovitch, Maurice Steinberg, avocats, Margaret McMartin, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de textiles et articles vestimentaires, sous le nom de "Admiration Lingerie & Sportswear Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Letters Patent

Admiration Lingerie & Sportswear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January 1953, incorporating: Ben Schecter, Moses Moscovitch, Maurice Steinberg, advocates Margaret McMartin, clerk, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles and wearing apparel, under the name of "Admiration Lingerie & Sportswear Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Ad. Prévost Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un février 1953, constituant en corporation: Adélard Prévost, statuaire, Elvine Bouchard Prévost, ménagère, épouse séparée de biens dudit Adélard Prévost et dûment autorisée par lui, Roger Prévost, statuaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'art et l'industrie de faire des statues et généralement tous objets de sculpture, sous le nom de "Ad. Prévost Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Ad. Prévost Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of February, 1953, incorporating: Adélard Prévost, statuary, Elvine Bouchard Prévost, housewife, wife separate as to property of the said Adélard Prévost and duly authorized by him, Roger Prévost, statuary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the art and industry of making statues and all sculptured objects generally, under the name of "Ad. Prévost Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Adson Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix février 1953, constituant en corporation: Joseph Shapiro, conseil en loi de la Reine, Joseph R. Hoffman, avocats, Ethel Yussem, secrétaire, Jean McFarlane, dactylo, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Adson Corp.", avec un capital de $60,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Adson Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1953, incorporating: Joseph Shapiro, Queen's Counsel, Joseph R. Hoffman, advocates, Ethel Yussem, secretary, Jean McFarlane, typist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "Adson Corp.", with a capital stock of $60,000. divided into 1,000 common shares of $10. each, and 500 pfeferred shares of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Albert L. Gauthier Express Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation: J.-Claude Nolin, Auguste Vincent, avocats, Paul-E. Trudel, C.A., Jean-Marie Raymond, étudiant, Gilles Durand, étudiant en vérification, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général de camionnage et d'expédition et ou de transport en général, sous le nom de "Albert L. Gauthier Express Ltd." avec un capital de $25,000 divisé en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune et 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Albert L. Gauthier Express Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January 1953, incorporating: J.-Claude Nolin, Auguste Vincent, Lawyers, Paul-E. Trudel, C.A., Jean-Marie Raymond, student, Gilles Durand, student in auditing, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general cartage and forwarding business and/or generally business at trucking, under the name of "Albert L. Gauthier Express Ltd.", with a capital stock of $25,000 divided into 2,000 preferred shares of $10 each and 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Alvin Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six février 1953, constituant en corporation: Jessie McWaters, de la cité de Verdun, Kay Katz, de la cité de Montréal, secrétaires, Maurice J. Garmaise, notaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles, sous le nom de "Alvin Corp.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Alvin Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February 1953, incorporating: Jessie McWatters, of the City of Verdun, Kay Katz, of the city of Montreal, secretary, Maurice J. Garmaise, notary of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, under the name of "Alvin Corp.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Amalgamated Paper Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept février 1953, constituant en corporation: Manuel Shacter, Louis H. Rohrlick, C.R., Jacob Harold Blumenstein, avocats, Irene Rubin, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de papier et produits en papier de toutes sortes, produits du bois et de la pulpe, sous le nom de "Amalgamated Paper Products Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Amalgamated Paper Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February 1953, incorporating: Manuel Shacter, Louis H. Rohrlick, K.C., Jacob Harold Blumenstein, advocates, Irene Rubin, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of manufacturers, and dealers in paper and paper products of all kinds, wood and pulp products, under the name of "Amalgamated Paper Products Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at ontreal, judicial distri ct of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Antenne Commune de Télévision Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Camil Noël, avocat, C.R., Maria-Emma Potvin, Thérèse Tardif, Thérèse des Rivières, sténographes, Rose-Aimée Fleury, comptable, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils, machinerie et accessoires électriques magnétiques et électroniques, sous le nom de "Antenne Commune de Télévision Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 609, 65 rue Ste-Anne, en les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Antenne Commune de Télévision Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1953, incorporating: Camil Noël, advocate Q.C., Marie-Emma Potvin, Thérèse Tardif, Thérèse des Rivières, Stenographers, Rose-Aimée Fleury, accountant, spinsters, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in electric, magnetic and electronic apparatus, machinery and quipment, under the name of "Antenne Commune de Télévision Ltée".

The capital stock of the company is divided into 1,000 shares of no nominal or par value.

The head office of the company will be at Room 609, 65 St-Anne Street, in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Baieville Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du treize février 1953, constituant en corporation: Rosario Roy, industriel, de Baie-du-Febvre, dans le district de Richelieu, Omer Trottier, pilote, de Grondines, Roland Bertrand, comptable, de Lachevrotière, tous deux du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux et exploiter un ou des garages, sous le nom de "Baieville Construction Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-du-Febvre, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le treize février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

Baieville Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1953, incorporating: Rosario Roy, industrialist, of Baie-du-Febvre, in the district of Richelieu, Omer Trottier, pilot, of Grondines, Roland Bertrand, accountant, of Lachevrotière, both of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To act as general contractors and operate a garage or several garages, under the name of "Baieville Construction Limitée", with a capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-du-Febvre, judicial district of Richelieu.

Dated at the offiee of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34413 Deputy Attorney General.

Beacon Uniform Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept février 1953, constituant en corporation: Michæl Garber, avocat et conseil en loi de la Reine, de la cité de Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, secrétaire, Ruth Wreshner, sténographe, toutes deux filles majeures, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'uniformes et de vêtements de toutes sortes en général, sous le nom de "Beacon Uniform Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 800 actions ordinaires de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Beacon Uniform Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of February 1953, incorporating: Michæl Garber, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, secretary, Ruth Wreshner, stenographer, both filles majeures, all three of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in uniforms and generally wearing apparel of all kinds, under the name of "Beacon Uniform Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 800 common shares of $50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Beck Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six février 1953, constituant en corporation: Jessie McWatters, secrétaire, de Verdun, Kay Katz, secrétaire, Maurice Jonathan Garmaise, notaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents d'immeubles, sous le nom de "Beck Holdings Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DESILETS.

Beck Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of February, 1953, incorporating: Jessie McWatters, Secretary, of Verdun, Kay Katz, secretary, Maurice Janathan Garmaise, Notary, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, under the name of "Beck Holdings Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 400 common shares of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Benitex Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Benitex Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Solomon Weber, avocats, Rose Markis, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nulon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, sous le nom de "Benitex Ltd.", avec un capital de $200,000 divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et 1,500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January 1953, incorporating: Nathan Levitsky, Solomon Weber, advocates, Rose Markis secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the fllowing purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise made of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass ans byproducts, under the name of "Benitex Ltd", with a capital stock of $200,000 divided into 500 common shares of $100 each and 1,500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Berrigan Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocats et Conseils en Loi de la Reine, Kennneth Hunter Wilson, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Berrigan Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de $40,000 divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Émettre des actions de manière à ce que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Berrigan Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January 1953, incorporating: Kenneth Wilson, John McGlinchey Home, advocates and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Berrigan Mines Limited" (No Personal Liability) with a capital stock of $40,000 divided into 40,000 common shares of $1 each.

To issue shares so that the shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal,.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Blondin Motors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux février 1953, constituant en corporation: Marie-Berthe Beauparlant, Suzanne Sauvé, sténographes, filles majeures, Joseph Ste-Marie, procureur, tous des cité te district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins et exploiter des garages, sous le nom de "Blondin Motors Ltd.", avec un capital de $200,000 divisé en 2,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le deux février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Blondin Motors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of February, 1953, incorporating: Marie-Berthe Beauparlant, Suzanne Sauvé, Stenographers, Spinsters, Joseph Ste-Marie, Barrister, all of the City and Judicial District of Hull, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, motors, engines and to operate garages, under the name of "Blondin Motors Ltd.", with a capital stock of $200,000 divided into 2,000 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Hull, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Brompton Salvage Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1953, constituant en corporation: Abraham Claman, marchand, Mary Katz, ménagère, épouse séparée de biens d'Abraham Claman, tous deux de la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, Pâquerette Théorêt, secrétaire, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands, vendeurs et distributeurs de toutes sortes de matériaux de rebut, articles de maison, textiles, sous le nom de "Brompton Salvage Company Limited", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Brompton Salvage Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February 1953, incorporating: Abraham Claman, merchant, Mary Katz, housewife, wife separate as to property of Abraham Claman, both of the city of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, Pâquerette Théorêt, secretary, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as merchants, dealers in and distributors of all kinds of waste materials, household articles, textiles, under the name of "Brompton Salvage Company Limited", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Bullock & Baxter Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de février 1953, constituant en corporation: Alexander Stewart Baxter, agent d'assurances, de Pointe-Claire, William James Thomson Adamson, comptable agréé, de Montréal-Ouest, John Polwarth Hume, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "Bulloch & Baxter Limited", avec un capital de $40,000, divisé en 5,000 actions privilégiées de $5 chacune et 1,500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1475 rue Bishop, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Bullock & Baxter Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of February 1953, incorporating: Alexander Stewart Baxter, Insurance agent, of Pointe Claire, William James Tomson Adamson, chartered accountant, of Montreal West, John Polwarth Hume, advocate, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Bulloch & Baxter Limited", with a capital stock of $40,000, divided into 5,000 preferred shares of $5 each and 1,500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1475 Bishop Street, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Burnt Hill Tungsten Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze février 1953, constituant en corporation: Shirley Feldman, sténographe, fille majeure, Bernard Gardner, Sol Sidney Fels, Louis Glazer, avocats, Arthur E. Morgan, courtier d'assurances, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines, minerais, pétrole et gaz naturel et les négocier, sous le nom de "Burnt Hill Tungsten Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $2,000,000 divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires de ladite compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour des actions de son capital-actions.

Burnt Hill Tungsten Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1953, incorporating: Shirley Feldman, stenographer, spinster, Bernard Gardner, Sol Sidney Fels, Louis Glazer, lawyers, Arthur E. Morgan, insurance broker, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines, minerals, petroleum and natural gas and deal with the same, under the name of "Burnt Hill Tungsten Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $2,000,000, divided into 2,000,000 common shares of par value of $1 each.

The shareholders of the said company shall incur no personal responsability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for shares of its capital stock.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Club Richelieu Lévis

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze février 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph-Charles Sauvageau, Benoit Samson, industriels, Alphonse Samson, courtier en assurances, tous de Lévis, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entr'aider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de "Club Richelieu Lévis".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Club Richelieu Sainte-Thérèse

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize février 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Toupin, gérant, Bell Telephone, Gaston Mongeau, gérant, Banque de Montréal, et Léonard Brosseau, courtier d'assurance-vie, tous de Ste-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable afin qu'ils puissent s'entr'aider dans le domaine de la culture personnelle, sous le nom de "Club Richelieu Sainte-Thérèse".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Thérèse-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le seize février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-0 L. DÉSILETS.

Columbia Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf février 1953, constituant en corporation: Melvin Salmon, avocat, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sidney Goldwater, tous deux de la cité de Montréal, Hylda Sherman, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, sous le nom de "Columbia Fur Co. Ltd.", avec un capital de

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Club Richelieu Lévis

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the fourteenth day of February, 1953, to iucorporate as a corporation without share capital: Joseph-Charles Sauvageau, Benoit Samson, industrialists, Alphonse Samson, insurance broker, all of Levis, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To unite its members for charitable purposes, so that they may help one another in the realm of personal culture, under the name of "Club Richelieu Lévis".

The amount to which the immovable which the corporation may hold is to be limited is $25,000.

The head office of the corporation will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this fourteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Club Richelieu Sainte-Thérèse

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Toupin, Bell Telephone manager, Gaston Mongeau, manager, Bank of Montreal, and Leonard Brosseau, life-insurance broker, all of Ste-Thérèse, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To unite its members for charitable purposes, so that they may help oue another in the realm of personal culture, under the name of "Club Richelieu Sainte-Thérèse".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Thérèse de Blainville, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Columbia Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February 1953, incorporating: Melvin Salmon, advocate, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sidney Goldwater, both of the city of Montreal, Hylda Sherman, secretary, of the city of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, under the name of "Columbia Fur Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000,

$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Antonin, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize février 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Bédard, Paul-Yvan Marquis, notaires, Louis Dugal, avocat, tous de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Opérer un service d'entretien des chemins publics ou privés durant l'hiver, sous le nom de "Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Antonin, Inc.",

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Antonin, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le treize février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

Confection Moderne Ltée Modern Confection Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix février 1953, constituant en corporation: Hormidas Turgeon, agent d'immeubles, Hector Langlois, contracteur, de la cité de Magog, François Turgeon, vendeur, de la cité de Sherbrooke, tous du district judiciaire de St-François, Charles Henri Dugré, dessinateur, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de "Confection Moderne Ltée"—"Modern Confection Ltd.", avec un capital de $100,000 divisé en 1,000 actions de $100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiliaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

Coronation Market Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Maynard B. Golt, avocats, Esther Monson, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce et le négoce de produits alimentaires, sous le nom de "Coronation Market Ltd.", avec un capital de $40,000 divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Antonin, Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the therteenth day of February 1953 to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Bédard, Paul-Yvan Marquis, notaries, Louis Dugal, advocate, all of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To operate a service for the maintenance of public and private roads during the wintertime, under the name of "Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Antonin, Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Antonin, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, the thirteenth day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34413 Deputy Attorney General.

Confection Moderne Ltée Modern Confection Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day 1953, incorporating: Hormidas Turgeon, Real Estate Agent, Hector Langlois, contractor, of the city of Magog, François Turgeon, salesman, of the city of Sherbrooke, all of the judicial district of St-Francis, Charles-Henri Dugré, designer, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all sorts, under the name of "Confection Moderne Ltée" —"Modern Confection Ltd.", with a capital stock of $100,000 divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of St-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34413 Deputy Attorney General.

Coronation Market Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1953, incorporating: Moses Samuel Yelin, Maynard B. Golt, advocates, Esther Monson, Secretary, Fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the ollowing purposes:

To manufacture and deal in or with foodstuffs, under the name of "Coronation Market Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into

divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Corporation des Chemins d'Hiver de Ste-Thècle

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq février 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Josaphat Groleau, industriel, Alyre Aubin, médecin, J.-A. Moisan, contracteur, J.-R. Juneau, marchand, Laurent Naud, manufacturier, Edmond Fournier, agent, tous de Sainte-Thècle, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Ouvrir et tenir ouverts les chemins d'hiver, sous le nom de "Corporation des Chemins d'Hiver de Ste-Thècle.

Le montant auquel sont limités les revenus annuels de la corporation est de $6,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Thècle (Laviolette), district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Davis Knitting Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, Conseil en Loi de la Reine, Conrad Shatner, tous deux avocats et Morris Shuter, gérant de bureau, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de manufacturiers, marchands de vêtements, habillements et articles vestimentaires, sous le nom de "Davis Knitting Mills Ltd.", avec un capital de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Delbar Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il x été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, tous deux avocats, Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Delbar Invest-

1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Corporation des Chemins d'Hiver de Ste-Thècle

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of February, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Josephat Groleau, industrialist, Alyre Aubin, physician, J.-A. Moisan, contractor, J.-R. Juneau, merchant, Laurent Naud, manufacturer, Edmond Fournier, agent, all of Sainte-Thècle, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To open and keep open winter roads under the name of "Corporation des Chemins d'Hiver de Ste-Thècle.

The amount to which is limited the annual revenue of the corporation, is $6,000.

The head office of the company will be at Sainte-Thècle (Laviolette), judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Davis Knitting Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, Conrad Shatner, both advocates, and Morris Shuter, office manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers, dealers in clothing, garments and wearing apparel, under the name of "Davis Knitting Mills Ltd.", with a capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $10 each, and 5,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Delbar Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Atonovitch, both advocates, Freda Pomerance, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Delbar Investment Corpora-

ment Corporation", avec un capital de $80,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février, 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Delmont Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février, 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Delmont Investment Corporation", avec un capital de $80,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Di Pietro & Frères Inc.
(St. Catherine Est)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février 1953, constituant en corporation: Albert Di Pietro, tailleur, Mercédès Bastien Di Pietro, ménagère, épouse séparée de biens de Albert Di Pietro, tous deux de la cité de Montréal, et Henri Bastien de Ste-Dorothée, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Eéercer le commerce de manufacturiers et marchands de vêtements, sous le nom de "Di Pietro & Frères Inc. (St. Catherine-est)", avec un capital de $30,000 divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Disco Looms Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Benn Charles Lassner, administrateur, Michael Greenblatt, Harry Blank, avocats, Blanka Gyulai, fille majeure, teneuse de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce ou le négoce de métiers et autre machinerie, outillage, appliques et acces-

tion", with a capital stock of $80,000, divided into 200 common shares of the par value of $100 each, and 600 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Delmont Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Delmont Investment Corporation", with a capital stock of $80,000, divided into 200 common shares of the par value of $100. each, and 600 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Di Pietro & Frères Inc.
(St. Catherine Est)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1953, incorporating: Albert Di Pietro, tailor, Mercédès Bastien Di Pietro, housewife, wife separate as to property of Albert Di Pietro, both of the city of Montreal, and Henri Bastien of Ste. Dorothée, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in clothing, under the name of "Di Pietro & Frères Inc. (St. Catherine Est)", with a capital stock of $30,000. divided into 3,000 common shares of the par value of $10. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this nineteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Disco Looms Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1953, incorporating: Benn Charles Lassner, executive, Michael Greenblatt, Harry Blank, advocates, Blanka Gyulai, spinster, bookkeeper, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in or with looms and other textile machinery, equipment, fixtures and accessories

soires servant à la production des textiles en général, sous le nom de "Disco Looms Ltd.",

Le montant du capital de la compagnie est divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Dominion Herb Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de janvier, 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de fournitures pharmaceutiques, préparations chimiques et médicinales, sous le nom de "Dominion Herb Distributors Inc.", avec un capital de $40.000, divisé en 36,000 actions ordinaires de $1 chacune et 40 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de janvier, 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Dumco Metal Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1953, constituant en corporation: Émile Colas, avocat, de Notre-Dame-de-Grâces, Jean Provost, avocat, Cécile Piché, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de métaux de toutes sortes, sous le nom de "Dumco Metal Products Co. Ltd.", avec un capital de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Dunau Travel Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de février 1953, constituant en corporation: John J. Wasserman, Sydney Phillipps, tous deux avocats, Tessy Frankel, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exercer les opérations d'une agence de tourisme et de voyage, sous le nom de "Dunau Travel Bureau Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une

and textile products generally, under the name of "Disco Looms Ltd.".

The amount of the capital stock of the company is to be divided into 350 preferred shares having a par value of $100 each and 1,000 common shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Dominion Herb Distributors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in pharmaceutical supplies, chemical and medicinal preparations, under the name of "Dominion Herb Distributors Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 36,000 common shares of $1 each and 40 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General,

Dumco Metal Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1953, incorporating: Émile Colas, advocate, of Notre-Dame-de-Grâce, Jean Provost, advocate, Cécile Piché, secretary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business in metals of all sorts, under the name of "Dumco Metal Products Co. Ltd.", with a capital of $40,000 divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Dunau Travel Bureau Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixteenth day of February, 1953, incorporating: John J. Wasserman, Sydney Phillips, both advocates, Tessy Frankel, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To direct and carry on the operations of a tourist and travel agency, under the name of "Dunau Travel Bureau Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 100 common shares

valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Émilien Bélanger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Joseph Mendelson, Henry Erdrich, avocats, Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de fourrures, manteaux, de fourrure et toutes sortes de vêtements en fourrure, sous le nom de "Emilien Bélanger Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trentième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Fernand Roy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept février 1953, constituant en corporation: Fernand Roy, agent, Germaine Désormeaux Roy, épouse séparée de biens dudit Fernand Roy, Alfred Desrochers, comptable, tous des cité et district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Vendre et distribuer toutes sortes de bières, sous le nom de "Fernand Roy Inc.", avec un capital de $100,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Forty-Three Fifty Sherbrooke Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Hamilton Larratt Smith, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Richard Dale Welson, Edmond Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, Edward Knatchbull-Hugessen, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Forty-Three Fifty Sherbrooke Limited", avec un capital de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $5 chacune et 1,800 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

of the par value of $100. each, and 300 preferred shares of the par value of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Émilien Bélanger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1953, incorporating: Joseph Mendelson, Henry Erdrich, advocates, Celia Cohen, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal with all kinds of furs, fur coats, and all kinds of fur garments, under the name of "Emilien Bélanger Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Fernand Roy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February 1953, incorporating: Fernand Roy, agent, Germaine Désormeaux Roy, wife separate as to property of the said Fernand Roy, Alfred Desrochers, accountant, all of the city and judicial district of Joliette, for the following purposes:

To sell and deliver beer of all types, under the name of "Fernand Roy Inc.", with a capital stock of $100,000, divided into 300 commons shares of $100 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Forty-Three Fifty Sherbrooke Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January 1953, incorporating: Hamilton Larratt Smith, advocate and Queen's Counsel, Richard Dale Welson, Edmond Jacques Courtois, Ross Trenholme Clarkson, Edward Knatchbull-Hugessen, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Forty-Three Fifty Sherbrooke Limited", with a capital stock of $10,000 divided into 200 common shares of $5 each and 1,800 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Forum Construction Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1953, constituant en corporation: Maurice Mercier, Paul Galt Michaud, avocats, Thérèse Servant, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir et exercer le commerce comme entrepreneurs ou sous-entrepreneurs généraux en constructions de toutes sortes, sous le nom de "Forum Construction Corporation", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Forum Construction Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1951, bearing date the twenty-third day of February, 1953, incorporating: Maurice Mercier, Paul Galt Michaud, advocates, Thérèse Servant, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act and carry on business as general contractors or subcontractors for constructions of all kinds, under the name of "Forum Construction Corporation", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares at a par value of $10. each and 300 preferred shares at a par value of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Gagnon Frères Ateliers de Fourrures Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq février 1953, constituant en corporation: Raymond Gagnon, commerçant, Roland Roy, industsiel, Léon-Georges Gagnon, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivauts:

Exercer l'industrie et le commerce des fourrures, sous le nom de "Gagnon Frères Atelier de Fourrures Ltée", avec un capital de $10,000 divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 400 est, rue Racine, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

Gagnon Frères Ateliers de Fourrures Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q. 1941, bearing date this twenty-fifth day of February, 1953, incorporating: Raymond Gagnon, dealer, Roland Roy, industrialist, Léon-Georges Gagnon, chartered accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the business and deal in furs, under the name of "Gagnon Frères Atelier de Fourrures Ltée", with a capital stock of $10,000 divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 400 East, Racien Street, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of February, 1953.

L. DÉSILETS.
34413 Deputy Attorney General.

Garage Belley Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf février 1953, constituant en corporation: Paul Raymond, gérant de garage, Maurice Mercier, vendeur, Jacqueline Blanchard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Raymond, tous de la ville de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter et exercer le commerce de garage, sous le nom de "Garage Belley Limitée", avec un capital de $50,000, divisé en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune et en 250 actions communes de $100 chacune.

Garage Belley Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1953, incorporating: Paul Raymond, garage manager, Maurice Mercier, salesman, Jacqueline Blanchard, housewife, wife separate as to property by marriage contract of the said Paul Raymond, all of the town of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To opearate and carry on the business of a garage, under the name of "Garage Belley Limitée", with a capital stock of $50,000, divided into 2,500 preferred shares of $10 each, and into 250 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Kenogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Gérard Parizeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la-province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt février 1953, constituant en corporation: Gérard Parizeau, courtier d'assurance, Aldéric Laurendeau, avocat, c.r., et Godefroy Laurendeau, avocat, tous trois de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtier et agent d'assurances, sous le nom de "Gérard Parizeau Inc.", avec un capital de $35,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de la valeur au pair de $10 chacune, et en 250 actions privilégiées de la valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montéal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Gérard Parizeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of February, 1953, incorporating: Gérard Parizeau, insurance broker, Aldéric Laurendeau, advocate, Q.C., and Godefroy Laurendeau, advocate, all three of the city of Outremont, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a broker and insurance agent, under the name of "Gérard Parizeau Inc.", with a capital stock of $35,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each, and into 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1953.

L. DÉSILETS.

34413 Deputy Attorney General.

Gibraltar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, Anne Lash, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Murray Lapin, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et négocier une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Gibraltar Ltd.", avec un capital de $275,000 divisé en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Gibraltar Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of January, 1953, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Alan Bernard Gold, Anne Lash, secretary, spinster, of Montreal Murry Lapin, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and deal with a certain immoveable property, under the name of "Gibraltar Ltd.", with a capital stock of $275,000 divided into 2,500 preferred shares of the par value of $100. each, and 250 common shares of the par value of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of January, 1953.

L. DESILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Italian Immigrants' Assistance Centre

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Colombo Teodori, marchand, Leonora Vocisano, ménagère, épouse séparée de biens de Dominique Vocisano, Laura D'Anna, ménagère, épouse séparée de biens d'Antonio D'Anna, Rodolfo Galati, comptable, Luigi Pascale, agent de voyage, Benedetto Maltempi, Pietro Raffaelli, Giuseppe Benaudo, pasteurs, Anacleto Crotti, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Italian Immigrants' Assistance Centre

Notice s hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January 1953, incorporating without share capital: Colombo Teodori, merchant, Leonora Vocisano, housewife, wife separate as to property of Dominique Vocisano, Laura D'Anna, housewife, wife separate as to property of Antonio D'Anna, Rodolfo Galati, accountant, Luigi Pascale, travel agent, Benedetto Maltempi, Pietro Raffaelli, Giuseppe Benaudo, Pastors, Anacleto Crotti, secretary, all of the city aud judicial district of Montreal, for the following purposes:

Assister les immigrants, sous le nom de "Italian Immigrants' Assistance Centre".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $50,000.

Le siège social de la corporation sera à 505 rue Jean Talon E, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour dec février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

To assist immigrants, under the name of "Italian Immigrants' Assistance Centre".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 505 Jean Talon Street, E, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

J. A. Duquette Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt février 1953, constituant en corporation: Jean-Charles Martel, marchand de bois, J.-Anselme Duquette, garagiste, Dame J.-Anselme Duquette, ménagère, tous de Saint-Calixte, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation en général de véhicules-automobiles, et toutes sortes de machineries, sous le nom de "J. A. Duquette Ltée", avec un capital de $50,000 divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Calixte, dans le district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

J. A. Duquette Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of February, 1953, incorporating: Jean-Charles Martel, wood merchant, J. Anselme Duquette, garage-keeper, Dame J. Anselme Duquette, housewife, all of Saint-Calixte, judicial district of Labelle, for the following purposes:

To carry on the business of and to do general repair work in motor vehicles, and all sorts of machinery, under the name of "J. A. Duquette Ltée", with a capital stock of $50,000 divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Calixte, in the judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attoreny General, this twentieth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34413 Deputy Attorney General.

Jay-W. Import Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du seizième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, Alan Bernard Gold, avocat, Anne Lash, Secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de nouveautés, marchandises sèches, bibelots, ferronnerie, sous le nom de "Jay-W. Import Company", avec un capital de $40,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Jay-W. Import Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of January, 1953, incorporating: Marcus Meyer Sperber, Advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, Murray Lapin, advocate, of the Town of Hampstead, Alan Bernard Gold, advocate, Anne Lash, secretary, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in novelties, dry goods, notions, hardware, under the name of "Jay-W. Import Company", with a capital stock of $40,000 divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

J. Morgan Jones Publications Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1953, cons-

J. Morgan Jones Publications Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January, 1953, incorporating: Norman Cecil

tituant en corporation: Norman Cecil Denys, avocat, de ville Mont-Royal, Madeleine Riel, de Montréal, Pierrette Lacombe, de l'Avenue Pointe-aux-Trembles, ces deux dernières filles majeures, secrétaires, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les affaires d'imprimeurs et éditeurs généraux, sous le nom de "J. Morgan Jones Publications Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6306 avenue du Parc, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Denys, Attorney, of the town of Mount-Royal, Madeleine Riel, of Montreal, Pierrette Lacombe, of avenue Pointe-aux-Trembles, the two latter spinsters, secretaries, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general printers, publishers, under the name of "J. Morgan Jones Publications Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6306 Park Avenue, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Jonergin Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1953, constituant en corporation: David Lack, avocat, Pearl Auerbach, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Rhoda Cohen, secrétaire, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, lithographes, graveurs et teinturiers, sous le nom de "Jonergin Co. Inc.", avec un capital de $100,000 divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-huitième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Jonergin Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of January, 1953, incorporating: David Lack, advocate, Pearl Auerbach, secretary, both of the city of Montreal, and Rhoda Cohen, secretary, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, lithographers, engravers and dyers, under the name of "Jonergin Co. Inc.", with a capital stock of $100,000. divided into 500 common shares of a par value of $100. each, and 500 preferred shares of a par value of $100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Jos Fradet et Fils, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf février 1953, constituant en corporation: Joseph Fradet, industriel, Léo Fradet, Armand Fradet, ouvriers, tous d'Armagh, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Opérer une scierie ou autre égablissement propre à transformer le bois, sous le nom de "Jos Fradet et Fils, Limitée", avec un capital de $15,000 divisé en 150 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Armagh, (paroisse) route 25, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

Jos Fradet et Fils, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1953, incorporating: Joseph Fradet, industrialist, Léo Fradet, Armand Fradet, laborers, all of Armagh, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To operate a saw-mill or other establishment for the transformation of wood, under the name of "Jos. Fradet et Fils, Limitée", with a capital stock of $15,000 divided into 150 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Armagh, (parish) road 25, judicicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34413 Deputy Attorney General.

K. R. T. Alumni Association, Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Gérald Kirwan, gérant de bureau, Robert Douglas,

K. R. T. Alumni Association, Incorporated

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January 1953, incorporating without share capital: Gerald Kirwan, Office Manager, Robert Douglas, Leslie Tait, engineers, all of

Leslie Tait, ingénieurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et gérer une association éducationnelle, sociale et philanthropique, sous le nom de "K. R. T. Alumni Association, Incorporated".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $100,000

Le siège social de la compuporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS,

La Bonne Chanson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze janvier 1953, constituant en corporation: Monsieur l'abbé Charles-Emile Gadbois, prêtre des cité et district judiciaire de Saint-Hyacinthe, Marcel Caron, agent, Raphaël Beaudette, avocat, tous deux des cité et district judiciaire de Montreal, pour les objets suivants:

Éditer, publier et vendre des revues et publications musicales et artistiques de tous genres, sous le nom de "La Bonne Chanson Inc.", avec un capital de $1,000,000. divisé en 3,000 actions privilégiées de $100. chacune et en 7,000 actions ordinaiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Laferrière & Dufresne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt février 1953, constituant en corporation: Fernand Laferrière, Henri Dufresne, marchands, Yvonne Dufresne-Laferrière, épouse contractuellement séparée de biens dudit Fernand Laferrière, tous de Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à négocier des accessoires et appareils électriques, meubles, nouveautés, ferronnerie, produits textiles et tissus, sous le nom de "Laferrière & Durfresne Limitée", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

La Sablière Calumet Limitée
Calumet Sand Pit Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre

the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage an educational, social and philanthropic, association, under the name of "K. R. T. Alumni Association, Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of February 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

La Bonne Chanson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1953, incorporating: Reverend abbé Charles-Émile Gadbois, priest, of the city and judicial district of Saint-Hyacinthe, Marcel Caron, agent, Raphaël Beaudette, advocate, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To edit, publish and sell musical and artistic reviews and publications of all kinds, under the name of "La Bonne Chanson Inc.", with a capital stock of $1,000,000 divided into 3,000 preferred shares of $100 each, and into 7,000 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Laferrière & Dufresne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of February, 1953, incorporating: Fernand Laferrière, Henri Dufresne, merchants, Yvonne Dufresne-Laferrière, wife separate as to property of the said Fernand Laferrière, all of the town of Saint-Michel, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate a business which deals in electrical appliances and accessories, furniture, novelties, ironware, textile products and cloth, under the name of "Laferrière & Durfesne Limitée", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

La Sablière Calumet Limitée
Calumet Sand Pit Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor o- the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter

276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date, du vingt-quatre février 1953, constituant corporation: Joseph-Herménégilde Lavallée, Major Charles Lavallée, industriels, tous deux de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, et François Coron, avocat, de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières, exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "La Sablière Calumet Limitée"—"Calumet Sand Pit Limited", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1121, rue Sainte-Catherine, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

276, R.S.Q., 1941, bearing date this twenty-fourth day of February, 1953, incorporating: Joseph Herménégilde Lavallée, Major Charles Lavallée, industrialists, both of Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, and François Coron, advocate, of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To operate quarries; to carry on the business of a building company under the name of "La Sablière Calumet Limitée"—"Calumet Sand Pit Limited", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1121 Saint Catherine Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Lowen-Ross Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de janvier 1953, constituant en corporation: June Kirlin, secrétaire, Blanka Gyulai, teneuse de livres, et Harry Blank, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce et le négoce de vêtements, sous le nom de "Lowen-Ross Sales Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 100 actions privilégiées de $100 chacune et 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Lowen-Ross Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1953, incorporating: June Kirlin, secretary, Blanka Gyulai, bookkeeper, and Harry Blank, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with clothing, under the name of "Lowen-Ross Sales Inc.", with a capital stock of $20,000. divided into 100 preferred shares of $100. each, and 100 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Marcel Prévost Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze février 1953, constituant en corporation: Marcel Prévost, courtier d'assurance, Denise Dufort, Ghislaine Gagné, secrétaires, Henri-Paul Lemay, avocat, de Montréal, Paul-Edouard Ross, avocat, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants;

Agir comme courtier et agent d'assurance, sous le nom de "Marcel Prévost Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 1,000 actions communes de $5 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Marcel Prévost Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of February, 1953, incorporating: Marcel Prévost, insurance broker, Denise Dufort, Ghislaine Gagné, secretaries, Henri-Paul Lemay, advocate, of Montreal, Paul-Edouard Ross, advocate, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following pourposes:

To act as broker and insurance agent, under the name of "Marcel Prévost Inc.", with a capital stock of $40,000 divided into 1,000 common shares of $5 each and into 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney Gentral, this twelfth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Marlowe Mines Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date

Marlowe Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing

du dixième jour de janvier 1953, constituant en corporation: John William Long, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Archibald Saunders Wilson huissier, tous deux de la cité d'Outremont, George Beverly Puddicombe, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de la cité de Westmount, John Owen Phillips, commis, de la ville de Greenfield Park, William Randolph Noble, avocat, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "Marlowe Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DESILETS.

Martin Chinchilla Ranch Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf février 1953, constituant en corporation: Jacques René de Cotret, comptable agréé, Henri Sylvestre, notaire, Bernard Pinard, avocat, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce des animaux à fourrure, sous le nom de "Martin Chinchilla Ranch Limited", avec un capital de $20,000 divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1, Chemin du Golf, à Drummondville-ouest, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le neuf février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Melcon Textiles Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Reuben Booke Cohen, manufacturier, Harry Blanshay, avocat, Dame Ruth Cohen Blanshay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Harry Blanshay, de Montréal, David Witkin, manufacturier, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de marchandises sèches, vêtements et habillements de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Melcon Textiles Corp.", avec un capital de $20,000 divisé en 400 actions ordinaires de $5. chacune et 180 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

date the tenth day of January 1953, incorporating: John William Long, advocate and Queen's Counsel, Archibald Saunders Wilson, Bailiff, both of the city of Outremont, George Beverly Puddicombe, advocate and Queen's Counsel, of the city of Westmount, John Owen Phillips, clerk, of the town of Greenfield Park, William Randolph Noble, advocate, of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Marlowe Mines Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of $3,000,000 divided into 3,000,000 shares of $1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Martin Chinchilla Ranch Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1953, incorporating: Jacques-René de Cotret, chartered accountant, Henri Sylvestre, notary, Bernard Pinard, advocate, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To breed and deal with fur-bearing animals, under the name of "Martin Chinchilla Ranch Limited", with a capital stock of $20,000 divided into 500 common shares of $10 each and in 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1, Golf Road, at Drummondville-West, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Melcon Textiles Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of January 1953, incorporating: Reuben Book Cohen, manufacturer, Harry Blanshay, Attorney, Dame Ruth Cohen Blanshay, housewife, wife contractually separate as to property of Harry Blanshay, of Montreal, David Witkin, manufacturer, of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, clothing and garments of every kind and description, under the name of "Melcon Textiles Corp.", with a capital stock of $20,000 divided into 400 common shares of $5 each and 180 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Mont Plante Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première artie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur qela province de Québec des lettres patentes, en date du treize février 1953, constituant en corporation: Paul Casgrain, avocat, de Westmount, Jacques-R. Nadeau, Albert Paquet, comptables agréés, Gisèle Behocaray, fille majeure, tous trois de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, Roland Plante, gérant de John Stetson Hats Inc., à Montréal, de Val David, distcict, judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à exploiter des monte-pentes et téléphériques; exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "Mont Plante Inc." avec un capital de $75,000 divisé en 25,000 actions ordinaires, classe B, d'une valeur au pair de $1 chacune, et 500 actions, classe A, d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val David, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le treize février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Mont Plante Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1953, incorporating: Paul Casgrain, advocate of Westmount, James R. Nadeau, Albert Paquet, chartered accountants, Gosèle Behocaray, spinster, all three of the city of Montreal, all of the judicial district of Montréal, Roland Plante, manager of John Stetson Hats, Inc. of Val David, judicial district of Terre bonne, for the following purposes:

To carry on the business of operating ski-tows and teleferics; to carry on the hotel business, under the name of "Mont Plante Inc..", with a capital stock of $75,000, divided into 25,000 Class B common shares of a par value of $1 each and 500 Class A shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Val David, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Montreal Dietetic Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de février 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Mercier, avocat, Gretta Wainwright, Louise Héon sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets sui vants:

Établir, maintenir, promouvoir et donner de l'expansion aux facilités cliniques de diagnostique et celle des travaux médicaux déterminatifs, hospitalisation, recherches, et l'enseignement, la vulgarisation des renseignements techniques, sous le nom de "Montreal Dietetic Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Montreal Dietetic Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies 'Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of February 1953, incorporating without share capital: Maurice Mercier, advocate, Gretta Wainwright, Louise Héon, Stenographers, spinsters of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish, maintain, promote and expand clinical facilities for diagnostic and determinative medical activities, hospitalization, research and the teaching and dissemination of technical information, under the name of "Montreal Dietetic Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $100,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney Geneeal.

Montricot Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Roman Mester, Jacob Tobiasz, marchands, Gregory Charlap, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de laine, nylon, coton, rayonne ou toutes autres substances fibreuses ou combinaisons d'iceux et étoffes qui en sont fabriquées, sous le nom de "Montricot Mills Ltd.", avec un capital de $50,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Montricot Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1953, incorporating: Roman Mester, Jacob Tobiasz, merchants, Gregory Charlap, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wool, nylon, cotton, rayon or any other fibrous material or mixtures there of and cloths made therefrom, under the name of "Montricot Mills Ltd.", with a capital stock of $50,000 divided into 200 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DESILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Nouveautés Bellevue Ltée
Bellevue Novelties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes, en date du treize février 1953, constituant en corporation: Jacques Décary, avocat, de Dorval, Georges Bilodeau, avocat, de Montréal-Nord, Cecile Bourdon, fille majeure, secrétaire, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de nouveautés, meubles meublants, appareils et accessoires électriques, vêtements, bijouterie, épiceries, machines aratoires et équipement de ferme, quincaillerie, sous le nom de "Nouveautés Bellevue Limitée"—"Bellevue Novelties Limited", avec un capital de $30,000 divisé en 300 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DESILETS.

Nouveautés Bellevue Ltée
Bellevue Novelties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of February, 1953, incorporating: Jacques Décary, advocate, of Dorval, Georges Bilodeau, advocate, of Montreal-North, Cécile Bourdon spinster, secretary, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in novelties, furniture, electrical apparatus and accessories, clothing, jewellery, groceries, agricultural instruments, and farm implements, hardware, under the name of "Nouveautés Bellevue Limitée"—"Bellevue Novelties Limited", with a capital stock of $30,000, divided into 300 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Réunion Limitée
Reunion Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1953, constituant en corporation: Roy Fournier, avocat, Pierre Fortier, comptable, Guy Morin, agent d'assurance, Henri Gavard, gérant, Antoine Lacoursière, contracteur briqueteur, Cartier Mignault, vendeur, Gaston Philion, gérant d'assurance-vie, Paul-Émile Sauvageau, secrétaire, Jean-Jacques Bisson, vendeur, Georges Lessard, notaire, tous des cité et district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'entrepreneur général et de constructeur; exercer le commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Réunion Limitée"—"Réunion Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 196, rue Principale, dans les cité et district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Réunion Limitée
Reunion Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1953, incorporating by: Roy Fournier, advocate, Pierre Fortier, accountant, Guy Morin, insurance agent, Henri Gavard, manager, Antoine Lacoursière, bricklaying contractor, Cartier Mignault, salesman, Gaston Philion, life insurance manager, Paul-Emile Sauvageau, secretary, Jean-Jacques Bisson, salesman, Georges Lessard, notary, all of the city and judicial district of Hull, for the following purposes:

To carry on business as a general contractor and builder; to carry on the hotel business, under the name of "Reunion Limitée"—"Reunion Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 196, Main Street, in the city and judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Roch & Tessier Assurances Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, C.R., avocat, de la cité de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, Anne Lash, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Roch & Tessier Assurances Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of January, 1953, incorporating: Marcus Meyer Sperber, Q.C., advocate, of the city of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, Anne Lash, secretary, both of the city of Montreal, and Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce et en général les activités de couriers d'assurances et aussi agir comme agents d'assurances, sous le nom de "Roch & Tessier Assurances Ltée", avec un capital de $40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacun et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

To carry on the business and activities of insurance borkers and to act as insurance agents, under the name of "Roch & Tessier Assurances Ltée", with a capital stock of $40,000. divided into 2,000 common shares of the par value of $10 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Silverdale Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de janvier 1953, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Roland Racicot, avocats, Galen Lee Prime, gérant, Carl Elliott Proctor, teneur de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Silverdale Investments Ltd.", avec un capital de $60,000 divisé en 300 actions catégorie "A" de $100 chacune, 200 actions catégorie "B" de $100 chacune et 100 actions catégorie "C" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-sixième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Silverdale Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January 1953, incorporating: John Henry Ernest Colby, Roland Racicot, advocates, Galen Lee Prime, Manager, Carl Elliott Proctor, Bookkeeper, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Silverdale Investments Ltd", with a capital stock of $60,000 divided into 300 class "A" shares of $100 each, 200 class "B" shares of $100 each and 100 class "C" shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Société de Publication Merlin Limitée
Merlin Publishing Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt février 1953, constituant en corporation: Maurice Mercier, Paul-Galt Michaud, avocats, Thérèse Servant, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce ou le négoce d'imprimeurs, lithograveurs et graveurs, sous le nom de "Société de Publication Merlin Limitée" — "Merlin Publishing Limited",

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 100 actions sans valeur nominale;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Société de Publication Merlin Limitée
Merlin Publishing Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of February, 1953, incorporating: Maurice Mercier, Paul-Galt Michaud, advocates, Thérèse Servant, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business or the work of printers, lithographers and engravers, under the name of "Société de Publication Merlin Limitée" — "Merlin Publishing Limited".

The amount of the capital stock of the com- will be divided into 100 shares without nominal value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Standard Agencies Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze février 1953, constituant en corporation: Jules Dupré, avocat, c.r., de la cité d'Outremont, Raymond Lette, juriste, Jeanne-Françoise Raymond, secrétaire, tous deux de la cité de

Standard Agencies Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of February, 1953, incorporating: Jules Dupré, advocate, Q.C., of the city of Outremount, Raymond Lette, jurist, Jeanne-Françoise Raymond, secretary, both of the city of

Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de prêts et de finance, sous le nom de "Standard Agencies Acceptance Corporation", avec un capital de $225,000 divisé en 2,250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as a loan and finance company under the name of "Standard Agencies Acceptance Corporation", with a capital stock of $225,000 divided into 2,250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Stanford Converters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation: David Mortimer Notkin, avocat, de la cité de Westmount, Mary Conner, secrétaire, Lewis Rutman, commis, tous deux de la cité de Montréal, et Ben Rutman, gérant, de la cité d'Outremount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de chapeaux, casquettes et coiffures de fantasie, de toutes descriptions, sous le nom de "Stanford Converters Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Stanford Converters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of January, 1953, incorporating: David Mortimer Notkin, advocate, of the city of Westmount, Mary Conner, secretary, Lewis Rutman, clerk, both of the city of Montreal, and Ben Rutman, manager, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in hats, caps and novelty headwear of every description, under the name of "Stanford Converters Inc." with a capital stock of $40,000. divided into 100 common shares of $100. each, and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

T. D. Bouchard & Compagnie Ltée
T. D. Bouchard & Company Ltd

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un février 1953, constituant en corporation: T.-Damien Bouchard, Cécile-Ena Bouchard, journalistes, Gilles Blais, comptable, tous trois de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, Jacques Saint-Aubin, comptable, de Montréal, Marius Doye, secrétaire, d'Outremont, tous deux du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de contrôle, sous le nom de "T. D. Bouchard & Compagnie Ltée" —"T. D. Bouchard & Company Ltd.", avec un capital de $500,000 divisé en 10,000 actions de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera dans la cité de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

T. D. Bouchard & Compagnie Ltée
T. D. Bouchard & Company Ltd

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of February, 1953, incorporating: T. Damien Bouchard, Cécile-Ena Bouchard, journalists, Gilles Blais, accountant, all three of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, Jacques Saint-Aubin, accountant, of Montreal, Marius Doye, secretary, of Outremont, both of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding company, under the name of "T. D. Bouchard & Compagnie Ltée"—"T. D. Bouchard & Company Ltd.", with a capital stock of $500,000 divided into 10,000 shares of $50 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the late Jacob and Jenny Finestone

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the late Jacob and Jenny Finestone

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes constituant en corporation sans capital-actions: Amy Mitchell Finestone, ménagère, épouse séparée de biens de Hess Finestone, de Westmount, Louis Cohen, bourgeois, Jean St-Marie, comptable, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Recevoir et maintenir un ou des fonds pour des fins religieuses, charitables ou éducatives, sous le nom de "The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-septième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of January, 1953, incorporating wihout share capital: Amy Mitchell Finestone, Housewife, wife separate as to property of Hess Finestone, of Westmount, Louis Cohen, Gentleman, Jean St. Marie, accountant, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To receive and maintain a Fund or Funds for religious, charitable or educational purposes, under the name of "The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation possess, is to be limited is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Trevenech Properties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Conseil en Loi de la Reine, de Laval-sur-le-Lac, Antoinette Leleu, secrétaire, de la cité de Montréal, Hélène La Barre, secrétaire, de la cité de Longueuil, filles majeures, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités, un commerce général qui consiste à transiger les affaires comme agents et courtiers de développements immobiliers, sous le nom de "Trevenech Properties Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, distfict judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trentième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Trevenech Properties Limited

Notice is heerby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January 1953, incorporating: Germain Bock, advocate, Queen's Counsellor, of Laval-sur-le-Lac, Antoinette Leleu, secretary, of the city of Montreal, Hélène La Barre, secretary, of the city of Longueuil, spinsters, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate development agencies and brokerage business in all its branches, under the name of "Trevenech Properties Limited".

The capital stock of the company is divided into 2,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Best Form Brassière Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de février 1953, à la compagnie "Best Form Brassière Company Limited", augmentant son capital-actions de $20,000 à $40,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 200 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Brunswick Québec Development Ltd. (Libre de responsabilité personnel)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec

Supplementary Letters Patent

Best Form Brassière Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act supplementary letters patent, bearing date the 17th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Best Form Brassière Company Limited", increasing its capital from $20,000 to $40,000: the additional capital stock being divided into 200 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Brunswick Quebec Development Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act

et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de janvier 1953, changeant le nom de la compagnie "Central Chibougamau Mines Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 2 avril 1952, en celui de "Brunswick Quebec Development Ltd." (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le 31e jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS,

and of Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Central Chibougamau Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, by letters patent dated April 2, 1952, to that of "Brunswick Quebec Development Ltd." (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General the 31st day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

B. & T. Foundry Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de février 1953 à la compagnies "B. & T. Foundry Co. Ltd.", augmentant son capital actions: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

B. & T. Foundry Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "B. & T. Foundry Co. Ltd.", increasing its capital stock: the additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General the 16th day of February, 1952.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Elwood Finance Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de février 1953, à la compagnie "Elwood Finance Company", convertissant et subdivisant 147 actions ordinaires de $100 chacune en 1470 actions privilégiées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 28e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Elwood Finance Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Elwood Finance Company", converting and subdividing 147 common shares of $100 each into 1470 preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 28th day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

General Finance Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276 des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de février 1953, à la compagnie "General Finance Corporation Limited", augmentant son capital de $99,000 à $199,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées, catégorie "A" de $25 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

General Finance Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "General Finance Corporation Limited", increasing its capital from $99,000 to $199,000: the additional capital stock being divided into 4,000 class "A" preferred shares of $25 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 20th day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Harnel Properties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de février

Harnel Properties Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R. S. Q. 1941, chapter 276,

1953 à la compagnie "Harnel Properties Limited": 1° convertissant ses 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair en 2,000 actions de $5 chacune; 2° subdivisant les dites 2,000 actions de $5 chacune en 10,000 actions de $1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Independant Garment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q., 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de février 1953 à la compagnie "Independent Garment Inc.", augmentant son capital de $20,000 à $60,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Johnson's Asbestos Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de février 1953 à la compagnie "Johnson's Asbestos Company", 1° augmentant son capital de $1,000,000 à $6,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées de $100; 2° modifiant certaines dispositions des lettres patentes de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Laumay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de février 1953 à la compagnie "Laumay Ltée", sugmentant son capital de $40,000 à $150,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 3,500 actions ordinaires de $10 et 7,500 actions privilégiées de $10.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Quebec Dietetic Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de février 1953, changeant le nom de la compagnie "Montreal Dietetic Association", une corporation

to the company "Harnel Properties Limited": 1. converting its 2,000 shares without nominal or par value into 2,000 shares of $5 each; 2. subdividing the said 2,000 shares of $5 each into 10,000 shares of $1 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 23rd day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Independant Garment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Independent Garment Inc.", increasing its capital from $20,000 to $60,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of $100.

Dated at the office of the Attorney General, the 20th day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Johnson's Asbestos Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Johnson's Asbestos Company", 1. increasing its capital from $1,000,000 to $6,000,000: the additional capital stock being divided into 50,000 preferred shares of $100; 2. modifying certain provisions of the letters patent of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, the 16th day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Laumay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Laumay Ltée", increasing its capital from $40,000 to $150,000: the additional capital stock being divided into 3,500 common shares of $10 and 7,500 preferred shares of $10.

Dated at the office of the Attorney General, the 20th day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Quebec Dietetic Association

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of "Montreal Dietetic Association", a corporation incorporated

constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 février 1953, en celui de "Quebec Dietetic Association".

Daté du bureau du Procureur général, le 27e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Woodfine Bros. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de février 1953, changeant le nom de la compagnie "Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 août 1946 en celui de "Woodfine Bros. Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

under Part III of the Quebec Companies' Act by letters patent dated February 4, 1953, to that of "Quebec Dietetic Association".

Dated at the office of the Attorney General, the 27th day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Woodfine Bros. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of February, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Rebuilt Typewriter & Repair Company Ltd.", incorporated by letters patent dated August 12, 1946, to that of "Woodfine Bros. Limited".

Dated at the office of the Attorney General, the 21st day of February, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation au Détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 1658, du 17 mai 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 252, du 5 mars 1953, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélèver des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1953 au 28 février 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1658 et ses amendements, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret numéro 1658 et ses amendements doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec, formed under decree number 1658, of May 17, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 252 of March 5, 1953, part "A", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of assessments extends from March 1, 1953, to February 28, 1954, and applies as follows:

a) The professional employers governed by decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree number 1658, and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate mentioned in the said decree for employees of similar occupations.

2. *Mode of collection*

Assessments shall be paid every month, between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report, on forms supplied by the said Committee, giving the name in full and address of every employee in his employ the latter's competency of classification, the number of regular of overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

This report shall be signed by the professional employer and sent to the Parity Committee, together with assessments owed by the said professional employer and his employees: all such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers, when deemed advisable.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'alimentation au détail à Québec, pour la période entre le 1er mars 1953 et le 28 février 1954.

3. *Financial report*

According to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December, 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Retail Food Trade Parity Committee of Quebec for the period between March 1, 1953 and February 28, 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'ALIMENTATION AU DÉTAIL DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 28 février 1954.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$15,200.00
Salariés	15,200.00
Pénalités:	100.00
	$30,500.00
Déboursés:	
Administration	$ 8,400.00
Salaires inspecteurs	9,230.00
Frais de déplacement	500.00
Bureau des examinateurs	2,100.00
Jetons de présence	900.00
Frais de déplacement des membres	2,600.00
Frais judiciaires et professionnels	3,000.00
Loyer et éclairage	1,600.00
Impression	650.00
Papeterie	90.00
Ameublement	25.00
Poste, téléphone	650.00
Charges de banque	20.00
Assurances	210.00
Divers	525.00
	$30,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

THE RETAIL FOOD TRADE PARITY COMMITTEE OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1st, 1953 and February 28th, 1954.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$15,200.00
Employees	15,200.00
Penalties	100.00
	$30,500.00
Disbursements:	
Administration	8,400.00
Inspectors' salaries	9,230.00
Travelling expenses	500.00
Board of Examiners	2,100.00
Attendance fees	900.00
Travelling expenses of members	2,600.00
Judicial and professional fees	3,000.00
Rent and lighting	1,600.00
Printing	650.00
Stationery	90.00
Furniture	25.00
Postage, telephone	650.00
Bank charges	20.00
Insurance	210.00
Miscellaneous	525.00
	$30,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de la quincaillerie, district de Québec, établi en exécution du décret nu-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District, formed under decree number 1090, of

méro 1090, du 7 mars 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 286 du 12 mars 1953, section "D" le tout conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit decret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1° Cotisation

La période de cotisation s'étend du 16 mars 1953 au 16 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1090 et amendements doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par le décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rénuméré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 1090 et amendements.

2° *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes dues au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant, sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à som enploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3° *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de la Quincaillerie, district de Québec, pour la période comprise entre le 16 mars 1953 et le 16 mars 1954.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE LA QUINCAILLERIE, DISTRICT DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 16 mars 1953 et le 16 mars 1954.

March 7, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 286 of March 12, 1953, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 16, 1953, to March 16, 1954, and is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1090, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages, bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for employees, according to their category, as stipulated in the decree number 1090, and amendments.

2. *Mode of collection*

The assessments are payable every month, between the 1st and the 10th day of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating, on forms supplied by the said Committee, the name in full and address of every employee in his employ, his qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees: all such sums shall be paid with money that is current in the Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from professional employers when deemed advisable.

3. *Financial Report*

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Hardware Trade, Quebec District for the, period comprised between March 16, 1953 and March 16, 1954.

JOINT COMMITTEE OF HARDWARE TRADE QUEBEC DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 16, 1953, and March 16, 1954.

Recettes:		*Receipts:*	
Cotisations (½ de 1%):		Assessments (½ of 1%):	
Employeurs professionnels	$3,250.00	Professional employers	$3,250.00
Salariés	3,250.00	Employees	3,250.00
	$6,500.00		$6,500.00
Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaires: secrétariat et inspection	4,500.00	Secretary's office and inspection	$4,500.00
Frais de dépalcement, inspection	125.00	Travelling expenses—inspection	125.00
Bureau des Examinateurs	350.00	Board of examiners	350.00
Loyer et éclairage	200.00	Rent and lighting	200.00
Frais judiciaires et professionnels	375.00	Judicial and professional fees	375.00
Impression et papeterie	200.00	Printing and stationery	200.00
Poste, téléphone et télégraphe	100.00	Postage, telephone and telegraph	100.00
Intérêts, échange et agios	10.00	Interest, exahange and agio	10.00
Jetons de présence	400.00	Meeting expenses	400.00
Taxes d'affaires et d'eau	10.00	Business and water taxes	10.00
Assurance et cautionnement	7.50	Insurance and Surety Bond	7.50
Divers	222.50	Miscellaneous	222.50
	$6,500.00		$6,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Département du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Matériaux de construction, établi en vertu du décret numéro 324 du 30 mars 1950, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 1256 du 16 novembre 1950, relatif à l'industrie du fer et du bronze ornemental a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 286 du 12 mars 1953, section "E", le tout, d'accord avec le paragraphe "*i*" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période du prélèvement s'étend du 13 mars 1953 au 13 mars 1954, et il s'exerce de la façon suivante:

a) L'employeur professionnel assujetti au décret numéro 1256 doit verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis ou allocations payés à ses employés assujettis audit décret.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 1256 doivent également verser au Comité paritaire ½ de 1% des salaires qu'ils ont gagnés dans l'exécution de travaux assujettis audit décret.

c) Les employés assujettis audit décret numéro 1256 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis, allocations.

2. *Mode de perception*

Afin de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire doit mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu durant la semaine et les sommes versées au Comité pari-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, established under decree No. 324 of March 30, 1950, and entrusted with the enforcement of the decree number 1256 of November 16, 1950, relating to the ornamental iron and bronze industry, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 286 of March 12, 1953, part "E", in conformity with subsection "*i*" of section 20 of the collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of Levy shall extend from the 13th of March 1953 to the 13th of March 1954, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by decree number 1256 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) All the artisans subject to decree number 1256 must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree number 1256 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professionnal employers with printed forms inditing the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The employer shall have these re-

taire. L'employeur professionnel doit remplir ces formules et les retourner au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses employés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au Comité paritaire. Ce comité se réserve le droit d'exiger l'assermentation desdits rapports à chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être envoyé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre.

L'estimé des recettes et déboursés pour la mise à exécution dudit décret, numéro 1256, était inclus dans la requête du Comité paritaire des Matériaux de Construction pour la période comprise entre le 1er mars 1952 et le 1er mars 1953, et approuvée par l'arrêté en conseil numéro 252-F du 5 mars 1953.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441o-

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, district de Quebec, établi en exécution du décret numéro 3746, du 17 octobre 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 252 du 5 mars 1953, section "C" ,le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 ,chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1953 au 1er mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3746 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de payé.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

c) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

2. *Mode de perception*

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire, sur les formules fournies à cette fin par ledit Comité, un rapport détail-

ports filed and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professionnal employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee, This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

The estimate of receipts and disbursements for the administration of the said decree, No. 1256, is included in the Building Materials Joint Committee levy by-law approved by Order in Council No. 252-F of March 5, 1953, for the period comprised between the 1st of March 1953 and the 1st of March 1954.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, formed under decree number 3746, of the 17th of Octobre 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 252 of March 5, 1953, part "C", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.D.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The levy extends from March 1, 1953, to March 1, 1954, and is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree No. 3646 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages established for the employees receiving the lowest pay, according to their occupation.

2. *Mode of collection*

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee, on forms supplied for that purpose by the said Committee,

lé indiquant les heures de travail et les salaires gagnés par chacun de ses salariés régis par le décret et les sommes versées au Comité paritaire. Ce rapport, dûment signé par l'employeur professionnel, doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par l'employeur professionnel et ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

L'employeur professionel doit precevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire gagné ou allocation due à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Les cotisations doivent être payées mensuellement au Comité paritaire, entre le 1er et le 10e de chaque mois.

Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assermentation des rapports mensuels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 21 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Fourrure, district de Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 1er mars 1954.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE DISTRICT DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 1er mars 1954.

Recettes:	
Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,250.00
Salariés	2,250.00
Artisans	300.00
Recettes diverses, honoraires d'examen	200.00
	$5,000.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire et bureau	$1,200.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement	2,600.00
Papeterie et vérification	300.00
Jetons de présence et autres dépenses	900.00
	$5,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du port de Montréal, établi en exécution du décret numéro 686, du 18 mars 1943, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 252 du 5 mars 1953, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec

a report indicating the hours of labour and the wages earned by each one of his employees governed by the decree, and the sums sent to the Parity Committee; such report, signed by the professional employer, shall be sent together with the assessments payable by the professional employer and by his employees. All such sums shall be paid with money that is current in the province.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages earned or allocations owed to every one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

These assessments shall be payable every month to the Parity Committee, between the 1st and the 10th day of each month.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Annexed hereto is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fur Industry, District of Quebec, for the period between March 1, 1953, and March 1, 1954.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FUR INDUSTRY DISTRICT OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1953, and March 1, 1954.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,250.00
Employees	2,250.00
Artisans	300.00
Various receipts, examinations fees.	200.00
	$5,000.00
Disbursements:	
Salaries secretary and office	$1,200.00
Inspector, salary and travelling expenses	2,600.00
Stationery and audition	300.00
Attendance fees and other expenses	900.00
	$5,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, established under decree number 686 of March 18, 1943, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 252 of March 5, 1953, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941,

1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1953 au 28 février 1954; cette cotisation s'exerce comme di-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% des salaires qu'ils paient à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération payée à chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit Comité mensuellement en même temps que sa propre cotisation.

Le raport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de la Navigation Côtière et Intérieure du port de Montréal, pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 28 février 1954.

COMITÉ CONJOINT DE LA NAVIGATION COTIÈRE ET INTÈRIEURE DU PORT DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 28 février 1954.

Recettes:	
Cotisations (1/3 de 1%):	
Employeurs professionels	$3,500.00
Salariés	3,500.00
	$7,000.00
Déboursés:	
Salaires	$6,000.00
Vérification	60.00
Dépenses de bureau	600.00
Jetons de présences	200.00
Divers	140.00
	$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441o-

1. *Levy*

The period of levy extends from March 1, 1953 to February 28, 1954, and shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. *Mode of collection*

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums payable to the Parity Committee and remit same to the said committee, every month, together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. *Financial Report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates; March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal for the period between March 1st, 1953 and February 28, 1954.

THE JOINT COMMITTEE OF INLAND AND COASTAL NAVIGATION OF THE PORT OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1953, and February 28, 1954.

Receipts:	
Assessments (1/3 of 1%):	
Professional employers	$3,500.00
Employees	3,500.00
	$7,000.00
Expenses:	
Salaries	$6,000.00
Audition	50.00
Office expenses	600.00
Meeting expenses	200.00
Miscellaneous	140.00
	$7,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des barbiers de Rouyn et de Noranda, établi en exécution du décret numéro 560, du 11 mars 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 286 du 12 mars 1953, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 14 mars 1953 au 14 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire minimum fixé dans le décret pour le salarié compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis, allocations.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le secrétaire du Comité paritaire fera la perception des cotisations dues par les employeurs professionnels, les artisans et les salariés le ou vers le 30 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint des Barbiers de Rouyn et de Noranda, pour la période comprise entre le 14 mars 1953 et le 14 mars 1954.

Le Comité Conjoint des Barbiers de Rouyn et de Noranda

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 14 mars 1953 et le 14 mars 1954.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$ 90.00
Salariés	118.00
Artisans	103.00
Divers	15.00
	$326.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$180.00

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, formed under decree, No. 560, of March 11, 1942, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 286 of March 12, 1953, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professionnal employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 14, 1953, to March 14, 1954; it is laid the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ to 1% of the regular wages and of the bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest rates established in the decree for journeymen-employees.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of thier wages, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The Secretary of the Parity Committee shall collect the assessments owed by the professional employers, the artisans and the employees, on or around the 30th of each month.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda, for the period comprised between March 14, 1953, and March 14, 1954.

The Joint Committee of the Barbers of Rouyn and Noranda

Estimate of the receipts and expenses for the period between March 14, 1953, and March 14, 1954.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%)	
Professional employers	$ 90.00
Employees	118.00
Artisans	103.00
Miscellaneous	15.00
	$326.00
Expenses:	
Salary of the secretary	$180.00

Loyer, papeterie, timbres, téléphone ...	110.00
Frais légaux et autres	36.00
	$326.00

Le Sous-ministre du Travail.
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

Rent, stationery, postage, telephone. ..	110.00
Legal charges, etc	36.00
	$326.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'Ile de Montréal, établi en exécution du décret numéro 913, du 16 juin 1948, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 286 du 12 mars 1953, section "A", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés, assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 15 mars 1953 au 15 mars 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 913 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 913 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $0.60 de l'heure (ou du salaire moyen fixé par le Comité).

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 913 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 25 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, formed under decree number 913 of June 16, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 286 of March 12, 1953, part "A", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from March 15, 1953 to March 15, 1954; this levy shall be applied as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 913, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 913, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, namely $0.60 per hour (or of the average wage rate established by the Committee).

c) The employees governed by the said decree number 913, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their remuneration.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be indicated all particulars required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments laid upon his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 25th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid by the present by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five days notice shall be given to

sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financière au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Camionnage de l'Ile de Montréal, pour la période comprise entre le 15 mars 1953 et le 15 mars 1954.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU CAMIONNAGE DE MONTRÉAL

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 15 mars 1953 et le 15 mars 1954.

Recettes:	
Cotisation (½ de 1%):	
Employeurs professionnels, salariés et artisans	$58,600.00
Pénalités	500.00
	$59,100.00
Déboursés:	
Salaires:	
Administration et bureau	17,000.00
Inspecteurs	14,500.00
Loyer	1,800.00
Eclairage	200.00
Taxes	100.00
Assurances	225.00
Assurance groupe (maladie-accident)	1,000.00
Papeterie	3,200.00
Dépenses de voyage	1,200.00
Dépenses d'automobile	1,100.00
Frais légaux	3,500.00
Téléphone et télégrammes	1,300.00
Poste	900.00
Vérification	900.00
Frais de banque	100.00
Dépenses générales	3,800.00
Relations publiques	1,000.00
Ameublement et équipement	300.00
Jetons de présence aux délégués	3,000.00
Frais de déplacement des délégués	1,500.00
Jetons de présence (sous-comité assurance)	500.00
Frais de déplacement (sous-comité assurance)	500.00
	$57,325.00
Surplus prévu	1,775.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 481, du 5 mai 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 286 du 12 mars 1953, section "C", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, cha-

him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, for the period between March 15, 1953 and March 15, 1954.

PARITY COMMITTEE OF THE TRUCKING INDUSTRY FOR THE ISLAND OF MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period, between March 15, 1953 and March 15, 1954.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers, employees and artisans	$58,600.00
Penalties	500.00
	$59,100.00
Disbursements:	
Office and management salaries	17,000.00
Inspectors' salaries	14,500.00
Rent	1,800.00
Lighting	200.00
Taxes	100.00
Insurance	225.00
Group insurance (sickness-accident)	1,000.00
Stationery	3,200.00
Travelling expenses	1,200.00
Automobile expenses	1,100.00
Legal fees	3,500.00
Telephone and telegrams	1,300.00
Postage	900.00
Audition	900.00
Bank charges	100.00
General expenses	3,800.00
Public relations	1,000.00
Furniture and equipment	300.00
Meeting expenses of delegates	3,000.00
Travelling expenses of delegates	1,500.00
Meeting expenses (Insurance sub-committee)	500.00
Travelling expenses (Insurance sub-committee)	500.00
	$57,325.00
Estimated surplus	1,775.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, formed under decree number 481 of May 5th, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 286 of March 12, 1953, part "C", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy

pitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au premier septembre 1953; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie du Lait assujettis audit décret numéro 481, doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs employés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins remunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du Lait, régi par ledit décret numéro 481, doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au Comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 1er septembre 1953.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

—

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 1er septembre 1953.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$2,000.00
Salariés	2,000.00
Artisans	150.00
	$4,150.00
Déboursés:	
Loyer du bureau	180.00
Salaire du secrétaire-trésorier	1,150.00
Salaire de l'inspecteur	1,300.00
Frais d'inspection	300.00
Sténographes	450.00
Frais légaux	100.00

1. *Assessments*

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette*, to the 1st of September, 1953, and is laid in the following manner;

a) The professional employers of the milk industry governed by the said decree, No. 481, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) All artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wages established in the decree for an employee of the same occupation.

c) The employees of the milk industry, governed by the said decree No. 481, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Mode of collection*

The professional employer and the artisan shall send their assessments every month to the Parity Committee.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages paid to them and remit same to the Parity Committee together with his own assessments.

Should an employer refuse to pay or to give the necessary information, he will be given 5 days notice to fulfil his obligation towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec for the period between March 1, 1953, and September 1, 1953.

PARITY COMMITTEE OF THE MILK INDUSTRY OF QUEBEC

—

Estimate of the receipts and disbursements for the period between March 1, 1953, and September 1, 1953.

—

Probable receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$2,000.00
Employees	2,000.00
Artisans	150.00
	$4,150.00
Probable expenses:	
Rent	$ 180.00
Salary of Secretary-Treasurer	1,150.00
Salary of the Inspector	1,300.00
Inspection expenses	300.00
Stenographer	450.00
Legal fees	100.00

Vérification	40.00	Audition	40.00
Papeterie et fournitures	150.00	Stationery	150.00
Timbres	50.00	Stamps	50.00
Frais de déplacement	250.00	Travelling expenses	250.00
Dépenses non prévues	180.00	Unforeseen expenses	180.00
	$4,150.00		$4,150.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

Deputy Minister of Labour.
GÉRARD TREMBLAY,

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des métiers de la construction de Joliette, établi en exécution du décret numéro 1407 du 3 avril 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 252 du 5 mars 1953, section "E", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Status refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1953 au 28 février 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1407 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret numéro 1407 doivent également payer au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établit pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit $25.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret 1407 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des fomules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms, prénoms, et adresses de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, les heures de travail, l'argent perçu au cours de chaque semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir lui-même audit comité.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trade Joint Committee of Joliette, formed under decree number 1407, of April 3, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 252 of March 5, 1953, part "E" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments). to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from March 1, 1953, to February 28, 1954, it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% o- the wages paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the lowest wage rate established for the journeyman-employee, namely $25.00 per week.

c) The employees governed by the decree number 1407 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be mentioned: the name in full and address of every employee in their employ, his competency, the hours of labour, the money collected during any one week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employees shall have these forms filled in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same themselves to the said Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister

rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint des Métiers de la Construction de Joliette, pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 28 février 1954.

of Labour, a quarterly report of its financial activities, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Building Trade Joint Committee of Joliette, for the period between March 1, 1953 and February 28, 1954.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE JOLIETTE
Siège social: Joliette, P. Q.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 28 février 1954.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$7,800.00
Salariés	7,800.00
Artisans (du salaire gagné)	1,600.00
Honoraires d'examens	1,600.00
Recettes diverses	1,200.00
	$20,000.00
Déboursés:	
Administration générales:	
Salaires des employés, inspection, frais de déplacement, loyer, taxes d'affaires, taxe d'eau, éclairage, téléphone, télégrammes, timbres poste et assurance chômage, entretien de bureau, administration de bureau, administration de banque, etc.	9,900.00
Frais de déplacement des membres	2,700.00
Jetons de présence	1,280.00
Bureau d'examinateurs	1,000.00
Frais judiciaires et professionnels	1,300.00
Frais d'impression, vérification et divers	2,820.00
Centre d'apprentissage de Joliette	1,000.00
	$20,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

THE BUILDING TRADE JOINT COMMITTEE OF JOLIETTE
Corporate seat: Joliette, Que.

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between March 1, 1953 and February 28, 1954.

Receipts:	
Assessments (½of 1%):	
Professional employers	7,800.00
Employees	7,800.00
Artisans (wages earned)	1,600.00
Examination fees	1,600.00
Various receipts	1,200.00
	$20,000.00
Expenses:	
General administration:	
(Employees' salaries, inspection travelling expenses, rent, business and water taxes, lighting, telephone, telegrams, postage and unemployment insurance, office upkeep, bank administration, etc.	9,900.00
Travelling expenses of members	2,700.00
Meeting expenses	1,280.00
Board of examiners	1,000.00
Judicial and professional fees	1,300.00
Printing, auditing and miscellaneous	2,820.00
Apprenticeship Center of Joliette	1,000.00
	$20,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), de l'approbation, par l'arrêté en conseil numéro 252-D du 5 mars 1953, d'un règlement d'amendement du Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi et Charlevoix-Saguenay. Ce règlement abroge et annule deux règlements approuvés par l'arrêté en conseil numéro 882-D du 11 août 1949, aux fins de rendre le certificat de qualification obligatoire pour les briqueteurs dans les comtés d'Abitibi-Est, Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda, et d'autoriser les Syndicats Nationaux de la Construction de ces trois comtés à émettre des certificats de qualification à leurs membres.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
34441-o

NOTIC

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendmends), of the approval, by Order in Council No. 252-D of March 5, 1953, of amendment by-law of the Building Industry Parity Committee for the counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi and Charlevoix-Saguenay. This by-law repeals and annuls two by-laws approved by Order in Council No. 882-D of August 11, 1949, for the purpose of rendering the certificate of competency obligatory for all bricklayers in the counties of Abitibi-East, Abitibi-West and Rouyn-Noranda and of authorizing the "Syndicats Nationaux de la Construction" of these counties to issue certificates of competency to their members.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
34441-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district lui a présenté une requête à l'effet d'amender la section A du décret numéro 1040 du 4 août 1948, dans sa teneur modifiée, relatif aux métiers de babier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières. On demande:

1° QUE l'alinéa intitulé "Zone III" apparaissant au paragraphe "*b*" de l'article II, soit remplacé par le suivant:

"*Zone III:* La ville de Louiseville et le village de Maskinongé et un rayon de deux (2) milles de ses limites."

2° QUE, dans la zone III, les prix minima des services se rapportant à la coupe des cheveux et de la barbe soient remplacés par les suivants:

Barbe (tous les jours)	$0.35
Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.60
Samedi et veilles des fêtes chômées et les trois jours précédant Noël, le Premier de l'An et Pâques	0.75
Coupe de cheveux en brosse, pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.75
Samedi et veilles des fêtes chômées	0.90
Coupe de cheveux pour enfants de moins de 15 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.35
Samedi et veilles des fêtes chômées	0.50
Coupe de cheveux en brosse, pour enfants	0.50 "

3° Qu'à l'article V, paragraphe "*a*", les heures de travail pour la xone III soient remplacée par les suivantes:

"*Zone III: Barbiers et coiffeurs:*

Le lundi : de 8.00 a.m. à midi.

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le vendredi: de 8.00 à 9.00 p.m.

Les samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Les veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

Les trois jours précédant le jour de Noël, le Premier de l'An et le jour de Pâques: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

4° Que l'alinéa suivant soit ajouté à la suite de l'énumération des heures de travail pour la zone III:

"*Pour le samedi seulement:* Seul le travail commencé sur un client avant la fin des périodes de travail ci-haut stipulées, peut être terminé."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments) that the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Three Rivers has submitted to him a petition to amend part "A" of the decree No. 1040 of August 4, 1948, as amended, relating to the barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers. It is requested:

1. That the paragraph headed "Zone III", contained in subsection "*b*" of section II, be replaced by the following:

"*Zone III:* The town of Louiseville and the village of Maskinongé and a radius of two (2) miles from its limits."

2. That, in zone III, the minimum prices of haircut and shave services be replaced by the following:

Shave (every day)	$0.35
Haircut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.60
Saturday and holiday eves and the three days preceding Christmas, New Year's Day and Easter Sunday	0.75
Brushcut for adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.75
Saturday and holiday eves	0.90
Haircut for children under 15 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.35
Saturday and holiday eves	0.50
Brushcut for children	0.50"

3. That, in section V, subsection "*a*", the hours of work for zone III be replaced by the following:

"*Zone III: Barbers and hairdressers:*

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon).

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Holidays eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

The three days preceding Christmas, New Year's Day and Easter Sunday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

4. That the following paragraph be added after the enumeration of working hours for zone III:

"*For Saturday only:* Only the work in progress on a customer before the end of the working periods above mentioned can be completed."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Minister du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction

et aux métiers de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption, rendue obligatoire par le décret numéro 1407 du 3 avril 1940, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

1° L'Article III sera remplacé par le suivant:

III. *Taux de salaire:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métfers ci-après mentionnés:

industry and trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption, rendered obligatory by the decree number 1407 of April 3, 1940, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended as follows:

1. Section III will be replaced by the following:

"III. *Rates of wages:* The following shall be the minimum wage rates for each one of the trades hereafter mentionned:

Métiers — Trades:	*Salaireh horaires Hourly rates ZONES* I	II
Ajusteur de gicleur — Sprinkler Fitter	$1.50	$1.50
Briqueteur (compagnon) — Bricklayer (journeyman)	1.50	1.50
Poseur de bloc et terra-cotta et tireur de joint — Block and terra-cotta layer and jointpointer	1.50	1.50
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.95	0.95
2ème année — 2nd year	1.05	1.05
3ème année — 3rd year	1.15	1.15
Brasseur de mortier — Martar mixer	1.20	1.15
Brasseur de célanite — Celanite mixer	1.20	1.15
Charpentier et menuisier (compagnon) — Carpenter and joiner journeyman	1.50	1.40
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.85	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.85
3ème année — 3rd year	1.00	0.95
4ème année — 4th year	1.10	1.05
Calfat — Caulker	1.20	1.15
Couvreurs d'amiante autre que les mécaniciens en isolement en tuyauterie — Asbestos coverer other than pipe insulation mechanic	1.50	1.40
Couvreur-ardoise, tuile — Roofer-slate, tile	1.50	1.40
Couvreur-composition, gravier, sable, asphalte — Roofer-composition, gravel sand, asphalt	1.50	1.40
Chauffeur de camion — Truck driver	1.20	1.10
Charretier — Carter	1.15	1.10
Chauffeur (construction) — Fireman (construction)	1.30	1.25
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator	1.15	1.15
Conducteur de tracteur — Tractor operator	1.35	1.35
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence) — Roller operator (steam or gasoline)	1.30	1.30
Conducteur de "Bulldozer" — Bulldozer operator	1.30	1.30
Conducteur de nivelleuse — Grader operator	1.30	1.30
Electricien (compagnon) — Electrician (journeyman)	1.55	1.50
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.85	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.85
3ème année — 3rd year	1.00	0.90
4ème année — 4th year	1.10	1.05
Ferblantier, couvreur (compagnon) ouvrier-tôlier, boutique ou chantier — Tinsmith, roofer (journeyman) sheet-metal worker shop or job	1.50	1.45
Apprenti — Apprentice :		
1ère année — 1st year	0.80	0.75
2ème année — 2nd year	0.90	0.80
3ème année — 3rd year	1.00	0.95
Finisseur de ciment — Cement finisher	1.45	1.40
Finisseur de plancher en mastic — Mastic floor finisher	1.45	1.40
Foreur de poudrier — Drill operator and blaster	1.45	1.40
Forgeron sur chantier — Blacksmith on job	1.45	1.40
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	1.10	1.05
Homme de chaudière (boilerman) — Boilerman	1.10	1.05
Gratteur, polisseur et sableur de plancher — Floor scraping, polishing and sanding employees	1.50	1.40
Gréeur (à la main ou machine) — Rigger (hand or machine)	1.50	1.40
Limeur de scie — Saw filer	1.50	1.45
Lettreur pour fins commerciales — Commercial letterer	1.60	1.60
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.90	0.90
2ème année — 2nd year	0.95	0.95
3ème année — 3rd year	1.10	1.10
4ème année — 4th year	1.20	1.20
Manœuvre, porteur de brique, bloc, mortier, terra-cota, que ce soit à l'oiseau ou à la brouette, ou à la chaudière — Labourer brick, bloc, mortar and terra carrier with hod, wheelbarrow or pail	1.20	1.15
Machiniste (millwright) — Millwright	1.50	1.40

Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic	1.50	1.40
Mécanicien de machine fixe ou mobile — Stationary or portable engineman	1.20	1.15
Peintre-doreur — Painter-gilder	1.50	1.40
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, poseur de papier-tenture et vernisseur de plancher (compagnon) — Painter, sprayman, decorator. glazier, paper hanger, floor varnisher (journeyman)	1.35	1.25
Apprentice — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.85	0.80
2ème année — 2nd year	0.90	0.85
3ème année — 3rd year	0.95	0.90
4ème année — 4th year	1.05	1.00
Platrier (compagnon) — Plasterer (journeyman)	1.50	1.50
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.90	0.90
2ème année — 2nd year	1.00	1.00
3ème anned — 3rd year	1.10	1.10
Préposé aux sonnettes (bois ou béton) Pile driver operator (wood or concrete)	1.25	1.15
Plombier, poseur d'appareil de chauffage, mécanicien en tuyauterie, poseur de brûleur à l'huile (compagnon) — Plumber, steamfitter pipe mechanic, oil burner mechanic (journeyman)	1.50	1.45
Apprenti — Apprentice:		
1ère année — 1st year	0.80	0.75
2ème année — 2nd year	0.90	0.80
3ème année — 3rd year	1.00	0.90
4ème année — 4th year	1.10	1.00
Compagnon junior	1.25	1.15
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.30	1.25
Poseur de lattes en métal ou de composition — Lather, metal or composition	1.35	1.35
Poseur de lattes en bois — Lather, wood	1.25	1.20
Préposé aux malaxeurs à vapeur ou gasoline — Steam or gasoline mixer operator	1.30	1.20
Préposé aux malaxeurs à l'électricité ou au petit malaxeur à gazoline — Electric or small gasoline mixer operator	1.20	1.10
Préposé aux bouilloires (travail de plancher seulement) — Boiler man (flooring only)	1.20	1.10
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à sec) — Terrazzo polishing machine operator (dry)	1.30	1.20
Préposé aux machines à polir le terrazzo (machine à l'eau) — Terrazzo polishing machine operator (wet)	1.30	1.20
Préposé aux grues — Crane operator	1.30	1.20
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.55	1.45
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing Steel erector	1.35	1.35
Poseur de liège (isolation) — Cork setter (insulation)	1.50	1.40
Poseur de planchers en mastic — Mastic floor layer	1.50	1.40
Poseur de tuile, asphalte et terrazzo — Tile, asphalt and terrazzo layer	1.50	1.40
Poseur de marbre — Marble layer	1.50	1.40
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder (acetylene or electricity)	1.50	1.40
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de la 4ième classe (sans limite de la durée journalière de travail) maximum de 72 heures — Watchman employed also as fireman and required to hold a 4th class certificate (without daily limitation of duration of work) weekly maximum 72 hours	1.18	1.08
Gardien sur le chantier, nuit et jour, sans limite de la durée quotidienne de travail, maximum hebdomadaire, 72 heures — Watchman on the job, night and day (without daily limitation of duration of work) weekly maximum 72 hours	0.75	0.75
Chauffeur de bouilloire devant posséder un certificat de 4ième classe — Boiler fireman required to hold à 4th class certificate	1.18	1.08
Porteur d'eau — Water carrier	1.00	0.90
Ratisseur d'asphalte — Alphalt raker	1.10	1.00
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte — Men committed to the ramming smoothing and spreading of asphalt	1.10	1.00
Préposé à la canalisation, mateur et soudeur — Men commited to the piping, caulking and welding	1.10	1.00

Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de $0.10 l'heure de plus que le salaire établi pour le métier quand il y a trois hommes ou plus."

Foremen in charge of a group of three or more men shall be paid $0.10 more per hour than the rate established for the trade concerned."

2° L'article XIII sera remplacé par le suivant:

"XIII. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1955. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février 1955 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

2. Section XIII will be replaced by the following:

"XIII. *Duration of the decree:* The present decree remains in force until February 28, 1955. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before February 28, of the year 1955 or of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette, the* Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 3088 du 7 août 1946, relatif à l'industrie de l'imprimerie dans l'Ile de Montréal et un rayon de cent (100) milles de ses limites, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

L'article XIX sera remplacé par le suivant:

XIX. Taux minima de salaires pour le travail de jour.

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister la Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree No. 3088 of August 7, 1946, relating to the printing industry in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

Section XIX will be replaced by the following

XIX. Minimum hourly rates of wages for day work.

	Taux horaires minima *Minimum hourly rates* *Zones* *I*	*II*	*III*
A. Atelier de composition — Composing room			
Compagnon typographe — Journeyman compositor	$1.80	$1.62	$1.53
Compagnon opérateur de clavier — Journeyman machine keyboard operator	1.80	1.62	1.53
Correcteur d'épreuves (employé précédemment comme compagnon typographe avant d'être appelé à remplir les fonctions de correcteur d'épreuves) — *Proof reader* (who has been employed as Journeyman Compositor before being assigned to proof reading)	1.80	1.62	1.53
Compagnon opérateur de fondeuse (doit pouvoir prendre charge complète des fondeuses et claviers, sans qu'il soit nécessaire d'être opérateur de clavier) — *Casterman* (must be capable of taking complete charge of casters and keyboards, but need not be keyboard operator)	1.80	1.62	1.53
Aide sur fondeuse (Les taux de salaires des aides sur fondeuse sont établis comme suit: — *Caster runner* (Rates of wages of caster runners shall be governed as follows:			
1ère année, 1er semestre } 1st year, 1st six months	0.56	0.51	0.48
2ième semestre } 2nd six months	0.58	0.52	0.49
2ième année, 1er semestre } 2nd, year 1st six months	0.61	0.55	0.52
2ième semestre } 2nd six months	0.63	0.57	0.54
3ième année, 1er semestre } 3rd year, 1st six months	0.77	0.69	0.65
2ième semestre } 2nd six months	0.85	0.77	0.72
Après 3 années révolues, les aides sur fondeuse sont rémunérés selon les conditions convenues entre salariés et employeurs, mais en aucun cas le salaire ne doit être inférieur à celui fixé pour un apprenti de 3ième année, 2ième semestre — Thereafter, Caster runners will be paid at rate agreed upon between employer and employee, but not less than the rate set for a 3rd year 2nd six months apprentices			
B) Atelier d'impression — Press room			
i) Presses à plateau; presses à cartes; presses à enveloppes; presses à ruban de soie; presses à étiquettes agrafes; presses à étiquettes; presses à plateau pouvant imprimer papier sur bobine; presses à multiples plateaux; presses à plateau ou autres, servant à gaufrer à chaud ou à froid; machine à multicopier, de toutes descriptions et de tous formats — automatiques ou margées à la main: — Platen presses; Card presses; Envelope presses; Silk ribbon printing presses; Pin ticket presses; Seal presses; Platen presses with web attachment; Multiple platen presses; Platen or other type presses used for hot or cold embossing; Multicopying machines of every size and description — automatic or hand fed;			
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.56	1.40	1.33
Assistant-Pressier sur presses ci-dessus — Assistant pressman on above presses	1.51	1.36	1.28
Margeur sur presses ci-dessus — Feeder on above presses	1.21	1.09	1.03
ii) Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de moins de 36 pouces de largeur; presses à imprimer, à gaufrer et à découper en une opération continue; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical — une cou-			

	Taux horaires minima *Minimum hourly rates* *Zones* *I*	*II*	*III*
leur — tous formats — automatique ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls less than 36 inches in width; Machine for power printing, die embossing and die cutting in one continuous operation; Flat bed cylinder presses — one colour — all sizes — whether automatic or hand fed:			
Compagnon pressier — Journeyman pressman	1.80	1.62	1.53
Assistant-pressier — Assistant pressman	1.56	1.40	1.33
Margeur sur presse ci-dessus — Feeder on above presses	1.30	1.17	1.11
iii) Presses rotatives pouvant imprimer papier sur bobine de 36 pouces et plus; presses "Tubular" de 16 pages ou toutes autres rotatives de même calibre; presses rotatives margeant papier à feuilles mobiles; presess rotatives à deux couleurs; presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical, à deux couleurs, presses cylindriques à marbre horizontal ou vertical avec attachement pour deuxième couleur, presses à retiration — automatiques ou margées à la main: — Rotary presses capable of printing paper rolls 36 inches and over: Tubular rotary presses — 16 pages or any rotary press of same capacity; Rotary presses, sheet fed; Tow-colour rotary presses; Two-colour flat bed cylinder presses; Flat bed cylinder presses with special attachment for 2nd colour; perfecting presses — whether automatic or hand fed:			
Compagnon pressier — Journeyman pressman	2.00	1.80	1.70
Assistant-pressier ou margeur sur presses ci-dessus — Assistant-pressman or feeder on above presses	1.56	1.40	1.33
C) Atelier de reliure et de finition Bookbinding and finishing department			
Compagnon relieur — Journeyman bookbinder	1.80	1.62	1.53
Opérateur de: Machines à couper le papier et la toile avec couteaux ordinaires ou dentelés; machines à règler (plumes ou disques)— *Operator on:* Paper and cloth-cutting machines, whether using straight or serrated knives; ruling machines — pen and/or disk:	1.80	1.62	1.53
Opérateur de: Machines à plier: machines à assembler automatiques; machines à couper le carton; machines rotatives à couper la toile; machines à biseauter le carton ou le cuir; machines à faire les couvertures; machines à coller les dos et à garnir; machines à endosser; machines à frapper et à gaufrer; machines à encaisser (pas plus de 2 aides par machines); machines à empreintes servant à fabriquer des couvertures en relief; machines à arrondir; machines à coller de plus de 24 pouces de largeur — *Operator on:* Folding machines; Automatic gathering machines; Shearboard cutters; Rotary linen cutters; Board or leather bevelling machines; Case-making machines; Back-lining machines; Casing-in machines (not more than two helpers per machine); Backing machines; Stamping machines — automatic or hand; Power machines, as used in the embossing or making of book covers; Rounding machines; Pasting machines over 24 inches in width:	1.80	1.62	1.53
Opérateur sur rogneuse: jusqu'à 25 pouces — *Operator on:* Paper trimmers and choppers, up to 25 inches	1.22	1.10	1.04
Main-d'œuvre féminine: Fille, femme ou homme lorsque celui-ci remplace celle-là dans les établissements d'imprimerie, de reliure ou de lithographie — opérations manuelles de toutes descriptions considérées comme travail féminin — *Female help:* Female employees, and males when replacing females, in any class of employment in printing, bookbinding and lithographing establishments — hand operations of every description considered as women's work	0.91	0.82	0.77
Margeuse: Machines à régler; machines à estamper; machines à plier — *Feeding:* Ruling machines; Folding machines: Stamping machines	0.91	0.82	0.77
Opératrice: Machines à poinçonner; machines à brocher; machines à coudre; machines à poser les œillets; machines à numéroter; machines à perforer; tables à assembler; machines à faire les coins ronds aux couvertures remployées; machines à poser les feuillards de calendriers; machines à coller de moins de 24 pouces de largeur: — *Operating:* Punching machines; Stitching machines; Sewing machines; Eyeletting machines; Numbering machines: Perforating machines; Gathering tables; Round-cornering machines as used on book cases, or covers; Tinning machines; Pasting machines in zise smaller than 24 inches in width	0.91	0.82	0.77
Apprentie: Le nombre d'apprenties ne doit pas excéder le tiers du nombre total des salariées. Toute personne ayant moins de 24 mois d'expérience est considérée comme une apprentie.— *Apprentice* (Female): The number of apprentices shall not exceed one third (1/3) of the total number of female employees. Any person having less than twenty-four (24) month's experience at the trade shall be considered as an apprentice.			
1ère année, 1er semestre / 2ième semestre — 1st year, 1st six months	0.50	0.47	0.43
2ième semestre — 2nd six months	0.55	0.48	0.47
2ième année, 1er semestre — 2nd year, 1st six months	0.61	0.59	0.56
2ième semestre — 2nd six months	0.67	0.65	0.61

			Taux horaires minima *Minimum hourly rates* *Zones*		
			I	*II*	*III*
3ième année, 1er semestre	3rd year,	1st six months	0.73	0.71	0.66
2ième semestre		2nd six months	0.79	0.75	0.68
D) *i* APPRENTI (Atelier de Composition, réglage, Coupage, Reliure et Finition) – APPRENTICE (Composition, Ruling, Cutting, bindery and Fisnishing Departments):					
1ère année, 1er semestre	1st year,	1st six months	0.56	0.51	0.48
2ième semestre		2nd six months	0.58	0.52	0.49
2ième année, 1er semestre	2nd year,	1st six months	0.61	0.55	0.52
2ième semestre		2nd six months	0.63	0.57	0.54
3ième année, 1er semestre	3rd year,	1st six months	0.77	0.69	0.65
2ième semestre		2nd six months	0.85	0.77	0.72
4ième année, 1er semestre	4th year,	1st six months	0.92	0.83	0.78
2ième semestre		2nd six months	1.03	0.93	0.88
5ième année, 1er semestre	5th year,	1st six months	1.22	1.10	1.04
2ième semestre		2nd six months	1.33	1.20	1.13
6ième année, 1er semestre	6th year,	1st six months	1.43	1.28	1.21
2ième semestre		2nd six months	1.51	1.36	1.28
D *ii*) *Atelier d'impression* (toutes presses): — *Press department* (All presses):					
1ère année, 1er semestre	1st year,	1st six months	0.56	0.50	0.48
2ième semestre		2nd six months	0.68	0.61	0.58
2ième année, 1er semestre	2nd year,	1st six months	0.80	0.72	0.68
2ième semestre		2nd six months	0.93	0.84	0.79
3ième année, 1er semestre	3rd year,	1st six months	1.05	0.95	0.89
2ième semestre		2nd six months	1.18	1.06	1.00
4ième année, 1er semestre	4th year,	1st six months	1.30	1.17	1.11
2ième semestre		2nd six months	1.43	1.29	1.22
iii) APPRENTI-PRESSIER (Presses Groupe B-*i*) — APPRENTICE PRESSMAN (Press group B-*i*)					
5ième année — 5th year			1.50	1.35	1.28
6ième année — 6th year			1.52	1.37	1.29
7ième année — 7th year			1.54	1.38	1.31
iv) APPRENTI-PRESSIER (Presses Groupes B-*ii* et B-*iii*: — APPRENTICE PRESSMAN (Presses Groups B-*ii* and B-*iii*:					
5ième année — 5th year			1.56	1.40	1.33
6ième année — 6th year			1.64	1.48	1.39
7ième année — 7th year			1.71	1.54	1.45
E) AIDE INEXPÉRIMENTÉ (Masculin)—TOUS LES DÉPARTEMENTS: — HELPER (Male) — UNSKILLED (ALL DEPARTMENTS):					
1ère année, 1er semestre — 1st year, 1st six months			0.56	0.50	0.48
Subséquemment			0.68	0.61	0.58"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections qaue les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes ,conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:
L'Association patronale de Dolbeau et Mistassini,

Et, D'AUTRE PART:
Le Syndicat national des Employés du Commerce de Dolbeau et Mistassini,
pour les employeurs et les salariés des industries

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
"L'Association patronale de Dolbeau et Mistassini"

And, ON THE OTHER PART:
"Le Syndicat national des Employés du Commerce de Dolbeau et Mistassini",
for the employers and the employees of the in-

et commerces visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Pour les fins de la présente convention, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Les mots "Établissement industriel" désignent toute entreprise de production, de construction, de fabrication, complète ou partielle, de transformation ou de réparation, requérant à un certain degré un travail manuel de l'homme ou de la femme, comprenant par exemple les fabriques de chaussures, usines, boutiques, moulins, scieries, ateliers, forges, carrières et toutes entreprises de genre analogue.

b) Les mots "Établissement financier" désignent toute personne ou corporation possédant une maison de fiducie, de courtage, un bureau d'affaires, une agence de perception ou toute autre institution analogue.

c) Les mots "Établissement commerciaux" désignent toutes les maisons de commerce de détail ou de gros comme par exemple: les boulangeries, laiteries, fabriques d'eau gazeuses, boucheries, épiceries, merceries, magasins de chaussures, pharmacies, hôtels, cafés, débits d'automobiles ou d'accessoires, restaurants, bijouteries, ferronneries, quincailleries, magasins de meubles, d'instruments de musiques, de chapeau, de peinture, de tapisserie, les salles de ventes, de couture, d'échantillons, entrepôts, cours, marchés, hôtels, garages, colportage, les services de distribution, les salles de spectacle, théâtres, cinemas, les services de transport par terre ainsi que tout genre de commerce de détail et de gros qui existent ou qui pourront exiter pendant la durée de la présente convention.

d) Le mot "Gérant" désigne toute personne qui, généralement, s'occupe des achats dans le gros, qui a les commis sous sa surveillance, qui a les responsabilités de la vente et qui s'occupe directement ou par l'intermédiaire d'employés, de la finance de l'établissement.

e) Les mots "Gérant-adjoint" désignent tout salarié qui a la responsabilité d'un établissement autre que l'établissement principal ou d'une succursale de magasin.

f) Les mots "Chef de personnel" désignent tout salarié qui a la charge du personnel d'un ou de plusieurs départements dans un établissement régi par la présente convention, même sous la direction d'un gérant.

g) Les mots "Chef de département ou "premier commis" désignent toute personne qui a la charge et la responsabilité d'un ou de plusieurs rayons d'un établissement assujetti à la présente convention. Est aussi considéré comme chef de département, la personne qui a la charge des achats pour le ou les dits rayons ou départements. Un département ou rayon constitue une partie de magasin où sont vendus habituellement certaines catégories de marchandises.

h) Les mots "Teneur de livres" désignent tout salarié qui accomplit un travail analogue à celui de comptable, tel que défini ci-dessous.

i) Le mot "Comptable" désigne tout salarié qui est en charge des écritures de comptabilité de l'établissement ou d'une partie importante de l'établissement.

j) Le mot "Percepteur" désigne tout salarié qui s'occupe généralement de la perception des comptes dus et passés dus.

k) Les mots "Solliciteur à commission" désignent tout salarié qui s'occupe des ventes en dehors de l'établissement soit à salaire ou à pourcentage.

l) Les mots "Chef d'allée" désignent tout salarié, homme ou femme, dont la fonction principale consiste à surveiller, diriger, remplacer

dustries and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purpose of this agreement the following words and terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a) The words "industrial establishment" mean any enterprise of production, construction, complete or partial fabrication, conversion or repair, requiring to a certain extent, manual labour on the part of a man of woman, comprising for instance, shoe factories, works, workshops, mills, sawmills, workrooms, ironworks, blacksmiths'-shops, quarries and all similar concerns.

b) The words "financial establishment" mean any person or corporation, that owns a fiduciary house or concern, a brokerage office, a business office, a collection agency, or any other similar institution.

c) The words "commercial establishment" mean all retail or wholesale commercial concerns, as for instance: bakeries, dairies, establishments producing soft drinks, butchers'shops, groceries, small ware shops, shoe stores, drug-stores, hotels, cafes, distributors of automobiles or automobile accessories, restaurants, jewellers'shops, ironmongeries, hardware, furniture, musical instruments, hats, paint, and wallpaper stores, sale-rooms, sewing rooms, sample rooms, warehouses, yards, markets, hotels, garages, peddling, distribution services, theatres, playhouses, cinemas, land transport, services, as also all kinds of retail or wholesale trades actually existing or that might come to exist during the existence of the present agreement.

d) The word "manager" means any person who generally, does the wholesale purchasing, is in charge of the clerks, of the sales and, either directly of with the help of employees, of the money matters of the establishment.

e) The words "assistant-manager" mean any employee who is in charge of an establishment other than the main establishment, or of a branch store.

f) The words "head of personnel" mean any employee who is in charge of the personnel of one or more departments in an establishment governed by the present agreement, even under the direction of a manager.

g) The words "departmental manager" or "head clerk" mean any person who is in charge and is responsible for one or more departments in an establishment governed by the present agreement. The person in charge of purchases for the said department or departments is also considered as a departmental manager. A department shall be a part of a store where certain categories of merchandise are habitually sold.

h) The word "bookkeeper" means any employee who does work similar to that of an accountant as defined hereunder.

i) The word "accountant" means any employee who keeps the books of the establishment or of an important part of the establishment.

j) The word "collector" means any employee generally assigned to collect accounts due and overdue.

k) The words "commission agent" mean any employee who is assigned to sell outside the establishment whether they receive a percentage or a fixed salary.

l) The words "floor walker" mean any male or female employee whose main occupation is to surpervise, direct, replace the employees of

les employés d'une section déterminée dans un établissement régi par la présente convention.

m) Les mots "Sténo-dactylo" désignent tout salarié dont la fonction principale est d'écrire en sténographie et travailler avec une dactylotype.

n) Les mots "Employé de bureau" désignent tout autre salarié faisant parti du personnel de bureau, n'étant pas autrement classifié et préposé aux écritures.

o) Les mots "Caissier ou Caissière" désignent tout salarié dont la fonction principale est d'enregistrer les argents journaliers provenant des ventes ordinaires et extraordinaires.

p) Le mot "Boucher" désigne tout salarié qui a la charge d'un établissement ou d'un département où l'on y reçoit, débite et vend de la viande et qui a au moins, 4 années d'expérience.

q) Les mots "Aide-boucher" désignent tout salarié qui assiste le boucher.

r) Le mot "Livreur" désigne tout salarié préposé principalement à la livraison ou à l'emmagasinement des marchandises.

s) Les mots "Aide-livreur" désignent tout employé qui assiste le livreur.

t) Le mot "Commis" désigne tout salarié âgé de seize ans ou plus et employé dans un établissement régi par la présente convention faisant du travail clérical ou préposé à l'achat, à la surveillance, au classement, à la couture, à la préparation, à l'étalage, à la vente, à l'empaquetage, au postage, à la livraison de toutes choses pouvant avoir rapport d'une manière quelconque avec le commerce, l'industrie et la finance.

II. *Juridiction professionnelle: a*) Le décret s'appliquera à toute personne, tout salarié, association, corporation, établissement financier, industriel, commercial, agence ou société exerçant des activitées ou affaires dans la juridiction territoriale dudit décret. Cependant, il ne s'applique pas aux banques, aux sociétes d'assurances, ou de chemin de fer ou à l'industrie de la pulpe et du papier.

b) Les établissements industriels et les garages qui ont une convention particulière de travail signée avec le syndicat de leurs employés, ne seront pas assujettis aux obligations du décret pourvu que les conditions de leur convention particulière soient au moins équivalentes à celles prévues par le décret, et qu'elle couvre tous leurs employés; ceux des employés desdits employeurs qui ne seront pas couverts par la convention particulière le seront par les dispositions dudit décret.

III. *Juridiction:* Le décret couvrira les villes de Dolbeau et Mistassini et le territoire compris dans un rayon de trois milles de leurs limites.

IV. *Conditions de travail: a*) Les taux minimum des salaires des employés visés par la convention avec leur classification sont mentionnés à l'article XI.

b) Les salaires, commission et pourcentages actuels plus élevés que les taux prévus par la convention, ne seront pas réduits à l'occasion de la mise en vigueur de la convention, ni pendant sa durée.

c) Un boni de vie chère de $1.00 par semaine pour chaque augmentation de 3 points dans l'indice officiel du coût de la vie au Canada, publiée par le bureau Fédéral de la statistique sera payé par l'employeur à tous ses salariés assujettis à la présente convention. La base de l'indice actuel étant reconnu à 186.6, à 189.7, on devra ajouter $1.00 et ainsi de suite.

V. *Heures de travail:* La semaine régulière de travail sera de 53 heures pour les hommes et de

one department in an establishment governed by the present agreement.

m) The word "stenographer" means any employee whose main occupation is to write shorthand and to work on a typewriter.

n) The words "office employee" mean any other accounts employee of the office staff not otherwise classified.

o) The word "cashier" means any male or female employee whose main occupation is to register the daily proceeds of ordinary or extraordinary sales.

p) The word "butcher" means any employee in charge of an establishment or department where meat is received, cut and sold and who has at least 4 years of experience.

q) The words "butcher's helper" mean any employee who helps the butcher.

r) The words "delivery man" mean any employee mainly committed to the delivery or storage of goods.

s) The words "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man.

t) The word "clerk" means any employee, of sixteen (16) years of age or over, employed in an establishment governed by the present agreement, doing clerical work, or in charge of the sale, packing, mailing, delivery, sewing, preparation, classification purchasing, watching, displaying of all things pertaining in any way to the commerece ,industry or finance .

II. *Professional jurisdiction: a*) The decree shall apply to any person, employee, association, corporation, financial, industrial or commercial establishment, agency or partnership operating within the territorial jurisdiction of the decree. However, it shall not apply to banks, insurance or railroad companies or to the pulp and paper industry.

b) Industrial establishments and garages that entered into a private labour agreement with the union of their employees are not governed by the provisions of the decree providing the working conditions established by their private agreement be at least equivalent to those of the decre and provinding such agreement covers all their employees; All the employees of such employers that are not covered by the private agreement shall be regulated by the provisions of the decree.

III. *Jurisdiction:* The decree shall apply to the towns of Dolbeau and Mistassini and to the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits.

IV. *Working conditions: a*) The minimum wage rates of the employees governed by the agreement, together with their classification are contained in section XI.

b) The wages, commissions and percenéages which are now higher than the rates established by the agreement shall not be reduced, neither at the time of its coming into force nor thereafter.

c) A cost of living bonus of $1.00 per week for each three-point increase in the official cost of living index as published by the Federal Bureau of Statistics, shall be paid by the employer to every one of his employees governed by the present agreement. The basic figure, for the purposes of the agreement, being 186.6, $1.00 shall be added when it reaches 189.7, and so forth.

V. *Hours of work:* The standard work week shall consist of 53 hours for male employees and

50 heures pour les femmes réparties de la manière suivante:

1° *Personnel masculin:* de 8.30 A.M. à 6.00 P.M. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; de 8.30 A.M. à 9.00 P.M. le samedi et la veille des fêtes chômées.

2° *Personnel féminin:* de 9.00 A.M. à 6.00 P.M. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; de 9.00 A.M. à 9.00 P.M. le samedi et la veille des fêtes chômées.

3° Une heure doit être accordée aux salariés pour le repas du midi et une heure également pour le repas du soir, les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

4° L'employeur peut faire travailler ses salariés jusqu'à 9.00 P.M. sans rémunération supplémentaire, les quatre (4) jours précédant Noël jusqu'au 31 décembre inclusivement.

VI. *Jours fériés:* Les jours de fête suivante, doivent être chômés et payés:

Les dimanches, le premier de l'An, le lendemain du Premier de l'An, l'Epiphanie, l'Ascension, le lundi de Pâques, le 24 mai (fête de Dollard), la St-Jean Baptiste, la Confédération (1er juillet), la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le lendemain du jour de Noël. Si la fête tombe un samedi, elle peut être remise au lundi suivant.

VII. *Travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire exécuté par les salariés régis par la présente convention doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, à partir de la deuxième heure faite dans une journée ou dans une semaine en plus des heures régulières spécifiées dans la présente convention. Le patron aura le droit de retenir temps et demi après une heure de retard dans une journée ou dans une semaine.

VIII. *Employés surnuméraires: a)* Les mots "employés surnuméraires" désignent les salariés qui, en plus des employés travaillant habituellement le temps que l'établissement est ouvert, sont embauchés de façon intermittente pendant certaines périodes. Ces salariés doivent être rénumérés au taux de $0.75 l'heure pour les hommes et de $0.50 l'heure pour les femmes.

b) Tout salarié, à l'exception des livreurs à bicyclette, travaillant moins de 40 heures par semaine est considéré comme salarié surnuméraire et doit être rénuméré au taux de $0.75 l'heure; toute salariée travaillant moins de 30 heures par semaine est considérée comme employée surnuméraire et doit être rénumérée au taux de $0.50 l'heure.

c) Un salarié travaillant plus de 40 heures mais moins que le maximum prévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur, doit recevoir de celui-ci une rénumération hebdomadaire identique à celle qui lui serait due, s'il avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

d) Une salariée travaillant plus de 30 heures mais moins que le maximum d'heures pévu pour sa catégorie, et ce, à la demande de l'employeur doit recevoir une rénumération identique à celle qui lui serait due si elle avait travaillé durant le maximum fixé pour sa catégorie.

IX. *Vacances payées:* Tout salarié régi par la présente convention a droit à des vacances payées selon les conditions suivantes:

a) S'il a moins d'un an de service, il a droit à autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service dans un établissement régi par la présente convention.

b) S'il a un an ou plus de service dans l'un ou l'autre des établissements régis par la présente

of 50 hours for female employees; it shall be distributed as follows:

1. *Male employees:* 8.30 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; 8.30 a.m. to 9.00 p.m. on Saturday and holiday eves.

2. *Female employees:* 9.00 a.m. to 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; 9.00 a.m. to 9.00 p.m. on Saturday and holiday eves.

3. One hour shall be granted to employees for the noon meal and another hour for the evening meal when they are required to work in the evening.

4. The employer may keep his employees to work until 9.00 p.m. without extra pay on the four (4) days preceding Christmas, until December 31 inclusive.

VI. *Holidays:* The following shall be holidays with pay: Sunday, New Year's Day, the day after New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, Easter Monday, May 24 (Dollard Day), St. John the Baptist Day, July 1st, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas Day. Should a holiday fall on Saturday, it may be kept on the following Monday.

VII. *Overtime:* All overtime worked by employees hereby governed shall be remunerated at the rate of time and one half, based on the regular rate of pay, from the second hour worked in one day of in one week in excess of the regular hours determined in the present agreement. The employer shall have the right to deduct time and one half for any lateness exceeding one hour in one day or in one week.

VIII. *Supernumerary employees: a)* The words "supernumerary employees" mean the employees hired occasionally, for certain periods, in excess of the employees habitually working while the establishment is open. These employees shall be remunerated at the rate of $0.75 per hour in the case of male employees, and of $0.50 per hour in the case of female employees.

b) Every employee, with the exception of bicycle delivery boys, working less than 40 hours in a week is considered as a supernumerary employee and shall be remunerated at the rate of $0.75 per hour; every female employee working less than 30 hours in a week is considered as a supernumerary employee and shall be remunerated at the rate of $0.50 per hour.

c) Any employee working more than 40 hours but less than the maximum provided for his category, and doing so at the request of his employer, shall receive a weekly remuneration equal to that which would be owed to him had he worked the maximum established for his category.

d) Any female employee working more than 30 hours but less than the maximum provided for her category, and doing so at the request of her employer, shall receive a remuneration equal to that which would be owed to her had she worked the maximum established for her category.

IX. *Vacation with pay:* Every employee governed by the present agreement is entitled to a vacation with pay under the following conditions:

a) If he has less than one year of service, he is entitled to as many half-days as he has calendar months of service in an establishment governed by the present agreement.

b) If he has one year or more of service in any one of the establishments governed by the

convention, il a droit à une semaine de vacances payées.

c) S'il a deux ans de service dans l'un ou l'autre des établissements régis par la présente convention, il a droit à une semaine plus un jour de congés payés; après trois ans, une semaine plus deux jours; après quatre ans, une semaine plus trois jours et ainsi de suite, jusqu'à concurrence de deux semaines payées et de trois semaines de vacances payées après dix ans.

d) Lorsqu'un employeur ne peut donner des vacances à un salarié à la date fixée, il doit verser un salaire double à ce dernier pour toute la période de vacances à laquelle ledit salarié a droit.

e) Après entente entre le propriétaire ou le gérant de l'établissement et le salarié, les vacances doivent être fixées à l'avance et être données pendant la période comprise entre le premier (1) juin et le trente (30) septembre à moins que les circonstances n'obligent les deux parties à s'entendre sur une autre période.

X. *Paye:* Le salaire sera payable une fois par semaine, en monnaie légale du Canada ou en chèque; les détails suivants devront accompagner la paye:

1° Les noms et prénoms de l'employé.
2° La date de la période de paye.
3° Le taux de salaire.
4° Le temps supplémentaire.
5° Les déductions faites.
6° Le montant payé.

XI. *Taux de salaires:* Les salaires minima sont les suivantes:

Catégorie	*Salaires hebdomadaires Hommes*	*Femmes*
Gérant	$75.00	
Gérant-adjoint	55.00	$40.00
Chef du personnel	50.00	35.00
Chef de département	50.00	35.00
Comptable	50.00	35.00
Comptable, sans expérience, 1er six mois	35.00	30.00
Commis:		
1er semestre	20.00	17.00
2ième semestre	25.00	18.00
2ième année	28.00	20.00
3ième année	30.00	25.00
4ième année	25.00	A 28.00
		B 30.00
		C 32.00
5ième année	A 40.00	
	B 45.00	
	C 50.00	
Couturière:		
premier six (6) mois		20.00
deuxième six mois		22.50
deuxième année		25.00
Livreur avec voiture ou camion:		
de 15 à 16 ans	16.00	
de 17 à 18 ans	18.00	
1ère année	25.00	
2ième année	30.00	
3ième année	35.00	
4ième année	40.00	
Aide livreur sur voiture ou camion:		
1ière année	20.00	
2ième année	25.00	
3ième année	30.00	
4ième année	35.00	
Livreur à bicyclette: La bicyclette et ses accessoires doivent être fournis par	6.00	

present agreement, he is entitled to one week of vacation with pay.

c) If he has two years of service in any one of the establishments governed by the present agreement, he is entitled to one week plus one day of vacation with pay; after three years of service, to one week plus two days; after four years, to one week plus three days, and so forth, to the extent of two weeks with pay and of three weeks of vacation with pay after ten years of service.

d) When an employer cannot dispense with the services of an employee at the date set for the vacation, he shall pay double wages to such employee for the entire period of vacation to which the said employee is entitled.

e) By agreement between the owner or manager of the establishment and the employee, the vacation period shall be fixed in advance and shall be given in the period extending from June 1st to September 30th, unless the circumstances made it preferable for both parties to agree upon another period.

X. *Payment of wages:* Wages shall be paid every week in currency or by cheque. The following particulars shall be given with the pay:

1. Name in full of the employee;
2. Date of the pay period;
3. Wage rate;
4. Overtime;
5. Deductions;
6. Amount paid.

XI. *Wage rates:* The following shall be the minimum wages.

Category:	*Weekly wages Male*	*Female*
Manager	$75.00	
Assistant manager	55.00	$40.00
Head of personnel	50.00	35.00
Departmental manager	50.00	35.00
Accountant	50.00	35.00
Accountant, unexperienced,, 1st six months	35.00	30.00
Clerk:		
1st six months	20.00	17.00
2nd six months	25.00	18.00
2nd year	28.00	20.00
3rd year	30.00	25.00
4th year	35.00	A 28.00
		B 30.00
		C 32.00
5th year	A 40.00	
	B 45.00	
	C 50.00	
Seamstrees:		
1st six months		20.00
2nd six months		22.50
2nd year		25.00
Delivery man with horse-drawn or motor vehicle:		
from 15 to 16 years of age	16.00	
from 17 to 18 years of age	18.00	
Delivery men:		
1st year	25.00	
2nd year	30.00	
3rd year	35.00	
4th year	40.00	
Delivery man's helper, horse-drawn or motor vehicle:		
1st year	20.00	
2nd year	25.00	
3rd year	30.00	
4th year	35.00	
Delivery boy with bicycle	6.00	

The bicycle dn aits accessories shall be sup-

l'employeur qui doit également voir aux réparations.

Solliciteur ou vendeur à commission:	
1ère année	30.00
2ième année	35.00
3ième année	40.00
4ième année	45.00

a) Les solliciteurs et vendeurs à commission ne sont pas tenus responszbles des ventes approuvées par l'employeur ou son gérant.

b) Les salariés rénumérés sur une base de salaire et de commission ou de commission seulement, auront droit à des vacances payées en prenant comme base de rémunération de vacances l'échelle minima des salaires plus le boni de vie chère, sauf les salariés à commission non-assujettis aux heures du décret.

c) Les salariés solliciteurs à commission auront droit au paiement du boni de vie chère sans réduction de commission.

Boucher	$55.00
Aide-boucher:	
1er semestre	20.00
2e semestre	22.50
2e année	25.00
3e année	30.00
4e année	40.00

XII. *Années de service:* L'employeur doit reconnaître les années de service de tout employé qui a travailler dans la même ligne de marchandises dans d'autres magasins, excepté les magasins de campagne.

XIII. *Heures d'ouverture pour les épiceries:* Nonobstant les dispositions de l'article IX, les employés d'épiceries commenceront le travail à 8.00 a.m.

XIV. *Durée du décret:* Le décret sera en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*. Il se renouvellera alors automatiquement d'année en année à défaut d'une des parties de donner avis écrit à ce contraire à l'autre partie dans un délai qui ne doit être de plus de soixante (60) jours ni moins de trente (30) jours avant son expiration.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953.

plied by the employer and the latter shall also keep same in repair.

Commission salesmen:	
1st year	30.00
2nd year	35.00
3rd year	40.00
4th year	45.00

a) Commission salesmen shall not be responsible for sales approved by the employer or his manager.

b) Employees remunerated on a salary and commission or on a commission basis are entitled to a vacation with pay based on the minimum wage scale plus the cost of living bonus. These provisions do not apply to the commission salesmen not subject to the hours of work herein established.

c) The commission salesmen are entitled to the cost of living bonus without deduction from their commission.

Butcher	$55.00
Butcher's helper:	
1st six months	20.00
2nd six months	22.50
2nd year	25.00
3rd year	30.00
4th year	40.00

XII. *Years of service:* The employer shall take into account the years of service of an emp.oyee who has worked in the same line in other stores, excepting country stores.

XIII. *Opening hours in groceries:* Notwithstanding the provisions of section IX, the starting time for grocery employees shall be 8.00 a.m.

XIV. *Duration of the decree:* The decree shall be in force for a period of one (1) year from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*. It shall then renew itself automatically from year to year unless one of the parties notifies the other party in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day prior to its expiration.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT -

L'Honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des matériaux de construction établi en exécution du décret numéro 324, du 30 mars 1950, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 252 du 5 mars 1953, section "F", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, a prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mars 1953 au 1er mars 1954; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après décrite:

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, formed under decree number 324 of March 30, 1950, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 252 of March 5, 1953, part "F" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the following method and rate:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from the first of March 1953, to the 1st of March 1954, and apply as hereinafter mentioned:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret numéro 324.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 324 doivent également verser au Comité paritaire ½ de 1% des salaires par eux gagnés pour l'exécution de travaux régis par ledit décret

c) Les salariés assujettis au décret 324 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules devant indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et envoyés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au Comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être remis au Comité paritaire le ou avant le 15ième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter au Ministre du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité conjoint des matériaux de construction pour la période comprise entre le 1er mars 1953, et le 1er mars 1954.

COMITÉ CONJOINT DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
655 Immeuble New Birks — Montréal.

—

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er mars 1953 et le 1er mars 1954.

—

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$17,000.00
Salariés	17,000.00
Recettes:	
a) du Comité conjoint de l'industrie de la peinture	3,000.00
b) du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille	8,100.00
Intérêt sur obligations	3,200.00
	$48,300.00
Déboursés:	
Salaire du bureau:	
Administrateur, secrétaire-trésorier, comptable et sténographe	$18,000.00

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree No. 324.

b) All artisans subject to decree No. 324 must also pay to the Parity Committee ½ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree No. 324 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. *Mode of Collection*

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filed and returned to the Parity Committee, every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The reports together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is requirable.

3. *Financial Report*

Pursuant to the Provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quartely report of its financial operation to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Building Materials Joint Committee for the period comprised betwen March 1st, 1953 and March 1st, 1954, is annexed to the present petition.

BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE
655 New Birks Building, Montreal.

—

Estimate of receipts and disbrusements for the period from March 1st 1953 to March 1st 1954.

—

Receipts:	
Levies (½ of 1%):	
Professional Employers	$17,000.00
Employees	17,000.00
Revenue from:	
a) The Joint Committee of the Paint Industry	3,000.00
b) The Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry	8,100.00
Interest — Bonds	3,200.00
	$48,300.00
Disbursements:	
Office Salaries:	
Administrator, secretary-treasurer, accountant, stenographer	$18,000.00

Salaire des inspecteurs	12,000.00
Frais de déplacement	5,800.00
Loyer et éclairage	2,400.00
Taxes d'affaires et d'eau	150.00
Frais judiciaires et professionnels	1,800.00
Impression et papeterie	850.00
Poste, téléphone et télégraphe	1,200.00
Dépenses des membres	3,000.00
Assurance et assurance-garantie	600.00
Dépenses imprévues et diverses	2,500.00
	$48,300.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 mars 1953. 34441-o

Inspectors' Salaries	12,000.00
Travelling expenses	5,800.00
Rent & Lighting	2,400.00
Business & Water Taxes	150.00
Legal & Professional Expenses	1,800.00
Printing & Stationery	850.00
Mail, telephone & telegraph	1,200.00
Representatives' Expenses	3,000.00
Insurance & Security Expenses	600.00
Sundry & Unforeseen Expenses	2,500.00
	$48,300.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 21, 1953. 34441-o

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Montréal, N° 329906. Marguerite Martel, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Justin Roy, vendeur, des mêmes lieux, demanderesse, vs Justin Roy, vendeur, des cité et district de Montréal, defendeur.

AVIS DE DEMANDE EN SÉPARATION DE BIENS

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 10 mars 1953.
Montréal, le 12 mars 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
PERRON, MICHAUD, O'REILLY,
MERCIER & VINCENT,
34415-o 1110, 507 Place d'Armes, Montréal.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 330,078. Dame Doris Smith, ménagère, de la cité de Verdun, district de Montréal, épouse en communauté de biens de Raoul Cyr, vendeur, de la même place, demanderesse, vs Le dit Raoul Cyr, vendeur, de la cité de Verdun, district de Montréal, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée dans la présente cause.
Montréal, le 12 mars 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
34416-o GREENBLATT & GODINSKY.

AVIS

Canada, Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 4747. Dame Marie-Louise Noiseux, de la Ville et district de Bedford, épouse commune en biens de Frédéric Boucher, rentier, de ladite Ville et district, demanderesse, vs Frédéric Boucher, rentier, de ladite Ville et district de Bedford, defendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur.
Sweetsburg, Que., le 16 mars 1953.

Le Procureur de la demanderesse,
34445-o R. F. STOCKWELL.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 329906. Marguerite Martel, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Justin Roy, salesman of the same place, plaintiff, vs Justin Roy, salesman, of the city and district of Montreal, defendant.

NOTICE FOR SEPARATION AS TO PROPERTY

An action in separation as to property has been instituted in this case on March 10, 1953.
Montreal, March 12, 1953.

PERRON, MICHAUD, O'REILLY,
MERCIER & VINCENT,
Attorneys for plaintiff,
34415 1110, 507 Places d'Armes, Montreal.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, in the Superior Court, No. 330,078. Dame Doris Smith, housewife of the city of Verdun in the district of Montreal, wife in community as to property of Raoul Cyr, salesman, of the same place, plaintiff, vs The said Raoul Cyr, salesman, of the city of Verdun, district of Montreal, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted herein.
Montreal, March 12, 1953.

GREENBLATT & GODINSKY,
34416-o Attorneys for plaintiff.

NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court. No. 4747. Dame Marie-Louise Noiseux of the Town and District of Bedford, wife common as to property of Frederic Boucher, rentier of the same place, plaintiff, vs Frederic Boucher, rentier, of the Town and District of Bedford, defendant.
An action in separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant.
Sweetsburg, Que., March 16th, 1953.

R. F. STOCKWELL.
34445-o Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 286

Québec, le 12 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "G"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuses dans le comté de Roberval.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le comté de Roberval, rendue obligatoire par le décret 1283 du 15 novembre 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 janvier 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1283, soit mxdifié comme suit:

Au paragraphe "*a*" de l'article IV, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par les suivants:

1° *Pour les barbiers:*

Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.
Les mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le samedi et la veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

2° *Pour les coiffeurs et coiffeuses:*

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi: de 8.00 a.m. à midi."

(Document "G" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
34441-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 286

Québec, le 12 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "H"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au

Orders in Council

ORDER INCOUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 286

Quebec, March 12, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "G"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the county of Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the county of Roberval, rendered obligatory by the decree No. 1283 of November 15, 1951, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 17, 1953;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said decree, No. 1283, be amended as follows:

1. In subsection "*a*" of section IV, paragraphs 1 and 2 are replaced by the following:

"1. *Barbers:*

Monday: 1.00 p.m. to 6.00 p.m.
Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

2. *Hairdressers (male and female)*

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon)."

(Document "G" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
34441-o Acting clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 286

Quebec, March 12, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "H"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the printing industry in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 3088 of

décret numéro 3088 du 7 août 1946, amendé par les arrêtés numéros 4155 et 4453 des 10 et 31 octobre 1946, 37, 406-B et 1310-A des 9 janvier, 8 mars et 12 août 1947, 245-E du 26 février 1948, 205-A du 24 février 1949, 319-A du 28 mars 1951, 271-I, 649-C, 1065-F et 1336-B des 20 mars, 28 mai, 15 octobre et 23 décembre 1952 et 253-F du 5 mars 1953, relatif aux métiers de l'Imprimerie dans l'Ile de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 février 1953;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la propositioé de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3088, soit modifié comme suit:

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la suite de la description de la zone II, apparaissant au paragraphe "*b*" de l'article II (Juridiction territoriale):

"Nonobstant la description de la zone I, les établissements situés dans la ville de l'Assomption et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de ses limites, qui publiaient et imprimaient au 31 décembre 1952 un ou des journaux hebdomadaires, font partie de la zone II."

(Document "H" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
34441-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 286

Québec, le 12 mars 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 2683 du 9 octobre 1941, amendé par les arrêtés numéros 1895 du 30 juillet 1942, 539, 1003, 2095 rt 3908 des 5 mars, 14 avril, 2 août et 24 décembre 1943, 4267 et 5064 des 14 novembre et 21 décembre 1944, 4966 du 22 novembre 1945, 1330, 3432 et 4709 des 18 avril, 28 août et 14 novembre 1946, 545-B et 917-B des 27 mars et 4 juin 1947, 550-C du 22 avril 1948, 206-A, 480-A et 883-F des 24 février, 5 mai et 11 août 1949, 625-A du 31 mai 1950, 51-E et 506-D des 11 janviet et 15 mai 1951 et 139-D du 27 février 1952, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 janvier 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2683, soit modifié comme suit:

August 7, 1946, amended by Orders 4155 and 4453 of October 10 and 31, 1946, 37, 406-B, and 1310-A of January 9, March 8 and August 12, 1947, 245-E of February 26, 1948, 205-A of February 24, 1949, 319-A of March 28, 1951, 271-I, 649-C, 1065-F and 1336-B of March 20, May 28, October 15, and December 23, 1952 and 253-F of March 5, 1953, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits;

WHEREAS the said notice was published in the *Quebec Official Gazette* of February 7, 1953;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3088, be amended as follows:

The following provisions are added after the description of zone II, in subsection "*b*" of section II (Territorial jurisdiction):

Notwithstanding the description of Zone I, establishments in the town of L'Assomption and the territory comprised in a radius of two (2) miles from its limits which, as at December 31, 1952, were publishing and printing one or more weekly newspapers shall be included in Zone II."

(Document "H" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
34441-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 286

Auebec, March 12, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 2683 of October 9, 1941, and amended by Orders in Council 1895 March 5, April 14, August 2 and December 24, 1943, 4267 and 6064 of November 14 and December 21, 1944, 4966 of November 22, 1945, 1330, 3432 and 4709 of April 18, August 28 and November 14, 1946, 545-B and 917-B of March 27 and June 4, 1947, 550-C of April 22, 1948, 206-A, 480-A, 883-F of February 24, May 5 and August 11, 1949, 625-A of May 31, 1950, 51-E and 506-D of January 11 and May 15, 1951, and 139-D of February 27, 1952, have submitted to the Minister of Lbaour a petition to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 17, 1953;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2683, be amended as follows:

1° Au paragraphe "*a*" de l'article IV, les heures de travail des barbiers et coiffeurs pour hommes des zones VI, VIII, X et XI sont remplacées par les suivants:

"*Zone VI*

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi.
Le mardi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le vendredi; de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
La veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone VIII

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi.
Le mardi; de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
La veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone X

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi.
Le mardi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le mercredi; de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 -.m.
Le samedi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
La veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.

Zone XI

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi.
Le mardi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.
Le mercredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.
Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.
Le samedi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.
La veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

2° L'alinéa 1 du paragraphe "*a*" de l'article V est remplacé par le suivant:

"1. Dans la zone I, de $30.00 par semaine plus 50% de toutes recettes brutes au dessus de $37.00."

3° Les prix minima apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article VIII pour les services ci-après mentionnés dans les zones I, VI, VIII, IX, X et XI, sont remplacés par les suivants:

1. In subsection "*a*" of section IV, the hours of work for barbers and men's hairdressers of zones VI, VIII, X and XI are replaced by the following:

"*Zone VI*

Monday, 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Wednesday, 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Thursday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Friday, 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Holiday eves, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone VIII

Monday, 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Wednesday, 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Thursday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Friday, 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Holiday eves, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zoen X

Monday, 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Wednesday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Thursday, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Friday, 8.00 a.m. t o10.00 p.m.
Saturday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Holiday eves, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

Zone XI

Monday, 8.00 a.m. to 12.00 (noon).
Tuesday, 8.00 a.m. to 6.00 p.m.
Wednesday, 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Thursday, 8.00 a.m. to 8.00 p.m.
Friday, 8.00 a.m. to 10.00 p.m.
Saturday, 8.00 a.m. to 9.00 p.m.
Holiday eves, 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

2. Paragraph 1 of subsection "*a*" of section V is replaced by the following:

"1. In zone I, $30.00 per week plus 50% of all gross receipts exceeding $37.00."

3. The minimum prices mentioned in subsection "*a*" of section VIII, for the services hereafter mentioned and in zones I, VI, VIII, IX, X and XI, are replaced by the following:

	Zones				M	
	I	*VI*	*VIII*	*IX*	*X*	*XI*
Barbe, tous les jours — Shave, every day	$0.35	$0.30	$0.30	$0.35	$0.30	$0.30
Cheveux pour adultes des deux sexes — Haircut for adults, male and female:						
Lundi — Monday	0.65	0.45	0.40	0.55	0.45	0.45
Mardi — Tuesday	0.65	0.45	0.40	0.55	0.45	0.45
Mercredi — Wednesday	0.65	0.45	0.40	0.55	0.45	0.45
Jeudi — Thursday	0.65	0.45	0.40	0.55	0.45	0.45
Vendredi — Friday	0.70	0.50	0.45	0.60	0.50	0.50
Samedi — Saturday	0.70	0.50	0.45	0.60	0.50	0.50
Veille de fêtes chômées — Holiday eves	0.70	0.50	0.45	0.60	0.50	0.50
Coupe de cheveux dite brosse tous les jours — Brushcut, every day	0.75	0.60	0.70	0.70	0.70	0.70
Cheveux pour enfants des deux sexes au-dessous de 14 ans — Haircut for children, male and female, under 14 years of age:						
Lundi — Monday	0.40	0.30	0.30	0.40	0.30	0.30
Mardi — Tuesday	0.40	0.30	0.30	0.40	0.30	0.30
Mercredi — Wednesday	0.40	0.30	0.30	0.40	0.30	0.30
Jeudi — Thursday	0.40	0.30	0.30	0.40	0.30	0.30
Vendredi — Friday	0.50	0.40	0.40	0.50	0.40	0.40
Samedi — Saturday	0.50	0.40	0.40	0.50	0.40	0.40

Veille de fêtes chômées — Holiday eves.	0.50	0.40	0.40	0.50	0.40	0.40
Coupe de cheveux dite "Brosse" tous les jours — Brushcut, every day	0.50	0.50	0.50	0.50	0.45	0.45
Aiguisage de rasoir — Razor setting	0.60	0.50	0.50	0.50	0.50	0.50

4° Les alinéas 1 et 2 du paragraphe "*c*" de l'article IX sont remplacés par les suivants:

"1. Dans les salons de coiffure pour dames de la Zone I, un (1) apprenti par coiffeur ou coiffeuse possédant son certificat de qualification.

2. Dans toutes les autres zones:

i. Un (1) apprenti par salon de coiffure pour dames, où travaille régulièrement au moins un coiffeur ou une coiffeuse, possédant son certificat de qualification.

ii. deux (2) apprentis par salon de coiffure pour dames, où travaille régulièrement au moins un coiffeur ou une coiffeuse, possédant son certificat de qualification, lorsque le premier apprenti a terminé deux (2) années d'apprentissage."

5° Le paragraphe "*o*" de l'article IX est remplacé par le suivant:

"*o*) i. Le salaire de l'apprenti barbier est le suivant:

	par semaine
Premier semestre	$10.00
Deuxième semestre	12.00
Deuxième année	14.00
Troisièmea nnée	17.00

ii. Le salaire de l'apprenti coiffeur ou coiffeuse pour dames est le suivant:

	par semaine
Premier semestre	$12.00
Deuxième semestre	14.00
Deuxième année	16.00
Troisième année	19.00"

(Document "F" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,

34441-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

4. Paragraphs 1 and 2 of subsection "*c*" of section IX are replaced by the following:

"1. In ladies hairdressing parlors of zone I, one (1) apprentice to each male or female hairdresser holding a certificate of competency.

2. In all other zones:

i. One (1) apprentice per ladies hairdressing parlor in which at least one certificated male or female hairdresser is working;

ii. Two (2) apprentices per ladies hairdressing parlor in which at least one certificated male or female hairdresser is working, when the first apprentice has completed two (2) years of apprenticeship."

5. Subsection "*o*" of section IX is replaced by the following:

"*o*. i. The wages of the apprentice barber shall be as follows:

	Per week
First six months	$10.00
Second six months	12.00
Second year	14.00
Third year	17.00

ii. The wages of the apprentice ladies hairdresser (male or female) shall be as follows:

	Per week
First six months	$12.00
Second six months	14.00
Second year	16.00
Third year	19.00"

(Document "F" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

34441-o Acting Clerk of the Executive Council.

Assemblée

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Quebec Central Railway Company" sera tenue aux bureau de la compagnie "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, Canada, mercredi, le 15e jour d'avril 1953, à onze heures du matin, pour l'élection de deux directeurs représentant les obligataires et, en général, pour la transaction de toute autre affaire.

Les actionnaires enregistrés le 11e jour de mars 1953 peuvent assister et voter à l'assemblée.

Daté à Montréal, Canada, le 2e jour de mars 1953.

Le Secrétaire,

34433-12-3 C. NIDEROST,

Meeting

NOTICE

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Shareholders of "Quebec Central Railway Company" will be held at the office of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, Canada, on Wednesday, the 15th day of April, 1953, at the hour of eleven o'clock in the forenoon, for the election of two Directors representing the Security Holders and, for the transaction of business generally.

Stockholders of record on the 11th day of March, 1953, may attend and vote.

Dated at Montreal, Canada, this 2nd day of March, 1953.

C. NIDEROST,

34433-12-3-o Secretary.

Avis divers

GULF POWER COMPANY

Loi du régime des eaux courantes Statuts refondus 1941, chapitre 98

Avis de la demande du dépôt des plan et devis

Avis public est, par les présentes, donné, conformément aux articles 8 et 60 de la Loi du

Miscellaneous Notices

GULF POWER COMPANY

Water-Course Act, Revised Statutes, 1941, Chapter 98

Notice of Application and Deposit of Plans and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with sections 8 and 60 of the Water-Course Act,

régime des eaux courantes, que "Gulf Power Company", de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage de forces hydrauliques sur les eaux bordées par le bloc "M" dans le canton d'Arnaud, dans le comté de Saguenay, et par le bloc "A" dans le canton de Leneuf, dans le comté de Saguenay, et que ce barrage emmagasinera aussi en toute saison les eaux de la rivière Marguerite dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis de tels travaux, indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux et par ces travaux, a été transmise au Ministre des ressources hydrauliques et que les duplicata de ces plan et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay à Tadoussac.

Les demandes contenues dans la requête seront prises en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les Procureurs de la requérante,
34354-10-4 GAGNON & de BILLY.

that "Gulf Power Company", of the city of Quebec in the county of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a dam for hydraulic power on the Water-Course which borders upon block "M" in the Township of Arnaud in the county of Saguenay and block "A" in the Township of Leneuf, in the county of Saguenay and that this dam will also store at all seasons the waters of Maguerite River, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to those effects accompanied by plans and specifications of such works, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water and by these works have been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that duplicates of such plans and specifications have been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Saguenay at Tadoussac.

The applications contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

GAGNON & de BILLY,
34354-10-4-o Attorneys for Petitioner.

AIVS PUBLIC

Avis est donné que "The Evangel Pentecostal Church", de Montréal, Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec et amendements.

Montréal, 25 février 1953.
Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,
231 ouest rue St-Jacques,
34321-9-4 Montréal, Qué.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that The Evangel Pentecostal Church, of Montreal, Quebec, will present a Petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments.

Montreal, February 25th, 1953.
CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner,
231 St. James Street West,
34321-9-4-o Montreal, Que.

KAUF-MIN FASHIONS INC.

Règlement N° 22

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 22 de "Kauf-Min Fashions Inc.", ici nommée la compagnie ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière à ce que le bureau de direction soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Deux directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce règlement.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
34417 MICHAEL MINDEL.

KAUF-MIN FASHIONS INC.

By-law No. 22

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 22 of "Kauf-Min Fashions Inc.", herein called the Company as follows:

1. "The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified, and revised in order to give effect to this By-law."

Certified a true copy.

MICHAEL MINDEL,
34417-o Secretary.

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité de la paroisse de l'Annonciation, comté des Deux-Montagnes, que le Lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé, en date du 5 mars 1953, suivant un rapport du Comité de l'Honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the Municipality of the parish of Annonciation, county of Two-Mountains, that according to a report of the Committee of the Honourable Executive Council, the Lieutenant-Governor in Council approved, on March 5, 1953, the change of name of the

Municipalité de la paroisse de l'Annonciation en celui de "Municipalité d'Oka", comté des Deux-Montagnes.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code Municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec.*

Oka, Qué., le 9 mars 1953.

(Sceau) Le Maire,
RENÉ TRÉPANIER,
Le Secrétaire-trésorier,
34418-o FRS. HARBOUR.

Municipality of the parish of Annonciation into that of "Municipality of Oka", county of Two Mountains.

In conformity with the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name will come into force from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette.*

Oka, Que., March 9, 1953.

(Seal) RENÉ TREPANIER,
Mayor.
FRS. HARBOUR,
34418 Secretary-Treasurer.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable secrétaire de la province a approuvé, le 20 avril 1952, les règlements de "Park Toboggan & Ski Club Limited", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 21 avril 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
24419 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the By-Laws of "Park Toboggan & Ski Club Limited" were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April 20, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of April, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
34419-o Under-Secretary of the Province.

Avis est par les présentes, donné par le Maire et le Secrétaire-trésorier de la Municipalité des Cantons de Dudley & Bouthillier partie Nord-est, Comté de Labelle, que le lieutenant-gouverneur en Conseil a approuvé, en date du 19 février 1953, suivant un rapport du Comité de l'Honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la Municipalité des Cantons de Dudley & Bouthil lier, partie Nord-est en celui de "Municipalité de Saint-Aimé du Lac-des-Iles", Comté de Labelle.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publicatixn du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

Lac-des-Iles, cté Labelle, P.Q., ce 25 février, 1953.

Le Maire,
OMER PELNEAULT.
Le Sec.-trésorier,
14420-o AIMÉ ST-GERMAIN.

Notice is hereby given by the Mayor and Secretary-Treasurer of the Municipality of the townships of Dudley & Bouthillier, north-east part, county of Labelle that the Lieutenant-Governor in Council approved, on the nineteenth day of February 1953, following a report of the Committee of the Honourable the Executive Council, the changing of the name of the Municipality of the townships of Dudley & Bouthillier, north-east part, into that of "Municipality de Saint-Aimé du Lac-des-Iles", county of Labelle.

In conformity with the provisions of Article 48 of the Municipal Code, this change of name will come into force from the time of the publication of this said notice in the *Quebec Official Gazette.*

Lac-des-Iles, County Labelle, P.Q., this 25th day of February, 1953.

OMER PELNEAULT,
Mayor.
AIME ST-GERMAIN,
34420 Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province, a approuvé le 19 février 1953, les règlements 1 à I0 inclusivement de "The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone" tels qu'adoptés à l'a première assemblée gençrale tenue le 30 janvier 1953, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 20e jour de février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34421 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Laws 1 to 10 inclusive of "The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone", as adopted at the first general meeting held on January 30th, 1953, were aproved by the Honourable the Provincial Secretary on February 19th, 1953, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this 20th day of Feburary, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34421-o Under-Secretary of the Province.

Règlement spécial "A"

Un règlement concernant la distribution de l'actif de "Mayfair Enterprises Inc."

1. Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de ventilation de ses affaires;

2. Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de "Mayfair Enterprises Inc." que:

Special By-Law "A"

Being a by-law respecting the distribution of the assets of "Mayfair Enterprises Inc."

1. Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs; and

2. Whereas the Company has not debts or obligations;

Now, therefore, be it enacted as a by-law of "Mayfair Enterprises Inc." that:

(a) La compagnie soit et elle est, par la présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et, subséquemment, procéder à la dissolution par voie d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec;

b) Les directeurs et officiers sont, par les-présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne exercice du précédent.

Décrété ce 13e jour de mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
EDGAR J. LANTHIER.

34422

(a) The Company be and it is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets reteably amongst its shareholders and subsequently proceed to dissolution by way of surrender of Charter under Section 26 of the Quebec Companies' Act;

(b) The directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 13th day of March, 1953.

EDGAR J. LANTHIER,
Secretary-Treasurer.

34422-o

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ

AVIS PUBLIC

Tarifs d'Électricité

Avis public est par les présentes donné que "Gatineau Power Company" distributeur d'énergie électrique aux termes de la Loi de la Régie Provinciale de l'Electricité s'est adressée à ladite régie pour obtenir une augmentation générale de tarifs dans le territoire qu'elle dessert.

Tout intéressé désireux d'obtenir des renseignements ou de faire des représentations est prié de s'adressé au secrétaire soussigné, d'ici le 15 mai 1953.

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ,
132 ouest, rue St-Jacques,
Montréal 1, P. Q.
Le Secrétaire,
J. A. MORIN.

34434-12-2-o

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD

PUBLIC NOTICE

Electricity Rates

Public notice is hereby given that "Gatineau Power Company", a distributor of elecrricity under the terms of the Provincial Electricity Board Act, has applied to the said Board for a general rate increase in the territory it is servicing.

Any person wishing to obtain information or to submit representations is requested to apply to the undersigned secretary, before May 15th, 1953.

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD,
132 St. James Street West,
Montreal 1, P. Q.
J.-A. MORIN,
Secretary.

34434-12-2-o

LA TOUR EIFFEL LIMITÉE

Règlement N° 8 augmentant de quatre à cinq le nombre des administrateurs de la compagnie.

"Les affaires de cette compagnie sont administrées par un Conseil de cinq (5) Administrateurs élus chaque année à l'Assemblée Générale; ils sont toujours ré-éligibles. Pour être éligible à la charge d'Administrateur, un actionnaire doit posséder en son propre nom une part ou action entièrement payée."

Certifié vraie copie, Montréal, ce 9 mars 1953.

Le Secrétaire,
JACQUES DUSSAULT.

34439-o

LA TOUT EIFFEL LIMITÉE

By-Law No. 8 increasing from four to five the number of the Company's directors.

"The affairs of the Company are managed by a Board of five (5) directors elected each year at the General Meeting; their eligibility is always retained. To be eligible for the post of director, a shareholder must be the owner of a fullly paid up share."

Certified true copy, Montreal, this ninth day of March, 1953.

JACQUES DUSSAULT,
Secretary.

34439

T. C. CONSTRUCTION INC.

Règlement N° 22

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "T. C. Construction Inc." ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à quatre (4) de manière à ce que le bureau de direction soit dorénavant composé de quatre (4) directeurs.

2° Deux (2) directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés pour donner effet à ce règelment.

Montréal, 7 mars 1953.

Extrait conforme.

Le Secrétaire,
ED. DILLON.

34454

T. C. CONSTRUCTION INC.

By-Law No. 22

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "T. C. Construction Inc.", as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three (3) to four (4) so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four (4) Directors.,

2. Two (2) Directors shall constitute a quorum at any Meeting of the Board of Directors.

3. All prior By-Laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this By-Law.

Montreal, March 7th, 1953.

True Extract

ED. DILLON,
Secretary.

34454-o

MOUNT BRUNO HOLDING LTD.

Règlement spécial "B"

(Augmentant le nombre des directeurs de trois à sept)

1. Le nombre des directeurs est augmenté à sept.

2. Le règlement XV de la compagnie set amendé en rayant le mot "trois" à l'article (1) et en y subsitutaunt le mot "sept".

Je, le soussigné, secrétaire-trésorier de "Mount Bruno Holding Ltd." certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "B" de ladite compagnie.

Montréal, P. Q., 18 février 1953.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
34440 R. B. MOWAT.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Famille, I.-O.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le onze mars 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Famille, I. O. comté de Montmorency.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34449-o LUCIEN DARVEAU.

MOUNT BRUNO HOLDING LTD.

Special By-Law "B"

(Increasing the number of directors from three to seven)

1. The number of directors is increased to seven.

2. By-law XV of the Company is amended by deleting the word "trois" in Article (1) thereof and substituting therefor the word "sept".

I, the undersigned, Secretary-Treasurer of "Mount Bruno Holding Ltd.", do hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of Special By-law "B" of the said Company.

Montreal, P.Q. 18th, February, 1953.

(Seal) R. B. MOWAT,
34440-o Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Sainte-Famille, I.-O.", for the study, defence and promotixn of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March eleventh, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Famille, I.-O. county of Montmorency.

LUCIEN DARVEAU,
34449 Acting Under Secretary of the Province

Chartes — Abandon de

MAYFAIR ENTERPRISES INC.

Avis est donné par les présentes que "Mayfair Enterprises Inc.", une compagnie incorporée sous la Loi des Compagnies de Québec, a l'intention de demander au Procureur Général de la Province de Québec permission d'abandonner sa charte.

Montreal, le 13 Mars 1953.

MAYFAIR ENTERPRISES INC.
Le Secrétaire-trésorier,
34422-o E. J. LANTHIER.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Adina Industries Ltd." demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 12 mars 1953.

Le Secrétaire,
34423 MORRIS SHUTER.

BELVEDERE INSURANCE AGENCY INC.
L'AGENCE D'ASSURANCE BELVÉDÈRE INC

Avis est ,par les présentes, donné que l'Agence d'Assurance Belvédère Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Quebec, ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au procureur général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 16ième jour de février 1953.

Le Secrétaire,
34424-o HENRI BEAUPRÉ.

Charters — Surrender of

MAYFAIR ENTERPRISES INC.

Notice is hereby given that "Mayfair Enterprises Inc.", incorporated under the Quebec Companies' Act, intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter.

Montreal, March 13, 1953.

MAYFAIR ENTERPRISES INC,
E. J. LANTHIER,
34422-o Secretary-Treasurer.

NOTICE

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act,"Adina Industries Ltd." will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, March 12, 1953.

MORRIS SHUTER,
34423-o Secretary.

BELVEDERE INSURANCE AGENCT INC
L'AGENCE D'ASSURANCE BELVÉDÈRE INC.

Notice is hereby given that the "Blevedere Insurance Agency Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this 16th., day of February, 1953.

HENRI BEAUPRÉ,
34424-o Secretary.

Avis est, par les présentes donné, que la compagnie "Crude Oil Engine and Engineering Company Limited" s'adressera au Gouvernement de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à une date qu'il plaira au Procureur général de la province de Québec ou au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Montréal, le 10 mars 1953.

Le Président,
34425 W. T. REID.

EN VERTU DE LA LOI DES COMPAGNIES DE QUÉBEC

"M. Schleien Inc." donne, par les présentes, aves qu'elle s'adressera à l'honorable Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Daté à Montréal, le 11 mars 1953.

(Signé) Le Président,
MOSES SCHLEIEN.
Le Secrétaire-trésorier,
34426 BERNARD SCHLEIEN.

KENSINGTON INDUSTRIES LIMITED

Avis est par ces présentes donné que "Kensington Industries Limited" a l'intention de faire application au Procureur Général de la province de Québec, pour abandon de sa charte.

12 mars 1953.

Le Secrétaire,
34442-o HUGH B. GRIFFITH.

AVIS LÉGAL

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

La compagnie "St. Laurent Drive Yourself Ltd", incorporée suivant la première partie de la loi des compagnies de Québec, le 15 mars 1951, par lettres patentes enregistrées le 21 mars 1951, donne avis qu'elle demandera à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec l'autorisation d'abandonner sa charte et demandera qu'une date soit fixée pour la cessation des affaires de la compagnie.

Montréal, le 11 mars 1953.

Le Procureur de la requérante,
34446-o YVON JASMIN.

AVIS LÉGAL

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

La compagnie "Transport Décarie Limitée"—"Décarie Transport Limited", incorporée suivant la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 12 mars 1951, par lettres patentes enregistrées le 30 mars 1951, donne avis qu'elle demandera à l'honorable Procureur général de la Province de Québec l'autorisation d'abandonner sa charte et demandera qu'une date soit fixée pour la cessation des affaires de la compagnie.

Montréal, le 11 mars 1953.

Le Procureur de la requérante,
34447-o YVON JASMIN.

Notice is hereby given that "Crude Oil Engine and Engineering Company Limited" will apply to the Government of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter at a date to be fixed by the Attorney General for the Province of Quebec or the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Montreal, March 10th, 1953.

W. T. REID,
34425-o President.

UNDER THE QUEBEC COMPANIES' ACT.

"M. Schleien Inc." hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender the Charter of the Company.

Dated at Montreal the 11th March, 1953.

(Sgd.) MOSES SCHLEIEN,
President.
BERNARD SCHLEIEN,
34426-o Secretary-Treasurer,

KENSINGTON INDUSTRIES LIMITED

Notice is hereby given under the Quebec Companies' Act and amendments that "Kensignton Industries Limited" intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

March 12, 1953.

HUGH B. GRIFFITH,
34442-o Secretary.

LEGAL NOTICE

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

The company "St. Laurent Drive Yourself Ltd", incorporated under the first part of the Quebec Companies' Act, on March the 15th 1951, by letters patent registered at Quebec on March the 21st 1951, gives notice that it will apply to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec to ask to be authorized to surrender its charter, that the said charter be annulled and that a date be fixed at which the Company shall be dissolved.

Montreal, March, 11, 1953.

YVON JASMIN,
34446-o Attorney for petitioner.

LEGAL NOTIÇE

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

The Company "Décarie Transport Limited"—"Transport Décarie Limited", incorporated under the first part of the Quebec Companies' Act on March the 12th 1951, by letters patent registered at Quebec on March the 30th 1951, gives notice that it will apply to the Honourable Attorney General of the Province of Quebec to ask to be authorized to surrender its charter, that the said charter be annulled and that a date be fixed at which the Company shall be dissolved.

Montreal, March, 11, 1953.

YVON JASMIN,
34447-o Attorney for petitioner.

QUEBEC STAINLESS STEEL LIMITED

Avis est donné que conformément à la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "Québec Stainless Steel Limited" demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, 18 mars 1953.

Les Procureurs de la requérante,

34455-o BHÉRER, POULIOT & JUNEAU.

QUEBEC STAINLESS STEEL LIMITED

Notice is hereby given, pursuant to the Quebec Companies' Act, that the company "Quebec Stainless Steel Limited" will apply for leave to surrender its charter.

Quebec, March 18th, 1953.

BHÉRER, POULIOT & JUNEAU,

34455 Attorneys for said Company.

Compagnies dissoutes

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Eastern Whitewear Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er février 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'agandon de la charte de la compagnie "Grand Cloak Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 janvier 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laviolette Chemicals Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 novembre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,

34413-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur généèal d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Autobus Lévis-St-Vallier Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 février 1944.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Eastern Whitewear Company Limited", incorporated by letters patent dated February 1st, 1950.

Notice is also given that from and after March sixteenth, 1953, the said company been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, March 17, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Grand Cloak Co. Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of January, 1935.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,

34413-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laviolette Chemicals Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated November 9, 1950.

Notice is also given that from and after March sixteenth, 1953. the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, March 17, 1953.

L. DÉSILETS,

34413 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Autobus Lévis-St-Vallier Ltée", incorporated by letters patent dated 3 February, 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Editions Magin Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 septembre 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Milton Realties Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 janvier 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "National Paper Box Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 avril 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Spebra Products Manufacturing Company Ltd.", constituée en corporation par letters patentes en date du 26 juillet 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Notice is also given that from and after March sixteenth, 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, March 17, 1953.

L. DÉSILETS,
34413 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Editions Magin Limitée", incorporated by letters patent dated September 8, 1944.

Notice is also given that from and after the sixteenth of March 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, 17 March, 1953.

L. DÉSILETS,
34413 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Milton Realties Inc. ", incorporated by letters patent dated the 7th day of January, 1936.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "National Paper Box Limited", incorporated by letters patent dated the 26th day of April, 1924.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Spebra Products Manufacturing Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 26th day of July, 1946.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Spectator Sportswear Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur néral d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Standard Paper Box Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 avril 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The King Paper Box Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 mars 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34413 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Spectator Sportswear Co. Inc.", incorporated by letters patent date the 13th day of December, 1951.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Standard Paper Box Limited", incorporated by letters patent dated the 3rd day of April, 1930.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The King Paper Box Company, Limited", incorporated by letters patent dated the 12th day of March, 1925.

Notice is also given that from and after the sixteenth day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34413-o Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

N° 1299-52.

Québec, le 13 mars 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 5 mars 1953, de détacher de la municipalité scolaire du village de St-Raymond, dans le comté de Portneuf, le lot cadastral N° 342, et de l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Raymond, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34432-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1405-52.

Québec, le 13 mars 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Repentigny, dans le comté de l'Assomption, des lots du cadastre officiel de

Department of Education

No. 1299-52.

Quebec, March 13, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council, dated March 5, 1953 to detach from the school municipality of the village of St-Raymond, in the county of Portneuf, cadastral lot No. 342 and to annex it to the school municipality of the parish of St-Raymond, in the same county.

This Order in Council shall take effect on July 1st, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
34432 Superintendent of Education.

No. 1405-52.

Quebec, March 13, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of Repentigny in the county of L'Assomption, lots on the official cadastre of

Repentigny, portant les numéros 7 et 9, et de les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de l'Assomption, dans le même domté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34435-12-2-o O. J. DESAULNIERS.

Repentigny, bearing numbers 7 and 9, and to annex them to the school municipality of the town of L'Assomption, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
34435-12-2 Superintendent of Education.

N° 1182-52.

Québec, le 17 mars 1953.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire des Saints-Anges, dans le comté de Beauce:

1° Le lot numéro 959, du cadastre officiel de la paroisse des Saints-Anges, qui sera détaché de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Marie, dans le même comté.

2° Les lots 369 à 390 inclusivement, du cadastre officiel des Saints-Anges, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite, dans le comté de Dorchester.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34453-12-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 1182-52.

Quebec, March 17, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of "Saints-Anges", in the county of Beauce:

1. Lot number 959 of the official cadastre of the parish of "Saints-Anges", which shall be detached from the school municipality of the parish of Sainte-Marie, in the same county.

2. Lots 369 to 390 inclusively, of the official cadastre of "Saints-Anges", which shall be detached from the school municipality of Sainte-Marguerite, in the county of Dorchester.

O. J. DESAULNIERS,
34453-12-2 Superintendant of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Coleraine division d'enregistrement de Thetford.

Avis est par la présente donné que le Bloc A-1 est corrigé et le Bloc D est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 18 février 1953.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
34414-o Sous-ministre.

AVIS

Cadastre officiel du Canton d'Irlande division d'enregistrement de Mégantic.

Avis est par la présente donné que les lots 204, 318, 319, 320 et 321 sont corrigés et le Bloc A est ajouté, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 19 février 1953.
Départements des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
34414-o Sous-ministre.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg maintenant ville de Charlesbourg division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1062-402 à 1062-409, 1062-477 à 1062-484, 1062-521 à 1062-528, 1062-564 à 1062-571, 1062-605 à 1062-615, 1062-649 à 1062-659, 1066-692 à 1062-706, 1062-744 à 1062-749, parties des lot 1062-604, 1062-648 et 1062-695 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mars 1953.
Département des Terres et Forêts,
Service du Cadasrte,
AVILA BÉDARD,
34414-o Sous-Ministre.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the township of Coleraine registration division of Thetford

Notice is hereby given that Block A-1 is corrected and Block D is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 18th, 1953.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD.
34414-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the township of Irlande registration division of Mégantic.

Notice is hereby given that lots 204, 318, 319, 320 and 321 are corercted and Block A is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, February the 19th, 1953.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34414-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of Charlesbourg now part of the town of Charlesbourg registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 1062-402 to 1062-409, 1062-477 to 1062-484, 1062-521 to 1062-538; 1062-564 to 1062-571, 1062-605 to 1062-615, 1062-649 to 1062-659, 1062-696 to 1062-706, 1062-744 to 1062-749, parts of lots 1062-604, 1062-648 and 1062-695 are cancelled in virtue of Article 2174A of teh civil Code.

Quebec, March, the 5th, 1953.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34414-o Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel de la Paroisse de Varennes Division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 17-1 à 17-18 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 mars 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
34414-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel du canton de Privat division d'enregistrement de L'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 3, 5 à 13 sont corrigés, le lot 4 est annulé et les lots 926 à 933 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mars 1953.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
34414-o AVILA BÉDARD.

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Sauveur (Banlieue) maintenant cité de Québec division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 2272-1 et 2275-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 mars 1953.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
34441-o Sous-Ministre.

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Varennes Registration Division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 17-1 to 17-18 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March, the 7th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34414-o Deputy Minister.

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Privat Registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 3, 5 to 13 are corrected, lot 4 is cancelled and lots 926 to 933 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March, the 5th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34414-o Deputy Minister.

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Sauveur (Suburbs) now city of Quebec, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 2272-1 and 2275-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March, the 7th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34414-o Deputy Minister.

Liquidation, avis de:

AVIS DE NOMINATION DE LIQUADATEUR

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres de "La Mutuelle des Marchands Détaillants", tenue le 28 novembre 1951, au siège social de ladite société, 354 est, rue Ste-Catherine, Montréal, je soussigné, Luc Marchessault, domicilié à West Shefford, P. Q., ai été nommé liquidateur de ladite société conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite société doit être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours du présent avis.

Donné conformément aux dispositions de l'article 872 du Code de procédure civile, ce 10e jour de février 1953.

Le Liquidateur,
34427-o LUC MARCHESSAULT,

Winding up Notice:

NOTICE OF APPOINTMENT OF LIQUIDATOR

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "La Mutuelle des Marchands Détaillants," held on the 28th of November 1951, at its head office, 354 East Ste-Catherine Street, Montreal, I, the undersigned, Luc Marchessault, domiciled at West Shefford, P. Q., was appointed liquidator of the said society, pursuant to the provisions of section 276 of the Quebec Insurance Act.

Any claim against the said society must be sworn to and filed with me within a delay of thirty days from the publication of the present notice.

Given pursuant to section 872 of the Code of civil procedure, this tenth day of february 1953.

LUC MARCHESSAULT,
34427-o Liquidator.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par les présentes donné que "Beaver Fire Insurance Company", constituée en corpo-

Department of Finance
Insurance

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that "Beaver Fire Insurance Company", incorporated by chapter 68

ration par le chapitre 68 des statuts du Canada de 1913 et enregistrée dans la Province sous le numéro 285, a changé son nom en celui de "Beaver Insurance Company".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 16 mars 1953.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
34457-o Surintendant des assurances.

of the Statutes of Canada of 1913 and registered in the Province under number 285, has changed its name to "Beaver Insurance Company".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 16th of March 1953.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
34457-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "The Pioneer Insurance Company", dont le siège social est à Montréal, province de Québec, a réassuré tous ses contrats d'assurance effectués dans cette Province avec "The Hudson Bay Insurance Company", dont le siège social est à Montréal, province de Québec, en vertu d'un contrat intervenu entre ces deux corporations et prenant effet le 1er janvier 1952;

Attendu que "The Pioneer Insurance Company", s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec.

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "The Pioneer Insurance Company", est annulé à compter du 30 novembre 1952.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 7 janvier 1953.

Pour le Ministre des finances,
GEORGES LAFRANCE,
34383-11-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas "The Pioneer Insurance Company", whose head office is situate at Montreal, Province of Quebec, has reinsured all its contracts of insurance effected in this Province with "The Hudson Bay Insurance Company", whose head office is situate at Montreal, Province of Quebec, according to a contract entered into by these two corporations and taking effect on the 1st of January 1952;

Whereas "The Pioneer Insurance Company", has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurances Act.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "The Pioneer Insurance Company", is cancelled as from the 30th of November 1952.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 7th of January 1953.

For the Minister of Finance,
GEORGES LAFRANCE,
34383-11-2-o Superintendant of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes que "Trois-Rivières & St-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu", constituée en corporation en vertu de la section II de la Loi des assurances de Québec et enregistrée sous le numéro 535, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 960 qui l'autorise à compter du 1er janvier 1953, à effectuer dans la Province des contrats relatifs au genre d'assurance suivant: Incendie, moyennant billet de dépôt, restreint aux immeubles suivants et à leur contenu: scieries, meuneries, fabriques ou boutiques de produits totalement ou partiellement en bois, ainsi que les résidences attenantes à ces établissements.

Le siège social de la compagnie est situé à Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, province de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département des finances, le 6 mars 1953.

Pour le Ministre des finances,
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
34383-11-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Trois-Rivières & St-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu", incorporated pursuant to Division II of the Quebec Insurance Act and registered under number 535, has obtained the license and certificate of registration number 960 authorizing it, as from the 1st of January 1953, to undertake in the Province contracts of insurance of the following class: Fire, by means of deposit notes, restricted to the following buildings and their contents: saw-mills, flour-mills, gristmills, factories or shops manufacturing products made wholly or partly or wood and residences adjoining thereto.

The head office of the company is situate at Trois-Rivières, district of Trois-Rivières, Province of Quebec.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 6th of March, 1953.

For the Minister of Finance,
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
34383-11-2-o Superintendent of Insurance.

Sièges sociaux

BELLECHASSE MINING CORPORATION LTD.
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que la compagnie "Bellechasse Mining Corporation Ltd." (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 23 janvier 1952, a établi son siège social à chambre 502, 620 rue Cathcart, Montréal, Québec.

Head Offices

BELLECHASSE MINING CORPORATION LTD.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Bellechasse Mining Corporation Ltd." (No Personal Liability), incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act on January 23rd 1952, has established its Head Office at Room 502, 620 Cathcart Street, Montreal, Quebec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 24e jour de janvier 1953.

Le Secrétaire,
34428 THÉRÈSE BOISSY.

GOSSELIN TRANSFORT LTÉE

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Gosselin Transport Ltée" constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 18 août 1952, et ayant son siège social en la Cité de Thetford Mines, dans le District d'Arthabaska, a établi son bureau au numéro 121, rue O'Meara Nord, Thetford Mines.

A compter de la date des présentes, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Thetford Mines, ce 25 février 1953.

(Sceau) Le Secretaire,
34429-o MARCEL GOSSELIN.

Avis est donné que la compagnie "Leblanc Automobile Limitée", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 3 février 1953, et ayant son bureau principal à Saint-Jérôme, dans le district judiciaire de Terrebonne, a établi son bureau au numéro 977, rue Labelle, dans ladite cité de Saint-Jérôme.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 5 mars 1953.

Le Procureur de la compagnie,
34430-o PAUL CASGRAIN.

Canada, Province de Québec district de Montréal.

AVIS DE SITUATION DU SIÉGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que "International Agricultural Corporation Ltd." constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies du Dominion le 26e jour de juin, A.D. 1931, et ayant son siège social en la cité d'Ottawa, dans le comté de Carleton et province d'Ontario, a établi son bureau principal dans la province de Québec à chambre 700, 620 rue Cathcart, Montréal, Québec, Canada.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social dans la province de Québec.

Daté à Chicago, ce 23e jour de janvier, A.D. 1953.

Le Vice-président,
34431 GEORGE B. HAMILTON.

AVIS

Avis est donné que la compagnie "J. B. Michaud & Fils Ltée" constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 16 décembre 1952 et ayant son bureau principal dans la cité de Lévis, a établi son bureau au numéro 58 de la côte du Passage, à Lévis.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lévis, ce 13ème jour de mars 1953.

Le Secrétaire,
34443-o JEAN MICHAUD.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, this 24th day of January, 1953.

THÉRÈSE BOISSY,
34428-o Secretary.

GOSSELIN TRANSPORT LTÉE

Notice is hereby given that the company "Gosselin Transport Ltée" incorporated by letters patent bearing date August 18, 1952, and having its head office in the city of Thetford Mines, in the district of Arthabaska, has established its office at number 121 O'Meara Street, North, Thetford Mines.

From and after the date of these presents, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this 25th day of February, 1953.

(Seal) MARCEL GOSSELIN,
34429 Secretary.

Notice is hereby given that the company "Leblanc Automobile Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent bearing date of February third, 1953, and having its head office at Saint-Jérôme, in the judicial district of Terrebonne, has established its office at number 977, Labelle Street, in the said city of Saint-Jérôme.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this fifth day of March, 1953.

PAUL CASGRAIN,
34430 Attorney for the Company.

Canada, Province of Quebec district of Montreal.

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "International Agricultural Corporation Ltd.", incorporated under the Dominion Comparnies Act on the 26th day of June, A.D. 1931, and having its Head Office in the City of Ottawa, in the county of Carleton and Province of Ontario, has established its principal office in the Province of Quebec at Room 700, 620 Cathcart Street, Montreal, Quebec, Canada.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the Company as being its Head office in the Province of Quebec.

Dated at Chicago, this 23rd day of January, A.D. 1953.

GEORGE B. HAMILTON,
34431-o Vice President,

NOTICE

Notice is hereby given that J. B. Michaud & Fils Ltée, incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 16th day of December, 1952, and having its head office in the City of Levis, has established its office at 58 côte du Passage, in the said City of Levis.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Comany.

Dated at Levis, this 13th day of March, 1953.

JEAN MICHAUD,
34443-o Secretary.

Soumissions

CORRECTION

VILLE DE SEPT-ILES
(Comté de Saguenay)

Dans l'avis paru le 14 mars 1953, au sujet de l'émission de $700,000 de la ville de Sept-Iles, veuillez prendre note que les obligations sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.
34460-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE VAUDREUIL
(Comté de Vaudreuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ev. Sauvé, secrétaire-trésorier, Vaudreuil, comté de Vaudreuil, P. Q., jssqu'à 8 heures 30, p.m., mercredi, le 8 avril 1953, pour l'achat de $500,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Vaudreuil, comté de Vaudreuil, datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux pas inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivaut:

Tableau d'amortissement — $500,000.00 — 20 ans.

Année		*Capital*
1er mai 1954	x	$49,500.00
1er mai 1955	x	51,500.00
1er mai 1956	x	54,000.00
1er mai 1957	x	56,000.00
1er mai 1958	x	59,000.00
1er mai 1959	x	61,500.00
1er mai 1960		9,000.00
1er mai 1961		9,500.00
1er mai 1962		10,000.00
1er mai 1963		10,500.00
1er mai 1964		10,500.00
1er mai 1965		11,000.00
1er mai 1966		11,500.00
1er mai 1967		12,000.00
1er mai 1968		12,500.00
1er mai 1969		13,000.00
1er mai 1970		14,000.00
1er mai 1971		14,500.00
1er mai 1972		15,000.00
1er mai 1973		15,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $331,125, accordé par le Secrétaire de la province et payable en six versements de $55,187.50 chacun, de 1954 à 1959 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Vaudreuil, Cté Vaudreuil.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Vaudreuil, Cté Vaudreuil.

Tenders

CORRECTION

TOWN OF SEVEN-ISLANDS
(County of Saguenay)

In the notice which appeared March 14th, 1953, relative to the $700,000 bond issue of the Town of Seven-Islands, please note that the bonds are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.
34460-o

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF VAUDREUIL
(County of Vaudreuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ev. Sauvé, Secretary-Treasurer, Vaudreuil, County of Vaudreuil, P. Q. until 8 o'clock 30, p.m., Wednesday, April 8th, 1953, for the purchase of an issue of $500,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Vaudreuil, Co. of Vaudreuil, dated May 1st, 1953 and redeemable serially from May 1st, 1954 to May 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $500,000.00 — 20 years.

Year		*Capital*
May 1st, 1954	x	$49,500.00
May 1st, 1955	x	51,500.00
May 1st, 1956	x	54,000.00
May 1st, 1957	x	56,000.00
May 1st, 1958	x	59,000.00
May 1st, 1959	x	61,500.00
May 1st, 1960		9,000.00
May 1st, 1961		9,500.00
May 1st, 1962		10,000.00
May 1st, 1963		10,500.00
May 1st, 1964		10,500.00
May 1st, 1965		11,000.00
May 1st, 1966		11,500.00
May 1st, 1967		12,000.00
May 1st, 1968		12,500.00
May 1st, 1969		13,000.00
May 1st, 1970		14,000.00
May 1st, 1971		14,500.00
May 1st, 1972		15,000.00
May 1st, 1973		15,500.00

The x indicate the years during which annual payments of a total amount of $331,125, granted by the Provincial Secretary and payable in six instalments of $55,187.50 each, from 1954 to 1959 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Vaudreuil, Co. of Vaudreuil.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Vaudreuil, Co. of Vaudreuil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 avril 1953, à 8 heures 30, p.m., au lieu ordinaire des sessions.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vaudreuil, (Comté de Vaudreuil), ce 13 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
EV. SAUVÉ.

Vaudreuil, (Cté Vaudreuil), P. Q. 34444-o

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, April 8th, 1953, at 8.30 o'clock p.m., at ordinary place of sessions.

The school Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Vaudreuil, (County of Vaudreuil), this 13th of March, 1953.

EV. SAUVÉ,
Secretary-Treasurer.

Vaudreuil, (Co. of Vaudreuil), P. Q. 34444-o

Province de Québec

CITÉ DE MAGOG
(Comté de Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Roger-A. Boudreau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, B.P. 460, Magog, Cté Stanstead, jusqu'à 8 heures p.m. mercredi, le 8 avril 1953, pour l'achat de $150,000 d'obligations de la cité de Magog, comté de Stanstead, datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux pas inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—$150,000—20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1954	$ 4,500
1er mai 1955	5,000
1er mai 1956	5,000
1er mai 1957	5,000
1er mai 1958	5,000
1er mai 1959	5,500
1er mai 1960	6,000
1er mai 1961	6,500
1er mai 1962	6,500
1er mai 1963	7,000
1er mai 1964	7,500
1er mai 1965	8,000
1er mai 1966	8,000
1er mai 1967	8,500
1er mai 1968	9,000
1er mai 1969	9,500
1er mai 1970	10,000
1er mai 1971	10,500
1er mai 1972	11,000
1er mai 1973	11,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Magog, Cté Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Magog, comté de Stanstead.

Province of Quebec

CITY OF MAGOG
(County of Stanstead)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roger A. Boudreau, secretary-treasurer, City Hall, P.O.B. 460, Magog, Co. Stanstead, until 8 o'clock p.m., Wednesday, April 8, 1953, for the purchase of an issue of $150,000 of bonds of the City of Magog, county of Stanstead, dated May 1st, 1953 and redeemable serially from May 1st, 1954 to May 1st, 1973 inclusivly, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption—$150,000—20 years

Year	*Capital*
May 1st, 1954	$ 4,500
May 1st, 1955	5,000
May 1st, 1956	5,000
May 1st, 1957	5,000
May 1st, 1958	5,000
May 1st, 1959	5,500
May 1st, 1960	6,000
May 1st, 1961	6,500
May 1st, 1962	6,500
May 1st, 1963	7,000
May 1st, 1964	7,500
May 1st, 1965	8,000
May 1st, 1966	8,000
May 1st, 1967	8,500
May 1st, 1968	9,000
May 1st, 1969	9,500
May 1st, 1970	10,000
May 1st, 1971	10,500
May 1st, 1972	11,000
May 1st, 1973	11,500

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certificed cheque, at par, at Magog, Co. Stanstead.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, or at Mgog, County of Stanstead.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 8 avril 1953, à 8 heures p.m. à l'Hôtel de Ville de Magog.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, (Comté de Stanstead), ce 19 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER-A. BOUDREAU.

Hôtel de Ville, B.P. 460,
Magog, (Stanstead), P. Q. 34459-o

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meating of the Council to be held on Wednesday April 8, 1953, at 8 o'clock p.m. at the City Hall of Magog.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Magog, (County of Stanstead) this 19th day of March, 1953.

ROGER A. BOUDREAU,
Secretary-Treausurer.

City Hall, P.O.B. 460,
Magog, (Stanstead), P.Q. 34459

Province de Québec

VILLE DE RICHMOND
(COMTÉ DE RICHMOND)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" sreont reçues par le soussigné, le secrétaire-trésorier, G. Marveau Alexander, 53, rue Craig, C.P. 410, Richmond, comté de Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 7 avril 1953 pour l'achat de $75,000 d'obligations de la ville de Richmond, comté de Richmond datées du 1er mai 1953 et remboursables par séries du 1er mai 1954 au 1er mai 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux pas inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $75,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er mai 1954	$2,000.00
1er mai 1955	2,000.00
1er mai 1956	2,500.00
1er mai 1957	2,500.00
1er mai 1958	3,000.00
1er mai 1959	3,000.00
1er mai 1960	3,000.00
1er mai 1961	3,000.00
1er mai 1962	3,500.00
1er mai 1963	3,500.00
1er mai 1964	3,500.00
1er mai 1965	3,500.00
1er mai 1966	4,000.00
1er mai 1967	4,000.00
1er mai 1968	4,000.00
1er mai 1969	5,000.00
1er mai 1970	5,000.00
1er mai 1971	5,000.00
1er mai 1972	5,500.00
1er mai 1973	7,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les ob.igations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Richmond, comté de Richmond.

Province of Quebec

TOWN OF RICHMOND
(COUNTY OF RICHMOND)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned G. Marveau Alexander Secretary-Treasurer, P.O. Box 410, 53, Craig Street, Richmond, Co. Richmond, until 8 o'clock p.m., Tuesday, April 7th, 1953, for the purchase of an issue of $75,000 of bonds of the Town of Richmond, County of Richmond, dated May 1st, 1953 and redeemable serially from May 1st, 1954 to May 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $75,000 — 20 years

Year	*Capital*
May 1st, 1954	$2,000.00
May 1st, 1955	2,000.00
May 1st, 1956	2,500.00
May 1st, 1957	2,500.00
May 1st, 1958	3,000.00
May 1st, 1959	3,000.00
May 1st, 1960	3,000.00
May 1st, 1961	3,000.00
May 1st, 1962	3,500.00
May 1st, 1963	3,500.00
May 1st, 1964	3,500.00
May 1st, 1965	3,500.00
May 1st, 1966	4,000.00
May 1st, 1967	4,000.00
May 1st, 1968	4,000.00
May 1st, 1969	5,000.00
May 1st, 1970	5,000.00
May 1st, 1971	5,000.00
May 1st, 1972	5,500.00
May 1st, 1973	7,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Richmond, Co. Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Richmond, comté de Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une sénace du conseil qui sera tenue mardi, le 7 avril 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Richmond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Richmond (Comté de Richmond), ce 17 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
G. MARVEAU ALEXANDER,
C.P. 410, 53, rue Craig,
Richmond, (Cté Richmond), P.Q. 34456-o

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, Quebec, or Richmond, Co. Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of matuity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, April 7th, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of Richmond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Richmond, (County of Richmond), this 17th of March, 1953.

G. MARVEAU ALEXANDER,
Secretary-Treasurer.
P. O. Box 410, 53, Craig Street,
Richmond, (Co. Richmond), P.Q. 34456-o

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour d'avril 1952 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques, ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi, le 22 avril 1953, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montreal, le 6 mars 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
34384-11-6-o J. E. TWEEDY.

Sales of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the Frst day of April 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, April 22nd, 1953, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, March 6th, 1953.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
per: J. E. TWEEDY,
34384-11-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1952 et non réclamés aux bureau de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le septième jour de mai 1953, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 18 février 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
34311-9-6 G. E. BEGLEY.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the seventh day of May, 1953, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 18, 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLEY,
34311-9-6-o Superintendent.

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure (En faillite) N° 246. Dans l'affaire de la faillite de: Hervé Phaneuf,

Sale — Bankrupcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 246. In the matter of: Hervé Phaneuf,

Saint-Charles, comté Saint-Hyacinthe cédant autorisé; et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement au village Saint-Charles, connu et désigné comme étant le lot N° quarante-et-un (41) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Charles.

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et avec toutes bâtisses dessus construites en y comprenant tout l'outillage installé dans lesdites bâtisses et servant au commerce de portes et châssis et de menuiserie en général y établi.

Sera vendu à la porte de l'Église paroissiale de Saint-Charles sur Richelieu, comté Saint-Hyacinthe, à ONZE heures de l'avant-midi, VENDREDI le VINGT-QUATRE AVRIL 1953.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistraire à Montréal, le 11 mars 1953, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: Comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits au gouvernement, de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras,
4 est, Notre-Dame, Montréal, Québec.
34450-12-2-o

St. Charles, county of St. Hyacinthe, authorized assignee, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

A site in the village of St. Charles, known and designated as lot No. forty-one (41) on the official plan and book of reference of the parish of St. Charles.

As the whole now subsists with the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immoveable, and with all buildings thereon erected, including all the equipment installed in the said buildings, used in the operating of the door, sash and carpentry business, in general, established thereon.

Will be sold at the parochial church door of St. Charles sur Richelieu, county of St. Hyacinthe at ELEVEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, APRIL TWENTY-FOURTH, 1953.

The said sale to be made in virtue of a judgment rendered by the Registrar in Montreal, March 11th, 1953, pursuant to the provisions of section 55 and those following, of the Bankruptcy Act of 1949 in order to give it the effect of a Sheriff's Sale as defined in the Code of Civil Procedure.

Conditions: Cash.

In addition to the purchase price, the purchaser shall pay a duty fee of 2½% to the government in accordance with the Act.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras
4, Notre-Dame St., East, Montreal, P.Q.
34450-12-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska, Cour Supérieure, N° 18,552. Alphée Bastille, demandeur, vs Thomas Bastille & *al*, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Rivière-du-Loup, dans le district de Kamouraska, le 9 mars 1953, dans une cause dans laquelle Alphée Bastille, journalier de Cacouna est demandeur, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Une terre de forme irrégulière d'une superficie de 32 arpents et 23 perches, connu sous le numéro 329 au cadastre de la paroisse de l'Ile Verte, borné au nord-ouest par le numéro 328, au sud-est par le numéro 340, au nord-est par le numéro 326, au sud-ouest par les numéros 331-332, avec bâtisses dessus construites.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-NEUVIÈME jour de MAI 1953, à DIX heures de l'avant-midi, devant le Protonotaire de la Cour Supérieure, dans la salle d'audience du palais de justice de Rivière-du-Loup, sujet aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour.

Les oppositions à la vente, s'il y avait lieu, devront être formées au plus tard, le 12ème jour

Sale by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska, Superior Court, No. 18,552. Alphée Bastille, plaintiff, vs Thomas Bastille *et al*, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of judgment of the Superior Court, sitting at Rivière-du-Loup, in the district of Kamouraska, on the 9th of March, 1953, in a case wherein Alphée Bastille, laborer of Cacouna is plaintiff, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows:

A farm of irregular form of the superficial area of 32 arpents and 23 rods, known under number 329 on the cadastre of the parish of "Ile Verte", bounded on the northwest by number 328, on the southeast by number 340, on the north east by number 326, on the southwest by numbers 331-332, with buildings thereon erected.

The said immoveable shall be put to auction and adjuged to the highest and last bidder on the NINETEENTH day of MAY, 1953, at TEN o'clock in the forenoon, before the Prothonotary of the Superior Court, in the Court Room of the Court House of Rivière-du-Loup, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court.

Any opposition to the sale, should there be any, should be filed, at the latest, on the 12th

avant la date de la licitation, et les oppositions a fin de conserver dans les 6 jours après l'adjudication, à peine de déchéance.

Rivière-du-Loup le 9 mars 1953.

Le Procureur du demandeur,
34390-11-2-o J. B. LAVOIE,

day before the date of the licitation, and any opposition must be filed within six days following the adjudication, under pain of forfaiture.

Rivière-du-Loup, March 9, 1953.

J. B. LAVOIE,
34390-11-2 Attorney for Plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec — District de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE LA VILLE DE JONQUIÈRE

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du treize mars 1953, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de la ville de Jonquière et la corporation municipale de la ville de Jonquière, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel-de-Ville de Jonquière, le QUATORZE AVRIL 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, pourront être exclus de la vente, les immeubles sur lesquels les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1952 et les taxes municipales échues le ou avant le 31 décembre 1952 auront été payées avant le moment de la vente

1. Meryde Duchesne.— Le lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière sous le numéro 20-257 du rang 4, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2. Madame Nérée Ratté.— Un emplacement faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, sous le numéro 16-A, rang 3, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, lequel terrain mesure environ 250 pieds de long du chemin public, 200 pieds du côté sud et 200 pieds du côté nord, le tout sans garantie de mesure précise, mais tel qu'actuellement clôture, ce terrain formant une pointe, est borné: au sud-ouest, par le terrain de Ismael Gagnon ou représentants, au sud-est par le chemin public; la ligne de division entre le terrain présentement décrit et celui de Ismael Gagnon passant, pour le côté sud, à une distance de 25 pieds du pan sud de la maison y située.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Lesdits lots et partie de lot sont du cadastre officiel du canton de Jonquière. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Jonquière, ce 16ième jour de mois de mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
34451-12-2-o LOUIS-JOSEPH BOUCHARD.

Sales for Taxes

Province of Quebec — District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWN OF JONQUIÈRE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated March thirteenth, 1953, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54, of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207), to sell the immoveables hereinafter designated in payment for arrears of taxes due to the School Commission of the town of Jonquière and to the Municipal Corporation of the town of Jonquière, with interest and cost, and that consequently, the said immoveables will be sold at public auction in the Meeting Hall of the Town Hall of Jonquière, the FOURTEENTH day of APRIL, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale the immoveables upon which school taxes due on or before June 30, 1952 and the municipal taxes due on or before December 31, 1952, shall have been paid before the time of sale.

1. Meryde Duchesne.— Lot known and qesignated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Jonquière under number 20-257 of range 4, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Mrs. Nérée Ratté.— An emplacement forming part of lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the township of Jonquière under number 16-A, range 3, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which land measures about 250 feet in lenght from the public highway, 200 feet on the south side and 200 feet on the north side, the whole without guarantee of precise measurement, but as presently fenced-in, this lot of land forming a point, is bounded: on the southwest, by the land of Ismael Gagnon or representatives, on the southeast, by the public highway: the division line between the land presently described and that of Ismael Gagnon passing, on the south side, at a distance of 25 feet, of the south wall of the house situate thereon.

The adjudication of each of these immoveables will be payable immediately.

The said lots and part of lot are from the official cadastre of the township of Jonquière. They shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, subject to all active and passive servitudes, apparent and unapparent which may affect them.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Jonquière, this 16th day of the month of March, 1953.

LOUIS-JOSEPH BOUCHARD,
34451-12-2 Secretary-treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE SAINT-MAURICE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Oscar Leclerc, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, en la salle publique, au village de Yamachiche, lieu où le conseil dudit comté tient ses sessions, VENDREDI, le QUINZIÈME jour du mois de MAI, mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales, scolaires et autres redevances dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, sur les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY SAINT-MAURICE

Public notice is hereby given by the undersigned, Oscar Leclerc, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction, in the public hall of the Village of Yamachiche, place where the Council of the said county holds its sessions, on FRIDAY, the FIFTEENTH day of the month of MAY, nineteen hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon for municipal and school taxes and other assessments, due to the municipalities hereinunder mentioned, on the divers lots hereinafter designated, unless they be paid, with costs incurred, before the sale, to wit:

Municipalité de St-Étienne des Grès — Municipality of St-Étienne des Gres

Noms — Names	Numéro du cadastre — Cadastral number	Rang — Range	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Donat Godin	P. 1	1	$14.50	$16.33	$30.83
Joseph Noël	P. 5	1	5.57	16.23	21.80
Ls-Arthur Pellerin	P. 88	1	8.87	13.38	22.25
Bernard Trahan	P. 551	5	3.11	.99	4.10

Municipalité de la paroisse des Trois-Rivières — Municipality of the parish of Trois-Rivières

Noms — Names	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Bouffard, Émile	$21.44	$16.73	$38.17
Une terre en la paroisse des Trois-Rivières, contenant environ 28 arpents en superficie, dans le 4ième Rang, connue et désignée sous le N° trois cent trois (303) du cadastre officiel du Comté de St-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières.	A farm in the parish of Trois-Rivières, containing about 28 arpents in superficial area, in the 4th range, known and designated under No. three hundred and three (303) on the official cadastre of the county of St-Maurice, for the parish of Trois-Rivières.		
Crête, Gédéon	9.99	5.28	15.27
Une terre en la paroisse des Trois-Rivières, contenant 15 arpents en superficie, plus ou moins, dans le 4ième rang, connue et désignée sous le N° trois cent quatre (304) du cadastre officiel du comté St-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières.	A farm in the parish of Trois-Rivières, containing 15 arpents in superficial area more or less, in the 4th range, known and designated under No. three hundred and four (304) on the official cadastre of the county of St-Maurice, for the parish of Trois-Rivières.		
Héroux, Gédéon	46.45	28.71	75.16
Une terre située dans le 4ème rang de la paroisse des Trois-Rivières, contenant 2 arpents 4 perches et 15 pieds de front sur 20 arpents 8 perches de profondeur, connue et désignée comme étant le lot N° deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299) du cadastre officiel pour la paroisse des Trois-Rivières.	A farm situate in the 4th range of the parish of Trois-Rivières, containing 2 arpents 4 rods and fifteen feet frontage by 20 arpents 8 rods in depth, known and designated as being lot No. two hundred and ninety-nine (299) on the official casdastre for the parish of Trois-Rivières.		
Neault, Roger	3.99	3.17	7.16
Une terre située dans le 4ième rang de la paroisse des Trois-Rivières, contenant 6 arpents en superficie, plus ou moins, connue et designée sous le N° trois cent vingt-deux (322) du cadastre officiel du comté St-Maurice pour la paroisse des Trois-Rivières.	A farm situate in the 4th range of the parish of Trois-Rivières, containing 6 arpents in superficial area, more or less, known and designated under No. three hundred and twenty-two (322) on the official cadastre of the county of St-Maurice for the parish of Trois-Rivières.		
Paillé, Léo	9.94	5.12	15.06
Une terre située en la Paroisse des Trois-Rivières, dans le 4ième rang, contenant 1 arpent de front sur 28 arpents de profondeur bornée comme suit: en front vers le nord-est au 3ième rang et allant aboutir, vers le sud-ouest, aux terres de la paroisse de Pointe-du-Lac, joignant du côté sud aux représentants de feu Michel Dupont et du côté nord à M. Adolphe Montour ou représentants, laquelle terre fait partie du lot de terre connu et désigné sous le N° trois cent deux (p. 302) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté St-Maurice pour ladite paroisse des Trois-Rivières.	A farm situate in the parish of Trois-Rivières, in the 4th range, containing 1 arpent in frontage by 28 arpents in depth bounded as follows: in front on the northeast by the 3rd range and abutting, on the southwest, by the farms of the parish of Pointe-du-Lac, being joined on the south side by the representatives of the late Michel Dupont and on the north side by Mr. Adolphe Montour or representatives, which farm is part of the lot of land known and designated under No. three hundred and two (pt. 302) on the official plan and in the book of reference of the cadastral registry of the county of St-Maurice for the said parish of Trois-Rivières.		

Noms — Noms	Taxes municipales — Municipal taxes	Taxes scloaires — School taxes	Total
St-Pierre, Alphonse	13.74	5.03	18.77

Une terre située dans le 4ème rang de la paroisse des Trois-Rivières, contenant environ 10 arpents de longueur par environ 2½ arpents de largeur, sans garantie de mesure, bornée en front par le chemin de front, en arrière et d'un côté par Adélard Doucet ou représentants, et de l'autre côté par Émile Pratte ou représentants, connue et désignée comme faisant partie du lot N° trois cent vingt (p. 320) du cadastre officiel du comté St-Maurice, pour la Paroisse des Trois-Rivières.

A farm situate in the 4th range of the parish of Trois-Rivières, containing about 20 arpents in length by about 2½ arpents in width, with no guarantee of measure, bounded in front by the front road, in rear and on one side by Adélard Doucet, or representatives, and on the other side, by Émile Pratte or representatives, known and designated as forming part of lot No. three hundred and twenty (Pt. 320) of the official cadastre of the county of St-Maurice, for the parish of Trois-Rivières.

Charlebois, Gédéon	11.33	19.06	30.39

La moitié d'une terre située dans le 2ème rang de la paroisse des Trois-Rivières, fief St-Maurice, contenant ladite terre un arpent quatre perches et deux pieds de front sur vingt-sept arpents et sept perches de profondeur, plus ou moins, connue et désignée comme étant la moitié latérale et longitudinale nord-ouest du lot N° deux cent trente-cinq (½ N. O. 235) du cadastre officiel du comté St-Maurice, pour la paroisse des Trois-Rivières.

The half of a farm situate in the 2nd range of the parish of Trois-Rivières, fief St-Maurice, the said farm containing one arpent, four rods and two feet in frontage by twenty-seven arpents and seven rods in depth, more or less, known and designated as being the lateral and longitudinal northwest half of lot No. two hundred and thirty-five (½ N. O. 325) of the official cadastre of the county of St-Maurice, for the parish of Trois-Rivières.

Municipalité de Sainte-Flore — Municipality of Sainte-lFore

Noms — Names	Numéro du Cadastre — Cadastral number	Evaluation	Taxes Municipales — Municipal taxes	Taxes scolaires — School taxes	Total
Beaulieu, Paul	P. 49, 19	$1,950.00	$20.04	$115.38	$135.42
Boisvert, Albert	P. 614, 2	175.00	2.88	16.00	18.88
Boisvert, Armand	P. 54	250.00	3.33	12.35	15.68
Champagne, Bruno	P. 34	400.00	7.80	46.30	54.10
Desaulniers, J. P.	P. 60	150.00	2.00	13.80	15.80
Dessureault, J. D.	P. 27	400.00	5.80	36.80	42.60
Diamond, Camille	P. 37, 22	200.00	5.16	5.70	10.86
Diamond, Paul	P. 38	200.00	4.38	5.70	10.08
Dubé, Philias	P. 27	400.00	5.80	36.80	42.60
Garceau, Josephat	P. 613	200.00	3.28	18.40	21.68
Gauthier, Albert	P. 58	1,000.00	13.30	108.75	122.05
Grenier, Ovila	P. 48, 61	200.00	2.66		2.66
Guay, Edouard	P. 37, 27	150.00	3.99		3.99
Lafrenière, Lucien	P. 47	200.00	2.66	18.40	21.06
Marquis, Ls.-P.	P. 72	200.00	2.66	18.40	21.06
Pelletier, Auguste	P. 47	200.00	2.66	5.70	8.36
Rivard, Zéphirin	P. 72	600.00	7.98	55.50	63.48
Sauvageau, Cyprien	P. 52	150.00	2.78	4.25	7.03
Sauvageau, Salomon	P. 57, 58	50.00	1.67	9.15	10.82
Thibodeau, Mlle V.	P. 614	1,100.00	26.04		26.04
Thiffault, Henri	P. 47	550.00	7.32	70.54	77.86
Trottier, H. P.	P. 38	250.00	3.63		3.63
Veillette, Raphaël	P. 48, 51, 52	400.00	5.32	23.65	28.97

Donné à Yamachiche, ce onzième jour du mois de mars, mil neuf cent cinquante-trois.

Le Secrétaire-trésorier,
34436-12-2-o OSCAR LECLERC.

Given at Yamachiche, this eleventh day of the month of March, nineteen hundred and fifty-three.

OSCAR LECLERC,
34436-21-2 Secretary-Treasurer.

Province de Québec, district de Chicoutimi,

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté du neuf mars 1953, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné, pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi et à la commission scolaire du village

Province of Quebec, District of Chicoutimi.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF STE-ANNE-DE-CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated March ninth, 1953, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinafter described, in payment of arrears of taxes due to the municipal corporation of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi and to the School Commission of the village of Ste-Anne, with interest

de Ste-Anne, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public, dans la salle du conseil du village de Ste-Anne-de-Chicoutimi, au Collège St-Jean-Baptiste, le QUINZE AVRIL 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, ledit immeuble ne sera pas vendu si toutes les taxes réclamées sont payées avant le moment de la vente.

1. Succession Mme Vve Roland Girard.

Un emplacement formé du lot numéro 10-30 de la subdivision du lot numéro 10, 1er rang ouest, canton Tremblay au cadastre officiel du village de Ste-Anne. Ledit emplacement mesure 50 pieds de largeur de l'est à l'ouest sur 125 pieds de profondeur du sud au nord, sans garantie de mesure précise.

Ledit immeuble sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant l'affecter.

Le prix d'adjudication de cet immeuble sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Ste-Anne-de-Chicoutimi, ce treizième jour du mois de mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
34437-12-2-o DAVID BOUCHER.

and costs, and that consequently, the said immovable will be sold, by public auction, in the Council Hall of the village of Ste-Anne-de-Chicoutimi, in the Se-Jean Baptiste College, the FIFTEENTH day of APRIL, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable shall not be sold if all the taxes claimed as due are paid before the sale.

1. Estate Mrs. Widow Roland Girard.

An estate formed by lot number 10-30 of the subdivision of lot number 10, 1st Range West, Township of Tremblay on the official cadastre of the village of Ste.-Anne. The said emplacement measures 50 feet in width from east to west by 125 feet in depth from south to north, without guarantee of precise measurement.

The said immoveable shall be sold with buildings thereon erected, circumstances and depenencies, if any, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes which may effect same.

The purchase price of the said immovable will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Act.

Given at Ste-Anne-de-Chicoutimi, this thirteenth day of the month of March, 1953.

DAVID BOUCHER,
34437-12-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, N° 7723. ERNEST LABARRE, ouvrier, domicilié à St-Jean-Baptiste, Comté de Drummond, demandeur, vs EDOUARD BLUTEAU, de Wickham-Ouest Comté de Drummond, District d'Arthabaska, defendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du Bureau d'Enrégistrement pour la Municipalité et Corporation de Wickham-Ouest comme étant une partie du lot numéro trois cent soixante-et-un (361) du cadastre officiel du canton de Wickham de ladite municipalité."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Wickham-Ouest, comté de Drummond, JEUDI, le NEUF AVRIL 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 3 mars 1953. 34355-10-2-o

[Première insertion: 7 mars 1953]
[Deuxième insertion: 21 mars 1953]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, No. 7723. ERNEST LABARRE, laborer, domiciled at St-Jean-Baptiste, County of Drummond, plaintiff, vs EDOUARD BLUTEAU, of Wickham-West, County of Drummond, district of Arthabaskz, defendant.

As belonging to defendant:

"An immovable known and designated on the official cadastre of the Registration Office for the Municipality and Corporation of Wickham-West, as being a part of lot number three hundred and sixty-one (361) of the official cadastre of the township of Wickham of the said municipality."

To be sold at the church door of the parish of Wickham-West, county of Drummond, THURSDAY, the NINTH day of APRIL, 1953, at TWO o'clock in the f afternoon.

FELIX HOULE,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, March 3, 1953. 34355-10-2

First insertion: March 7, 1953]
[Second insertion: March 21, 1953]

BEAUHARNOIS

Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, N° 904. EUGENE LEGAULT, plombier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, demandeur, vs ARMAND

BEAUHARNOIS

Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 904. EUGENE LEGAULT, plumber, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, vs ARMAND

LEFEBVRE, artisan, du même lieu, dit district, défendeur.

AVIS

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Une partie du lot numéro cinquante-cinq étant une subdivision du lot numéro cent-quarante-six (Pte N° 146-55) des plans et livres de renvoi officiels de la paroisse Ste. Cécile, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par cinquante-cinq pieds de profondeur, plus ou moins mesure anglaise, et borné comme suit: au nord par la rue Laroche, à l'est par la rue Académie; au sud par le résidu du lot N° 146-55; et à l'ouest par le lot N° 146-44; avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à Salaberry de Valleyfield, au bureau du soussigné shérif au Palais de Justice de ladite cité, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Salaberry de Valleyfield, ce 17 février 1953.

Le Shérif,
34305-9-2-0 HORACE VIAU.

LEFEBVRE, laborer, of the said city and district, defendant.

NOTICE

Public notice is hereby given that the lands and buildings hereunder described have been seized and shall be sold at the time and places respectively mentioned, as follows.

A part of lot number one-hundred and fifty-five, being a subdivision of lot number one-hundred and forty-six of the official plans and books of reference of the Parish of Ste. Cécile, measuring forty-five feet width by fifty-five feet depth, more or less, English measure, and bounded as follows: Northward, by Laroche Street; Eastward, by Académie Street; Southward, by the remainder of lot number 146-55; with all the buildings hereupon erected.

To be sold at Salaberry de Valleyfield, at the undersigned sheriff's office, at the Court House in the said city, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1953, at ELEVENTH o'clock in the forenoon.

Salaberry de Valleyfield, this 17th day of February, 1953.

HORACE VIAU,
34305-9-2-o Sheriff.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Dans la Cour Supérieure,
District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 21,698 — DAME ÉMÉRENTIENNE RODRIGUE contre JOSEPH POULIN, BOURDET,

cultivateur de St-Prosper, à savoir: le lot N° deux (N° 2) des plans et livre de renvoi officiel du cadastre pour le cinquième rang nord-est du canton de Watford, et un certain lopin de terre distrait des lots numéros quatorze A et quatorze B (pties 14A-14B) du cadastre officiel fait pour le sixième rang nord-est du canton Watford, à prendre à l'extrémité nord-ouest des dits lots, ayant pour la largeur des dits lots au chemin, sur la profondeur comprise entre le chemin public au nord-ouest et à la rivière Veilleux au sud-est; tel que le tout est actuellement ainsi que les bâtisses qui s'y trouvent.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Prosper le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. S. POULIOT.
St-Joseph de Beauce, 16 mars 1953.
3444S-12-2-o

[Première insertion: 21 mars 1953]
[Seconde insertion: 4 avril 1953]

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
In the Superior Court
District of Beauce

St. Joseph de Beauce, To wit: No. 21698 — DAME ÉMÉRANTIENNE RODRIGUE against JOSEPH POULIN, BOURDET,

farmer, of St-Prosper, to wit: Lot No. two (No.2) of the official cadastral plan and book of reference for the fifth range northeast, of the township Watford, and a certain parcel of land taken from lots Nos. fourteen A and fourteen B (Pts. 14A, 14B) of the oafficial cadastre made for the sixth range northeast, of the township of Watford, to be taken at the northwest extremity of said lots taking its width at the road, by the depth comprised between the public road on the northwest and the Veilleux River on the southeast; as the whole presently subsists and also the buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door, in the parish of St-Prosper, on the TWENTY-SEVENTH day of APRIL next at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sherif.
St-Joseph de Beauce, March 16, 1953.
3444S-12-2

[First Insertion: March 21, 1953]
[Second Insertion: April 4, 1953

BONAVENTURE

Canada, Province de Québec
District de Bonaventure
New Carlisle

Cour de Magistrat, N° 5354. — JAMES S. WATT, marchand de chevaux, de Petite Rivière Ouest, comté

et district de Gaspé, P.Q. demandeur— vs EVERETT DEA ,journalier, de Port-Daniel Station, comté et district de Bonaventure, P.Q., défendeur,

"*a*) Les lots numéros trente-cinq et quarante (35 & 40) du premier rang du canton de Port-Daniel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

BONAVENTURE

Canada, Province of Quebec,
District of Bonaventure.
New Carlisle.

Magistrate Court, No. 5354. — JAMES S. WATT, Horse-dealer, of Petire Rivière West, county and district of

Gaspé, P. Q., Plaintiff, vs EVERETT DEA, labourer, of Port-Daniel Station, county and district of Bonaventure, P. Q. Defendant,

a) Lots number thirty-five and forty (35 & 40) of the first range of the township of Port-Daniel, with buildings thereon erected.

b) Le lot numéro quarante-et-un A (41A) du premier rang du canton de Port-Daniel.

c) Le lot numéro cinq cent quarante-sept (547) du deuxième rang, partie ouest du canton de Port-Daniel.

d) Partie du lot numéro six-cent-quatre-vingt (680) du cinquième rang, partie ouest, borné en front par le quatrième rang, en arrière par le sixième rang, à l'est par le lot numéro 681, à l'ouest par George Prince."

Pour être vendus à la porte de l'église de Port-Daniel, comté et district de Bonaventure, le VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent cinquante-trois (21 avril 1953) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, F. J. LEGRESLEY.
New Caslisle, 5 mars 1953. 34385-11-2-o

b) Lot number forty-one A (41A) of the first range of the township of Port-Daniel.

c) Lot number five forty-seven (547) second range, west part of the township of Port-Daniel·

d) Part of lot number six-eighty (680) of the fifth range, west part, township of Port-Daniel, bounded on the front by the 4th. range, on the north by the 6th. range, on the east by lot nu-m ber 681, and on the west by George Prince.

To be sold at the parochial church door of Port-Daniel, county and district of Bonaventure, the TWENTY-FIRST day of APRIL (21st. of April 1953) nineteen hundred and fifty-three; at TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LEGRESLEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, March 5th, 1953. 34385-11-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
District de Rouyn-Noranda

Cour de Magistrat. { PAUL FOREST, agent d'immeubles domicilié à Rouyn, demandeur; vs WILFRID BISSON, journalier, résidant à Rouyn, défendeur.

Un certain terrain connu et désigné comme étant le lot numéro (60) du Bloc 201-91 au plan et livre de renvoi officiels du canton de Rouyn, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Église de L'Immaculée Conception de Rouyn, P.Q., le TRENTE-UNIÈME jour de MARS 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J.-H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 19 février 1953. 34306-9-2-o
[Première insertion le 28 février 1953]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Magistrate's Court. { PAUL FOREST, real estate agent, domiciled at Rouyn, plaintiff; vs WILFRID BISSON, labourer, résiding at Rouyn, defendant.

A certain piece of land kinown and designated as lot number sixty (60) of Block 201-91 on the official plan and in the book of reference for the township of Rouyn, with the buildings thereon erected circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door, of the parish of L'Immaculée Conception of Rouyn, P.Q., on the THIRTY-FIRST day of MARCH 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, February 19th, 1953.
[First insertion February 28th, 1953]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 10539. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs PAUL PAQUIN, de St-Lin, comté de l'Assomption, défendeur,

Un bloc de terrain situé en la ville de St-Jérômé, entre les rues Scott et Carillon, composé:

a) De parties des lots connus et désignés sous les numéros cent sept et cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix (P. nos 10-107 et 10-118) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de St-Jérôme, et ainsi décrites:

1° Une partie du lot N° 10-107 mesurant 3.5 pieds au nord, 4 pieds au sud par 110 pieds de profondeur dans la ligne ouest et contenant une superficie de 412.5 pieds carrés. Borné au nord par la partie du no 10-118 décrits ci-après, à l'est par le résidu de ce dit no 10-107, rue projetée, au sud par la rue Carillon (No 10-81 et à l'ouest par le lot no 10-106.

2° Une partie du lot no 10-118 mesurant 3 pieds au nord et 3.5 pieds au sud par une profondeur de 110 pieds contenant une superficie de 357.5 pieds carrés. Borné au nord par la rue Scott no 10-146, à l'est par le résidu du lot N° 10-118 faisant partie d'une rue projetée, au sud par la partie du N° 10-107, décrite ci-haut et à l'ouest par le N° 10-119.

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 10539. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, vs PAUL PAQUIN, of St. Lin, county of l'Assomption, defendant.

"A block of land situate in the town of St. Jérôme, between Scott and Carillon streets, including:

a) Parts of lots known and designated under numbers one hundred and seven and one hundred and eighteen of the official subdivision of original lot number ten (P. Nos. 10-107 and 10-118) of the official plan and book of reference of the town of St-Jérôme, and described as follows:

1. Part of lot No. 10-107 measuring 3.5 feet on the north, 4 feet on the south by 110 feet in depth on the west line, consisting of a superficial area of 412.5 square feet. Bounded on the north by part of No. 10-118 hereinafter described, on the east by the residue of the said No. 10-107, planned street, on the south by Carillon street (No. 10-81 and on the west by lot No. 10-106.

2. Part of Lot No. 10-118 measuring 3 feet on the north and 3.5 feet on the south by a depth of 110 feet, consisting of a superficial area of 357.5 square feet. Bounded on the north by Scott street No. 10-146, on the east by the residue of lot No. 10.118 forming part of a planned street, on the south by part of No. 10-107, described above, and on the west by No. 10-119.

b) Des lots connus et désignés sous les numéros cent un, cent deux, cent trois, cent quatre, cent cinq, cent six, cent dix-neuf, cent vingt, cent vingt et un, cent vingt-deux, cent vingt-trois et cent vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire N° 10 (Nos 10-101, 10-102, 10-103, 10-104, 10-105, 10-106, 10-119, 10-120, 10-121 10-122, 10-123 et 10-124 des plan et livre de renvoi officiels de la vile de St-Jérôme.

Mesurant, le dit bloc, cent cinquante-trois pieds (153′) au nord, cent cinquante-quatre pieds (154′) au sud par une profondeur de deux cent vingt pieds (220′) et contenant une superficie de 33,770 pieds carrés;

Borné au nord par la rue Scott (N° 10-146, à l'est par le résidu des lots Nos 10-118 et 10-107, faisant partie d'une rue projetée, continuation de la rue Fournier, au sud par la rue Carillon (N° 10-81,) et à l'ouest par les Nos 10-100 et 10-125;

Avec les bâtisses y érigées et les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble,

La vente devant être faite sujette aux charges et conditions de l'acte de vente consenti par la ville de St-Jérôme au défendeur le 1er avril 1947, devant le notaire Gustave Léonard, et enregistré au bureau d'enregistrement du Comté de Terrebonne le 15 avril 1947 sous le N° 151580, reg. A., Vol. 141.

Pour être vendu au Bureau du Shérif au Palais de Justice dans la cité de St-Jérôme le VINGT et UNIÈME jour d'AVRIL 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 17 mars 1953. 34458-12-2-o

b) Lots known and designated under numbers one hundred and one, one hundred and two, one hundred and three, one hundred and four, one hundred and five, one hundred and six, one hundred and nineteen, one hundred and twenty, one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two, one hundred and twenty-three, and one hundred and twenty-four of the official subdivision of original lot No. 10 (Nos. 10-101, 10-102, 10-103, 10-104, 10-105, 10-106, 10-119, 10-120, 10-121, 10-122, 10-123 and 10-124 of the official plan and book of reference of the town of St. Jérôme.

The said block measuring one hundred and fifty-three feet (153′) on the north one hundred and fifty-four feet (154′) ont he south by a depth of two hundred and twenty feet (220′) and consisting of a superficial area of 33,770 square feet;

Bounded on the north by Scott street (No. 10-146), on the east by the residue of lots Nos 10-118 and 10-107, forming part of a planned street, the continuation of Fournier Street, on the south by Carrillon Street (No. 10-81,) and on the west by nos. 10-100 and 10-125;

With buildings erected thereon, and active and passive servitudes, apparent and unapparent, attaching to said immoveable,

The sale to be made shall be subject to the charges and conditions of the deed of sale between the town of St. Jérôme and the defendant, dated April 1st, 1947, before Notary Gustave Leonard, and registered in the Registrar's office of the county of Terrebonne on April 15, 1947, under number 151580, reg. A., Vol. 141.

To be sold at the Sheriff's office, at the Court House in the city of St. Jérôme, the TWENTY-FIRST day of APRIL 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
St. Jérôme, March 17, 1953. 34458-12-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 12

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Martel vs Roy 1015
Noiseux vs Boucher. 1015
Smith vs Cyr. 1015

ARRETÉS EN CONSEIL:

286, section "F" — Barbier, coiffeur et coiffeuse de St-Hyacinthe 1017
286, section "G" — Barbier, coiffeur et coiffeuse, comté de Roberval 1016
286, section "H" — Imprimerie de Montréal 1016

ASSEMBLÉE:

Quebec Central Railway Company.... 1019

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 963

AVIS DIVERS:

Gatineau Power Company (Modifications des taux) 1022
Gulf Power Company..... 1019
Kauf-Min Fashions Inc. (Directeurs).. 1020
La Tour Eiffel Limitée (Directeurs).. 1022

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Martel vs Roy..... 1015
Noiseux vs Boucher. 1015
Smith vs Cyr. 1015

ORDERS IN COUNCIL:

286, part "F" — Barber and hairdressing of St. Hyacinthe..... 1017
286, part "G" — Barber and hairdressing, county of Roberval..... 1016
286, part "H" — Printing of Montreal. 1016

MEETING:

Quebec Central Railway Company.... 1019

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 963

MISCELLANEOUS NOTICES:

Gatineau Power Company (Adjustments of the rates)..... 1022
Gulf Power Company..... 1019
Kauf-Min Fashions Inc. (Directors).. 1020
La Tour Eiffel Limitée (Directors).... 1022

Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Famille, I.-O. (Formation) 1023
Mayfair Enterprises Inc. (Dist. de l'actif) 1021
Mount Bruno Holding Ltd. (Directeurs) 1023
Oka, munic. de (Changement de nom) 1020
Park Tobaggan & Ski Club Limited (Règlements) 1021
Saint-Aimé du Lac-des-Iles, munic. de (Changement de nom) 1021
T. C. Construction Inc. (Directeurs) . . 1022
The Evangel Pentecostal Church (Incorporation) 1020
The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone (Règlements) 1021

CHARTES — ABANDON DE:

Adina Industries Ltd. 1023
Belvedere Insurance Agency Inc.— L'Agence d'Assurance Belvédère Inc. 1023
Crude Oil Engine and Engineering Company Limited 1024
Kensington Industries Limited 1024
Mayfair Enterprises Inc. 1023
M. Schleien Inc. 1030
Quebec Stainless Steel Limited 1052
St. Laurent Drive Yourself Ltd. 1024
Transport Décarie Limitée — Decarie Transport Limited 1024

COMPAGNIES DISSOUTES:

Eastern Whitewear Company Limited. 1025
Grand Cloak Co. Inc. 1025
Laviolette Chemicals Co. Ltd. 1025
Les Autobus Lévis-St-Vallier Ltée 1025
Les Éditions Magin Limitée. 1026
Milton Realties Inc. 1026
National Paper Box Limited 1026
Spebra Products Manufacturing Company Ltd. 1026
Spectator Sportswear Co. Inc. 1027
Standard Paper Box Limited. 1027
The King Paper Box Company, Limited 1027

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Repentigny 1027
Saints-Anges 1028
St-Raymond, village de. 1027

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Charlesbourg, paroisse de 1028
Coleraine, canton de 1028
Irlande, canton de 1028
Privat, canton de 1029
St-Sauveur, paroisse de. 1029
Varennes, paroisse de. 1029

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières (Modification) 1003
Barbier de Rouyn et Noranda (Prélèvement) 997
Camionnage de l'Ile de Montréal (Prélèvement). 998
Commerce de l'alimentation au détail à Québec (Prélèvement) 990

Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Famille, I.-O. (Formation). 1023
Mayfair Enterprises Inc. (Dist. of assets). 1021
Mount Bruno Holding Ltd. (Directors) 1023
Oka, munic. of (Change of name) 1020
Park Toboggan & Ski Club Limited (By-Laws) 1021
Saint-Aimé du Lac-des-Iles, munic. of (Change of name). 1021
T. C. Construction Inc. (Directors) 1022
The Evangel Pentecostal Church (Incorporation) 1020
The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone (By-Laws) 1021

CHARTERS — SURRENDER OF:

Adina Industries Ltd. 1023
Belevedere Insurance Agency Inc.— L'Agence d'Assurance Belvédère Inc. 1023
Crude Oil Engine and Engineering Company Limited 1024
Kensington Industries Limited 1024
Mayfair Enterprises Inc. 1023
M. Schleien Inc. 1030
Quebec Stainless Steel Limited 1025
St. Laurent Drive Yourself Ltd. 1024
Transport Décarie Limitée — Decarie Transport Limited 1024

COMPANIES DISSOLVED:

Eastern Whitewear Company Limited. 1025
Grand Cloak Co. Inc. 1025
Laviolette Chemicals Co. Ltd. 1025
Les Autobus Lévis-St-Vallier Ltée 1025
Les Éditions Magin Limitée. 1026
Milton Realties Inc. 1026
National Paper Box Limited 1026
Spebra Products Manufacturing Company Ltd. 1026
Spectator Sportswear Co. Inc. 1027
Standard Paper Box Limited. 1027
The King Paper Box Company, Limited 1027

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Repentigny 1027
Saints-Anges 1028
St-Raymond, village of 1027

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Charlesbourg, parish of. 1028
Coleraine, township of. 1028
Irlande, township of. 1028
Privat, township of 1029
St-Sauveur, parish of. 1029
Varennes, parish of. 1029

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barbers, male and female hairdressers of Three Rivers (Amendment). 1003
Barbers of Rouyn and Noranda (Levy) 997
Trucking of the Island of Montreal (Levy) 998
Retail food trade of Quebec (Levy) 990

Commerce de la quincaillerie de Québec (Prélèvement) 991
Construction dans les comtés de Joliette, Berthier, etc. (Modification) 1003
Construction, comtés de Roberval, Lac St-Jean, etc. (Avis) 1002
Construction de Joliette (Prélèvement) 1001
Fourrure, district de Québec (Prélèvement) 994
Imprimerie dans l'Ile de Montréal (Modification) 1006
Lait de Québec (Prélèvement) 999
Le Syndicat National des Employés du Commerce de Dolbeau et Mistassini (Avis) 1008
Matériaux de construction (Prélèvement) 993
Matériaux de construction (Prélèvement) 1013
Navigation cotière et intérieure du port de Montréal (Prélèvement) 995

Hardware trade of Quebec (Levy) 991
Construction in the counties of Joliette, Berthier, etc. (Amendment) 1003
Construction, counties of Roberval, Lake St. John (Notice) 1002
Construction of Joliette (Levy) 1001
Fur, district of Quebec (Levy) 994
Printing in the Island of Montreal (Amendment) 1006
Milk of Quebec (Levy) 999
Le Syndicat National des Employés du Commerce de Dolbeau et Mistassini (Notice) 1008
Building materials (Levy) 993
Building materials (Levy) 1013
Inland and coastal navigation of the Port of Montreal (Levy) 995

LETTRES PATENTES:

Admiration Lingerie & Sportsweat Ltd. . . 964
Ad. Prevost Inc. 965
Adson Corp. 965
Albert L. Gauthier Express Ltd. 965
Alvin Corp. 966
Amalgamated Paper Products Inc. 966
Antenne Commune de Télévision Ltée 966
Baieville Construction Limitée 967
Beacon Uniform Co. Ltd. 967
Beck Holdings Inc. 967
Benitex Ltd. 967
Berrigan Mines Limited. 968
Blondin Motors Ltd. 968
Brompton Salvage Company Limited. . 969
Bulloch & Baxter Limited. 969
Burnt Hill Tungsten Mines Limited. . . 969
Club Richelieu Lévis 970
Club Richelieu Sainte-Thérèse. 970
Columbia Fur Co. Ltd. 970
Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Antonin, Inc. 971
Confection Moderne Ltée — Modern Confection Ltd. 971
Coronation Market Ltd. 971
Corporation des Chemins d'Hiver de Ste-Thècle 972
Davis Knitting Mills Ltd. 972
Delbar Investment Corporation 972
Delmont Investment Corporation. . . . 973
Di Pietro & Frères Inc. (St. Catherine Est) 973
Disco Looms Ltd. 973
Dominion Herb Distributors Inc. 974
Dumco Metal Products Co. Ltd. 974
Dunau Travel Bureau Ltd. 974
Émilien Bélanger Inc. 975
Fernand Roy Inc. 975
Forty-Three Fifty Sherbrooke Limited 975
Forum Construction Corporation. 976
Gagnon Frères Atelier de Fourrures Ltée 976
Garage Belley Limitée. 976
Gérard Parizeau Inc. 977
Gibraltar Ltd. 977
Italian Immigrants' Assistance Centre. . 977
J.-A. Duquette Ltée. 978
Jay-W. Import Company. 978
J. Morgan Jones Publications Limited 978
Jonergin Co. Inc. 979
Jos Fradet et Fils, Limitée. 979
K. R. T. Alumni Association, Incorporated. 980
La Bonne Chanson Inc. 980

LETTERS PATENT:

Admiration Lingerie & Sportsweat Ltd. . . 964
Ad. Prevost Inc. 965
Adson Corp. 965
Albert L. Gauthier Express Ltd. 965
Alvin Corp. 966
Amalgamated Paper Products Inc. 966
Antenne Commune de Télévision Ltée 966
Baieville Construction Limitée 967
Beacon Uniform Co. Ltd. 967
Beck Holdings Inc. 967
Benitex Ltd. 967
Berrigan Mines Limited. 968
Blondin Motors Ltd. 968
Brompton Salvage Company Limited. . 969
Bulloch & Baxter Limited. 969
Burnt Hill Tungsten Mines Limited. . . 969
Club Richelieu Lévis 970
Club Richelieu Sainte-Thérèse. 970
Columbia Fur Co. Ltd. 970
Comité des Chemins d'Hiver de Saint-Antonin, Inc. 971
Confection Moderne Ltée — Modern Confection Ltd. 971
Coronation Market Ltd. 971
Corporation des Chemins d'Hiver de Ste-Thècle 972
Davis Knitting Mills Ltd. 972
Delbar Investment Corporation 972
Delmont Investment Corporation. . . . 973
Di Pietro & Frères Inc. (St. Catherine Est) 973
Disco Looms Ltd. 973
Dominion Herb Distributors Inc. 974
Dumco Metal Products Co. Ltd. 974
Dunau Travel Bureau Ltd. 974
Émilien Bélanger Inc. 975
Fernand Roy Inc. 975
Forty-Three Fifty Sherbrooke Limited 975
Forum Construction Corporation. 976
Gagnon Frères Atelier de Fourrures Ltée 976
Garage Belley Limitée. 976
Gérard Parizeau Inc. 977
Gibraltar Ltd. 977
Italian Immigrants' Assistance Centre. . 977
J.-A. Duquette Ltée. 978
Jay-W. Import Company. 978
J. Morgan Jones Publications Limited 978
Jonergin Co. Inc. 979
Jos Fradet et Fils, Limitée. 979
K. R. T. Alumni Association, Incorporated. 980
La Bonne Chanson Inc. 980

Laferrière & Dufresne Limitée. 980
La Sablière Calumet Limitée—Calumet Sand Pit Limited. 981
Lowen-Ross Sales Inc.. 981
Marcel Prévost Inc.. 981
Marlowe Mines Limited. 982
Martin Chinchilla Ranch Limited 982
Melcon Testiles Corp.. 982
Mont Plante Inc.. 983
Montreal Dietetic Association. 983
Montricot Mills Ltd.. 983
Nouveautés Bellevue Limitée—Bellevue Novelties Limited. 984
Réunion Limitée—Reunion Limited . . 984
Roch & Tessier Assurances Ltée 984
Silverdale Investments Ltd.. 985
Société de Publication Merlin Limitée—Merlin Publishing Limited. 985
Standard Agencies Acceptance Corporation. 985
Stanford Converters Inc.. 986
T. D. Bouchard & Compagnie Ltée—T. D. Bouchard & Company Ltd.. . 986
The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone. 986
Trevenech Properties Limited. 987

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Best Form Brassière Company Limited 987
Brunswick Quebec Development Ltd.. . 987
B. & T. Foundry Co. Ltd. 988
Elwood Finance Company. 988
General Finance Corporation Limited.. 988
Marnel Properties Limiter. 988
Independent Garment Inc.. 989
Johnson's Asbestos Company. 989
Laumay Ltée. 989
Quebec Dietetic Association. 989
Woodfine Bros. Limited. 990

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Mutuelle des Marchands Détaillants 1029

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Beaver Insurance Company. 1029
The Pioneer Insurance Company. 1030
Trois-Rivières & St-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu. 1030

SIÈGES SOCIAUX:

Bellechasse Mining Corporation Ltd.. . 1030
Gosselin Transport Ltée 1031
International Agricultural Corporation Ltd.. 1031
J. B. Michaud & Fils Ltée. 1031
Leblanc Automobile Limitée 1031

SOUMISSIONS:

Magog, cité de 1033
Richmond, ville de. 1034
Sept-Iles, ville de (Correction) 1032
Vaudreuil, commissaires d'écoles de.. 1032

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company... 1035
Canadian Pacific Express Company... 1035

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Phaneuf, Hervé. 1035

Laferrière & Dufresne Limitée. 980
La Sablière Calumet Limitée—Calumet Sand Pit Limited. 981
Lowen-Ross Sales Inc.. 981
Marcel Prévost Inc.. 981
Marlowe Mines Limited. 982
Martin Chinchilla Ranch Limited 982
Melcon Testiles Corp.. 982
Mont Plante Inc.. 983
Montreal Dietetic Association. 983
Montricot Mills Ltd.. 983
Nouveautés Bellevue Limitée—Bellevue Novelties Limited. 984
Réunion Limitée—Reunion Limited . . 984
Roch & Tessier Assurances Ltée 984
Silverdale Investments Ltd.. 985
Société de Publication Merlin Limitée—Merlin Publishing Limited. 985
Standard Agencies Acceptance Corporation. 985
Stanford Converters Inc.. 986
T. D. Bouchard & Compagnie Ltée—T. D. Bouchard & Company Ltd.. . 986
The Hess B. Finestone Foundation in Memory of the Late Jacob and Jenny Finestone. 986
Trevenech Properties Limited. 987

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Best Form Brassière Company Limited 987
Brunswick Quebec Development Ltd.. . 987
B. & T. Foundry Co. Ltd. 988
Elwood Finance Company. 988
General Finance Corporation Limited.. 988
Marnel Properties Limiter. 988
Independent Garment Inc.. 989
Johnson's Asbestos Company. 982
Laumay Ltée. 989
Quebec Dietetic Association. 989
Woodfine Bros. Limited. 990

WINDING UP NOTICE:

La Mutuelle des Marchands Détaillants 1029

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Beaver Insurance Company. 1029
The Pioneer Insurance Company. 1030
Trois-Rivières & St-Maurice Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu. 1030

HEAD OFFICES:

Bellechasse Mining Corporation Ltd.. . 1030
Gosselin Transport Ltée 1031
International Agricultural Corporation Ltd.. 1031
J. B. Michaud & Fils Ltée. 1031
Leblanc Automobile Limitée 1031

TENDERS:

Magog, city of. 1033
Richmond, town of. 1034
Sept-Iles, town of (Correction) 1032
Vaudreuil, School Commissioners of... 1032

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company... 1035
Canadian Pacific Express Company... 1035

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Phaneuf, Hervé. 1035

VENTE PAR LICITATION:

Bastille vs Bastille *et al.* 1036

VENTES POUR TAXES:

Jonquière, commission scolaire de la ville de 1037
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village de.... 1039
St-Maurice, comté de..... 1038

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Labarre vs Bluteau 1040

BEAUHARNOIS:

Legault vs Lefebvre..... 1040

BEAUCE:

Rodrigue vs Poulin..... 1041

BONAVENTURE:

Watt vs Dea 1041

ROUYN-NORANDA:

Forest vs Bisson..... 1042

TERREBONNE:

Banque Canadienne Nationale vs Paquin..... 1042

SALE BY LICITATION:

Bastille vs Bastille *et al.* 1036

SALES FOR TAXES:

Jonquière, School Commission of the town of..... 1037
Ste-Anne-de-Chicoutimi, village of.... 1039
St-Maurice, county of 1038

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Labarre vs Bluteau 1040

BEAUHARNOIS:

Legault vs Lefebvre..... 1040

BEAUCE:

Rodrigue vs Poulin..... 1041

BONAVENTURE:

Watt vs Dea 1041

ROUYN-NORANDA:

Forest vs Bisson..... 1042

TERREBONNE:

Banque Canadienne Nationale vs Paquin..... 1042

34413-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.